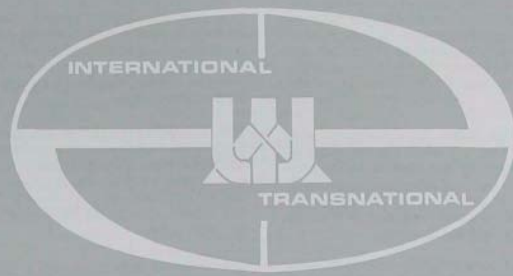


TRANSNATIONAL

# ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES



**Le volontariat**

**Women's Associations**

The review of international  
associations and meetings

**1986 - n°2**

Revue bimestrielle Mars/Avril

La revue des associations et  
des réunions internationales

TRANSNATIONAL

# ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES

## 38th year

This publication, produced by the UAI, appears with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

## Revue bimestrielle 1986

## 38e année

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS  
EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION  
President : F. A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per la Organizzazione Internazionale (Italie).  
Vice-president : S. A. SAXENA (India)  
Former Director of the International Cooperative Alliance.  
Augusta VANISTENDAEL (Belgique)  
Secrétaire général de Coopération et solidarité.  
Trésorier général : Paul E. HERNALUX (Belgique)  
President honoraire de la Conférence permanente des Chambres de commerce et d'industrie de la Communauté économique européenne.  
Robert FENALUX (Belgique)  
Ambassadeur honoraire.  
Members:  
F. W. G. BAKER (U.K.)  
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.

Christian DE LAET (Canada)  
Secretary, Canadian Plains Research Centre,  
University of Regina.  
Johan GALTUNG (Norway)  
Vice-recteur de l'Université transnationale, Paris.  
Vladimir HERCIK (Tchécoslovaquie)  
Ancien haut fonctionnaire de l'Unesco.

Nikola A KOVALSKY (URSS)  
Directeur adjoint de l'institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences de l'URSS.  
Marcel MERLE (France)  
Professeur à l'Université de Paris 1.

Andrew E. RICE (U.S.A.)  
Former Executive Secretary of the Society for International Development.  
Cyril RITCHIE (Ireland)  
President, Federation of Semi-Official and Private Institutions established in Geneva.  
Albert TEVOEDJRE (Benin)  
Secrétaire général de l'Association mondiale de prospective sociale.

## UN DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

### REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI UAI REPRESENTATIVES

Organisations des Nations - Unies:  
New York: Andrew RICE  
Genève: Cyril RITCHIE  
UNESCO: Vladimir HERCIK  
Paris: Maryvonne STEPHAN



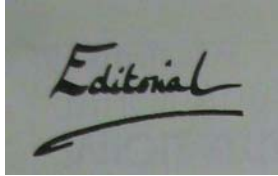
1986 - N° 2

Redaction/Editorial  
Robert FENAUUX  
Geneviève DEVILLE  
Anthony J.N. JUDGE  
Ghislaine de CONINCK  
Paul GHILS  
Mynam SCHREIBER  
Published by/Publié par:  
Union of International Associations - UAI  
(founded 1910)  
Issn-0020-6259  
Editorial and Administration :  
Rue Washington 40. 1050 Brussels (Belgium) Tel (02) 640 18 08 - 64041 09  
Tx 65080 INAC B  
Editeur responsable : R. Fenauux.  
Rue Washington 40. 1050 Bruxelles (Belgique)  
Tél. (02) 640 18 08 - 640 41 09  
Publicité/Advertising : Union of International Associations, Rue Washington 40, 1050 Brussels, Belgium. Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09. Tx 65080 INAC B.  
OUI/OR  
France : Roger Ranson, (délégué-Directeur de publicité, 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches, Tel. 741 81 80  
U.K. : Maureen Wingham Media Representations Ltd, 2 High Gate Av. London NGS Rx, Tel. 3489111  
Subscription rate: BF 1.100, or equivalent per year (6 issues) + postage BF 165.  
Abonnement: FB 1.100 Ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port FB 150.  
Mod\* de paiement à ut utiliser :  
Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 Ou Compte n° 210-0508263-55 à la Société Générale de Banque, 253, Avenue Louise, 1050 Bruxelles  
London: Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd., 1 Princes street, Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.  
Paris : par virement compte n° 5451 50-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8, Paris 75009.  
Copyright, 1984 by Union of International Associations. All rights reserved. No part of this work may be reproduced or copied in any form or by any means - graphic, electronic, or mechanical, including photocopying, recording, taping, or information and retrieval Systems - without written permission of the Secretary General, Union of International Associations

SOMMAIRE

CONTENTS

Editorial, par Robert Fenauux Le volontariat à l'ordre du jour, par Vladimir Hercik	62 64
Le rôle des volontaires dans les ONG européennes, par Ya Mutuale-Balume	66
Au lendemain de Nairobi, les femmes s'interrogent. par Myriam Schreiber The Role and Status of Women in Development NGOs,	82
by Bindi Shah and Anne Clark This Language Business, by Constance Rover	87 95
Progrès et développement dans l'idéologie des Nations Unies, par Pierre de Senarliens	96
L'idée et la possibilité d'une réforme des Nations Unies, par Maurice Bertrand	98
Reflections on an International Development Strategy,  by Havelock R. Brewster	102
Bibliographie L'action des associations privées dans le développement rural des pays du tiers-monde,	
par Vladimir Hercik Echos de la vie associative-News on Associative Affairs	106 108
Congressalia	113
IAPCO News	115



# LA CITE ASSOCIATIVE INNOMBRABLE ET DIVERSE

## Identifier pour intégrer

« La spontanéité et l'hétérogénéité qui font la richesse du tissu associatif international constitueront longtemps encore un handicap face à la coalition des Etats ».

### La sociologie des associations,

universellement comprise, est une discipline scientifique récente dans la

recherche et les analyses d'un phénomène de société infiniment divers et complexe, à réseaux innombrables, dont la spécificité est généralement figurée par ses traits privés de spontanéité, de solidarité et de fin non lucrative.

### Du national...

Quand Albert Meister, trop tôt disparu, publiait en 1972 « Vers une sociologie des associations », l'essai d'un fervent militant de l'idée de participation, il s'étonnait, avec raison, que les chercheurs en sciences humaines ne se fussent pas davantage penchés sur le fait associatif de

type moderne, dont il voyait bien l'importance croissante à la base nationale de la société contemporaine, en distinguant les approches libérales et socialistes. Trouvant alors l'explication de cette carence dans un défaut d'information

sur les groupements intéressés - sauf à se satisfaire de renseignements fragmentaires ou disséminés dans des annuaires, registres, bulletins, rapports et, au plus, quelques monographies - l'auteur suggérait un programme de recherches destiné à

(\*) Professeur au Département de sciences politiques de l'Université de Paris I. " Le statut juridique des OING.

une sorte de cadastre des associations. Une proposition inspirée d'une vision nationale de l'associationnisme, éclairée par l'Histoire contemporaine de France et des Etats-Unis depuis Tocqueville, sans référence à la terminologie onusienne des ONG ni au concept de transnationalité.

A la même époque, le professeur Marcel Merle, dans une suite de travaux inaugurés par « la Vie internationale » (1963), universalisait l'objectif en publiant une « Sociologie des relations internationales » qui faisait une place majeure d'acteur aux forces transnationales. Des forces entendues par lui comme des « flux qui échappent plus ou moins, sinon totalement, au contrôle des autorités gouvernementales », parmi lesquelles il rangeait les organisations non gouvernementales, les firmes multinationales et les forces d'opinion (pour nous génératrices d'associations). Suivant le même parcours scientifique d'un juriste de droit international devenu sociologue de l'espace transnational, M. Merle a aussi publié nombre de savants articles qu'il a eu l'heureuse idée de réunir en deux Recueils (1).

Dans le dernier, sorti l'autre mois, on retrouve beaucoup d'idées, plus ou moins confirmées, revues ou corrigées, que nos fidèles lecteurs connaissent bien déjà par la reproduction ou la relation qui en ont été faites dans cette Revue. Au fil du temps, l'auteur serre de plus en plus

Marcel Merle (\*) près son souci d'identification du fait associatif et de l'avenir de l'action extra-gouvernementale, en nous avouant, dans une gentille dédicace, que « l'international et le transnational se conjuguent à tout instant ».

### Etats - OIG-OING

Ainsi du chapitre particulier de la montée de nouveaux acteurs, comportant : le statut juridique des OING, un document préparatoire à la Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des OING (2); les ONG et l'ONU, un commentaire de l'art. 71 de la Charte, sans doute le meilleur qui ait été fait d'une véritable « novation » dans l'histoire et le droit des organisations internationales; « l'opinion publique et la paix », un rapport jusqu'ici inédit, introductif au Colloque organisé sur ce thème à l'Académie de la Paix à Monaco.

Notons aussi, en sujets plus généraux à incidences associatives, deux morceaux de choix : « Système interé-tatique », un attachant dialogue posthume avec Raymond Aron et « Les tribulations de l'Etat », une étude substantielle fraîchement inédite.

### Diversité et discernement

Pour étayer notre propos d'aujourd'hui, il nous a paru opportun de prendre nos points de repère et d'appui scientifiques dans l'ensem-

ble des travaux de notre collègue, qui joint à ses titres celui de membre chevronné du Conseil directeur de l'UAI. dont il a toujours fidèlement soutenu et continue d'animer la démarche transnationale de recherche et d'études, en faisant souvent référence à nos publications. C'est dans cette communauté d'esprit que nous épingleons ses avis à cet éditorial appliqué à la *Cité associative*, comme nous aimons l'appeler, par rapport au Prince souverain et à la différence des entreprises transnationales de profit.

Ainsi souscrivons-nous volontiers à l'essentiel d'une argumentation dont la logique, pondérée d'incertitudes, invite à instruire une *enquête* et un *débat* nécessaires et pressants sur l'immense diversité des réseaux de *solidarité transnationale* et les moyens d'approche pour en faire le recensement, l'inventaire, la typologie ou le cadastre - la chose importe plus que le mot - dans la prospective d'un projet d'intégration du fait associatif au Système international de demain. (Un projet dont nous aurons à reparler en publiant un exposé des idées de notre distingué collègue Johan GALTUNG, expert en problèmes transnationaux à la dernière assemblée extraordinaire de notre Institut).

### Préalables

D'accord donc au départ avec les juristes, les sociologues et les historiens pour admettre, en préalable et jusqu'à nouvel ordre, que l'Etat demeure « *la pièce maîtresse des relations internationales* », le point de ralliement de ces relations, mais aussi qu'il n'est plus le seul « acteur », ni le même acteur qu'autrefois, à l'ère nouvelle d'une organisation internationale de plus en plus spécialisée et ramifiée. D'accord également pour écarter la vision utopique d'une alternative à l'autorité de l'Etat, d'une relève du pouvoir par un réseau humain d'associations tissées d'aspirations contradictoires et privées de solidarités communes, en déférant de croire, dans l'ordre des prévisions, à un mondialisme qui effacerait les frontières territoriales. D'accord enfin pour convenir que si la croissance numérique des forces transnationales est l'un des aspects les plus remarquables du monde contemporain, il est également vrai que « *la spontanéité et l'hétérogénéité qui font la richesse du tissu associatif constituent et constitueront longtemps encore un handicap face à la coalition des Etats* ».

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 2/1986 63

### Problèmes

Il s'agit maintenant d'aller à la découverte du fait associatif dans toute son ampleur, de l'appréhender dans ses ramifications et de l'accréditer le mieux possible auprès de tous les « acteurs », Etats, organisations internationales et forces transnationales - ces dernières s'ignorant elles-mêmes dans la diversité de leur voisinage. C'est un problème d'information et de formation qui doit commencer par l'école, comme Louis Verniers, ami regretté de l'UAI, représentant de la Belgique au Conseil de l'Unesco s'y essaya jadis dans ses manuels d'éducation. Et puis continuer par les médias et l'enseignement supérieur appelé à former les esprits en disciplines de droit, de sciences humaines et de relations internationales. Il n'y a guère encore trop de maîtres décourageaient leurs étudiants de présenter des thèses ou des mémoires en une matière jugée mineure. Cela a bien changé d'une génération à l'autre et les bienfaits associatifs apportés aux conflits et aux maux de notre temps y ont certainement contribué.

### Publications et relations

Des livres, des revues, des rapports de conférences paraissent continuellement. Le présent numéro de notre Revue porte témoignage de cet intérêt croissant pour le mouvement associatif dans son éventail de manifestations.

On lira dans un dossier traitant du « Volontariat », un des rayons les plus purement désintéressés des mouvements associatifs, la relation d'un ouvrage que Vladimir Hercik analyse avec bonheur (3). Et sous la même plume une attachante relation d'un autre ouvrage publié sous les auspices du Club de Rome : « *La révolution aux pieds nus* » ou l'action des associations dans le développement rural des pays du Tiers monde. Ces deux ouvrages, tout à l'honneur des ONG, sont l'endroit d'un phénomène social dont l'envers en montre le tout venant dans « *te Bazar de la solidarité* », un livre critique qui se veut une radioscopie des ONG françaises (4).

Du côté des groupes associatifs militants du mouvement féminin on lira plus loin, signée par notre collaboratrice Myriam Schreiber, une fervente analyse des deux conférences mondiales (OIG-OING) réunies à Nairobi en 1985 pour examiner et évaluer les résultats de la Décennie des Nations-Unies pour la femme.

Et voici, dernière en date à noter courrier, une publication collective visant à une identification des ONG dans leurs rapports avec de nombreuses références aux publications de l'UAI, ce qui nous offre une transition convenable pour parler objectivement de notre apport (5).

L'apport de l'UAI

C'est que notre vénérable Institut s'est dépensé de longue main à la recherche et à l'étude scientifiques de la problématique associative, au fil de conférences, de colloques et de publications. Et qu'il continue, à présent, en sa fonction grandissante d'état-civil des OIG-OING agréée par l'ONU, avec les moyens prodigieusement accrus de la documentation informatisée.

Ainsi notre base de données peut-elle, par des procédés intégrés de nos diverses publications, sortir une gamme de produits à fréquence accrue, constituant un ensemble unique d'Annuaire et de Calendriers, à quoi s'est ajoutée une deuxième édition complètement remaniée des « *World Problems (4500) and Human Potential* », des guides régionaux et divers répertoires tel un recueil des statuts d'organisations, avec une potentialité illimitée de sous-produits.

### Finalité

En cette année dédiée à la Paix des peuples, quand le Système international maintenant mis en question cherche d'autres orientations vitales, l'UAI nantie de son patrimoine de connaissance, est bien aise de faire sa part de coopération à un projet de société qui tend à l'intégration des réseaux transnationaux d'OING.

Car finalement *la Cité associative, innombrable et diverse*, est condamnée à gérer et digérer tant bien que mal ses contradictions propres à la condition humaine, avec le concours de ses meilleures forces, ou alors courir le risque d'un échec peut-être fatal en partage avec le Prince souverain.

### Robert Fénaux

- (1) - Forces et enjeux dans les relations internationales - (1980). Economica Paris 1980 - Les acteurs dans les relations internationales - (1986). Economica Paris.
- (2) Voir - Associations transnationales n° 3/1983. Le prochain numéro de la Revue consacrera un dossier à l'événement de la signature de la Convention le 26 avril dernier.
- (3) - "Volontariat" edité par - La Documentation française.
- (4) Voir la relation de l'ouvrage par V. Hercik - Associations internationales - 1985. n° 3.
- (5) - Les ONG et le Droit international - Mario Battisti - Pierre-Marie Dupuy. Collection - Droit international. Economica avril 1986.

# Le volontariat a l'ordre du jour

par Vladimir Hercik

« La Documentation française » (29 Quai Voltaire, 73540 Paris) a publié en 1985 un ouvrage intitulé «Le volontariat». Il est signé par deux hauts fonctionnaires français qui possèdent une connaissance théorique et une expérience pratique du volontariat: M. Michel Le Net, président de l'Institut de la communication sociale et M. Jean Werquin, expert auprès du Centre national du volontariat.

Le livre vise à présenter les aspects essentiels du phénomène «volontariat» et la manière dont ils affectent la vie individuelle, sociale, économique et politique de nos jours. L'étude est basée au départ sur la situation française, mais elle apporte des éléments d'information utiles concernant le volontariat en d'autres pays européens (Belgique, Pays-Bas, Espagne, Italie, Suisse), aux Etats-Unis et au Canada.

L'une des idées saillantes qui se dégage de l'étude est l'expansion quantitative et la diversification qualitative du volontariat et sa faculté d'adaptation aux conditions sociales et économiques de la société contemporaine. Les auteurs montrent comment les volontaires sont en mesure de contribuer à la solution des défis majeurs posés au monde actuel par le sous-développement, la société de consommation, le partage du travail, la participation à la vie de la Communauté.

Le Centre d'études et d'information sur le volontariat créé en France en 1974 (et devenu en 1985 Centre national du volontariat), a défini comme suit les conditions essentielles du volontariat :

- a) engagement personnel et libre,
- b) activité sans but lucratif,
- c) appartenance à un groupe ou une structure.

On retrouve une définition analogue dans les mouvements de volontaires d'autres pays européens ainsi qu'aux Etats Unis et au Canada.

Le phénomène du volontariat recouvre, dans une large mesure, le monde des associations privées (non gouvernementales). Cependant, le volontariat se manifeste également, et parfois en force, en dehors du cadre de ces associations. Ainsi, on peut trouver des volontaires coopérant avec certains services publics, notamment les services de santé et des affaires sociales; auprès des entreprises privées, des groupements professionnels, institutions religieuses, divers rassemblements spontanés.

En nous inspirant de l'ouvrage précité, nous nous proposons d'examiner certains aspects du volontariat qui reflètent sa problématique actuelle = sa typologie; quelques données statistiques, ses rapports avec les pouvoirs publics; son rôle dans les changements de société.

## **Typologie du volontariat**

Les secteurs de la santé et des services sociaux sont ceux qui attirent le plus grand nombre de volontaires. L'assistance des volontaires dans les soins de malades de différentes catégories est probablement la plus ancienne et la plus universelle fonction du volontariat. La participation de volontaires aux activités du domaine social est probablement aussi ancienne. Elle embrasse parfois la gestion d'établissements, l'aide aux jeunes, aux handicapés, aux vieux, aux anciens prisonniers, etc... Dans le domaine de l'éducation et de la culture, le volontariat est assuré par des parents, des animateurs des activités extrascolaires, de l'éducation des adultes, de formation

religieuse, des activités sportives et de loisirs. Dans bien des cas, les volontaires constituent l'ensemble des usagers et de leurs amateurs.

Un domaine important et diversifié de l'action du volontariat peut être caractérisé comme « La vie quotidienne et le cadre de vie ». On peut y ranger les activités relatives à la gestion des affaires communales, la défense de projets politiques, la participation aux campagnes électorales. Une large catégorie de volontaires sert les groupements dont les membres poursuivent leur propres intérêts : c'est le cas des « amicales », associations des "anciens", des syndicats, des sociétés mutualistes, des coopératives. Dans ces groupements, le bénévolat est la norme et le salariat l'exception. Le domaine du cadre de vie mobilise un nombre croissant de volontaires, de tout âge et de toute origine sociale, pour la défense de l'environnement contre la pollution, pour la défense des parcs nationaux et régionaux.

Un secteur du volontariat qui s'est développé considérablement au cours des dernières décennies est celui de l'action à l'étranger. L'organisme international qui a joué un rôle de pionnier dans ce domaine est « le Comité de Coordination du service volontaire (créé en 1920 sous la dénomination « Service international de volontaires »)». Le Comité organise l'échange de volontaires entre les pays de cultures et de niveaux économiques différents. Une "Association internationale pour l'éducation des volontaires" a été créée en 1970 aux Etats-Unis. Son objectif est de promouvoir l'action de volontaires au bénéfice des peuples de différentes cultures. Sur le plan européen, deux associations sont engagées dans l'échange de volontaires : « Association pour le volontariat en Europe »

(créée en 1972) et **VOLONTEUROPE** (créée en 1980). Les deux associations sont vouées à « la promotion de l'action volontaire gratuite dans les pays européens ». Diverses associations nationales de caractère non-gouvernementale s'occupent du placement de techniciens dans des projets situés dans les pays en développement : « *Echanges et consultations techniques internationales* » (ECTI), « *Médecins sans frontières* », « *Médecins du monde* », « *Association générale d'intervenants retraités pour des actions bénévoles de coopération et de développement* » (fondée en 1984), « *Coopération internationale pour le développement socio-économique* » (CIDSE - d'inspiration catholique).

Les gouvernements ont découvert l'avantage que présente l'assistance offerte aux pays en développement par l'intermédiaire de volontaires. Ainsi, les *Etats-Unis* ont créé le « *Peace Corps* » (1961), exemple imité par d'autres pays : Canada (1967), Royaume-Uni (1972), Japon (1977), Suisse (1979), Pays-Bas (1979), Australie, République Fédérale d'Allemagne (1983), Belgique (1984). En 1971, l'*ONU* a mis sur pied un service volontaire international grâce auquel de jeunes volontaires possédant une expérience technique participent à l'exécution de projets dans les pays en développement. En 1980, les volontaires de l'*ONU* ont été à l'œuvre dans 75 pays.

### **Statistiques concernant les volontaires**

Les chiffres recueillis dans différents pays sur le nombre de volontaires confirment une croissance du volontariat. Cette croissance indique en même temps le progrès du phénomène associatif. En France, le nombre de déclarations de nouvelles associations - qui était de 17.500 en 1975 s'est élevé à 34.000 en 1981 et à 46.900 en 1983. La totalité d'associations déclarées et actives en France serait - selon le Ministère de l'Intérieur - approximativement de 400.000. Selon les enquêtes du CREDOC (" Centre de recherche, d'études et d'observation de conditions de vie »), près d'un tiers des Français feraient partie d'une ou de plusieurs associations.

Dans la plupart des Etats membres de la *Communauté Européenne*, la part de la population participant au volontariat est estimée à 15 %. Ce chiffre est confirmé par le *Royaume Uni* et les

Pays Bas. Ce dernier pays déclare que le pourcentage effectif de volontaires aux Pays-Bas est plus près de 30 %. Selon l'étude de l'Agence Fédérale des Etats-Unis effectuée en 1974, les volontaires représentaient 24 % de la population. Une enquête réalisée par l'Agence en 1981 révèle l'accroissement du volontariat : 31 % de bénévoles dans les structures organisées et 52 % si l'on inclut le bénévolat informel. Le pourcentage de volontaires dans la population canadienne est évalué à 15 %. Les quelques données disponibles sur la répartition des volontaires selon l'âge indiquent l'accroissement du groupe d'âge 40-60. Dans la région parisienne, ce groupe représentait 44% en 1981 et 57% en 1984. Le pourcentage de volontaires âgés de plus de 60 ans constituait 23%. L'enquête de l'Agence Fédérale des Etats-Unis (1974) indique 30 % de volontaires de 25-44 ans; 25 % de 45-54 ans; 21 % de 55-64 ans; 14% du groupe de 65 et au-delà.

### **Les pouvoirs publics et les volontaires**

L'utilité des services de volontaires au bénéfice de la Communauté n'a pas échappé aux autorités qui, dans plusieurs pays, tendent à encourager le développement du volontariat. Le Gouvernement du *Royaume Uni* a créé un service public chargé de suivre les activités des associations nationales du volontariat. Le Gouvernement du *Canada* a mené plusieurs campagnes sur le plan national (1977, 1981, 1982) destinées à promouvoir le recrutement de volontaires. Les autorités du *Royaume Uni* ont créé la fonction de « coordonnateurs » chargés, au sein des Ministères de la Santé et des Affaires Sociales, de promouvoir le recrutement de volontaires et de faciliter les relations entre ces derniers et les fonctionnaires salariés.

En France, les autorités accordent aux volontaires travaillant de façon permanente dans les organismes sociaux la couverture de risque d'accident de travail de la sécurité sociale. Plusieurs ministères disposent de fonds pour le recrutement et la formation de volontaires. Le 9<sup>e</sup> Plan du gouvernement prévoit des formes de travail fondées sur le volontariat. Aux *Etats-Unis*, il existe une « Agence fédérale pour le service volontaire » dont la compétence est limitée aux études et enquêtes concernant les problèmes du volontariat. Les activi-

tés opérationnelles dans différents domaines sont conduites par des volontaires dans le cadre des Etats individuels et communautés locales, ou sous l'égide de grandes villes, tel le Comité des citoyens de New York. Les organisations *inter-gouvernementales européennes* voient, depuis plusieurs années, une attention particulière au volontariat. La résolution adoptée le 16 décembre 1983 invite les Etats membres, entre autres,... à mettre au point un statut du travailleur volontaires,... à éliminer les entraves au bon déroulement des activités du volontariat,... à veiller à intéresser un plus grand nombre de citoyens à ce travail.

### **Volontaires face aux problèmes de la société**

L'un des problèmes que rencontrent les volontaires dans tous les pays est l'attitude hostile des syndicats qui accusent les travailleurs non-rémunérés de « concurrence déloyale », d'être des briseurs de grève. Dans certains pays, des discussions sont en cours entre les deux catégories de travailleurs en vue d'arriver à une meilleure compréhension mutuelle. Les « coordonnateurs » dont il a été question plus haut, attachés aux Ministères du Royaume-Uni ont pour fonction, d'une part, de persuader les travailleurs rémunérés de l'utilité des volontaires et, d'autre part, d'initier les volontaires à leurs tâches complémentaires dans le cadre d'un service public. Une résolution adoptée en 1984 par la *Commission des Communautés Européennes* demande aux pouvoirs publics « d'agir en médiateurs entre les travailleurs bénévoles et les salariés ».

Parmi les tendances qui caractérisent la situation actuelle du volontariat, il convient de citer l'accroissement numérique de volontaires, jeunes d'une part et, d'autre part, une augmentation notable de volontaires de l'âge de pré-retraite et de retraite. Des projets intéressants sont en cours, visant à l'insertion, à base de volontariat, de jeunes chômeurs dans la vie active. Les retraités trouvent un accueil favorable non seulement au sein des associations non gouvernementales, mais également dans les projets situés dans les pays en développement. Des volontaires sont appelés à jouer un rôle d'initiateurs et de promoteurs dans de nouveaux enjeux sociaux tels environnement, cadre de vie, régionalisation, demo-

cratie communale, etc. Il a été noté que les volontaires actuels tendent à exercer une influence plus prononcée au sein des associations face aux membres salariés de ces associations.

Les volontaires continuent à manifester leurs qualités traditionnelles visant à humaniser les relations entre les rouages administratifs et le public, en facilitant une connaissance individuelle des citoyens et de leurs problèmes, en improvisant des solutions de nouveaux problèmes qui surgissent dans la vie sociale.

Par ailleurs, des groupes de volontaires sont à l'origine des réflexions concernant les déformations de la société contemporaine, tels la bureaucratisation, l'étatisation, la commercialisation, les travers de la société de consommation. Selon un porte-parole des volontaires américains : " le tiers secteur (le volontariat) ne cherche plus seulement à répondre aux besoins ou problèmes des dépossédés ou des ignorés, il cherche à créer une société dans laquelle plus personne ne sera considéré comme dépossédé ou ignoré, ou chacun aura la possibilité d'être autonome, de choisir

avantantage les activités qu'il aime ». « En 1981, le mécontentement est un phénomène culturel... une remise en question des choses et des valeurs telles qu'elles existent. Le « troisième secteur » n'est plus ni moins que l'amorce d'une contre-culture... Il y a un besoin d'établir un nouveau contrat social, reliant le gouvernement, « le tiers secteur » et le public, ce qui permettrait à ce secteur d'être à part entière et de pouvoir exprimer ses droits " d'égal à égal » (1).

---

Des acteurs pour le développement

# Le rôle des volontaires dans les ONG européennes

« Il n'est de richesse que d'hommes ».

Jean BODIN.

" Si tu fais des plans pour un an.

Semé du blé;

Pour cinq ans, plante des arbres;

Pour une vie, forme et instruis des hommes ».

Proverbe chinois

Les pages qui suivent sont extraites d'une enquête réalisée à l'initiative du Sous-Comité volontariat du Comité de liaison des ONG pour le développement auprès des Communautés européennes. L'enquête a été coordonnée et réalisée par Ya Mutuale-Balume.

## Introduction

Le développement du tiers-monde et la mise en place d'un nouvel ordre international sont considérés à juste titre comme étant deux des problèmes majeurs de notre époque. C'est dans cette problématique que s'inscrit l'action des organisations non gouvernementales (O.N.G.) de volontariat implantées dans les pays membres de la Communauté économique européenne et des volontaires qu'elles envoient dans les pays du tiers-monde.

La création de la plupart de ces organisations remonte aux années 1960. C'est l'époque de la décolonisation et de la conquête de leur indépendance par la majorité de pays africains. C'est aussi l'époque du lancement de la première

décennie du développement par l'Organisation des Nations Unies.

Dans certains cas, c'est un véritable élan de solidarité entre des groupes anti-colonialistes en Europe et des peuples en lutte de libération qui favorise cette création.

Parmi les problèmes majeurs auxquels les nouvelles nations se trouvent confrontées, il faut noter celui de l'insuffisance de cadres.

D'où le besoin et l'appel à des cadres expatriés, européens notamment, dans les différents domaines de la vie nationale.



Plus tard, l'accent sera mis sur le rôle des volontaires en tant que formateurs afin de permettre la relève par les nationaux. La question est d'une importance capitale car la formation de cadres et de personnel qualifié en qualité et en nombre suffisant est une condition indispensable du développement.

En nous référant au titre du dernier ouvrage de Monsieur Edgar Pisani (1), ancien commissaire européen chargé du développement, nous dirions que dans les actions de développement appuyées par les ONG de volontariat, il s'agit bien souvent de *passer du soutien à l'outil* (équipement, projet...) au *soutien à la main qui met en œuvre l'outil*.

O • s'apercevra ensuite très rapidement que les volontaires reviennent généralement de leur séjour outre-mer avec une plus-value incontestable dont peut bénéficier leur collectivité d'origine.

Désormais, l'envoi de volontaires se situera dans une dynamique personnelle et collective qui prend en compte un vécu et un engagement ici avant le départ et qui peut s'accroître au retour du fait de l'expérience du tiers-monde.

C'est ainsi qu'un nouveau rôle pour les volontaires commencera à se dessiner dans celles des organisations qui, parallèlement à leurs actions outre-mer, ont mis en œuvre tout un travail d'information et de sensibilisation, de conscientisation et d'interpellation de l'opinion publique européenne pour son éducation au développement.

Pour ces organisations, le maldéveloppement des pays occidentaux et le maldéveloppement des pays du tiers-monde ne sont que les deux faces d'un même maldéveloppement de notre monde.

### Informations concernant les organisations

1. Cette enquête porte sur 74 organisations européennes d'envoi de volontaires dans les pays du tiers-monde. Parmi ces organisations, 5 sont de la République Fédérale d'Allemagne, 8 de la Belgique, 1 du Danemark, 11 de la France, 11 de la Grande-Bretagne, 6 de l'Irlande, 19 de l'Italie et 13 des Pays-Bas.

Il faut toutefois signaler que toutes les organisations ayant participé à cette enquête n'ont pas répondu à l'intégralité du questionnaire. Cependant, les données de l'enquête concernent toujours une majorité d'entre elles.

2. Parmi les 74 organisations qui ont participé à l'enquête, 36 sont non gouvernementales et non confessionnelles, 34

Les actions réalisées dans le tiers-monde et celles menées en Europe ne doivent donc pas rester juxtaposées mais le plus possible se relier.

Dans cette perspective, le volontaire est particulièrement bien placé pour favoriser ce lien entre des groupes qui, dans le tiers-monde comme en Europe, cherchent à transformer la réalité économique et sociale pour un monde plus juste et plus solidaire.

Cette enquête, réalisée à l'initiative du sous-comité Volontariat du Comité de liaison des ONG pour le développement auprès des Communautés européennes, avait pour but de réunir, sur le plan de la Communauté, une somme de données quantitatives et qualitatives sur la pratique de cette forme particulière de solidarité entre les peuples du tiers-monde et ceux d'Europe qu'est le volontariat de la coopération au développement.

Sur un total de 139 organisations contactées, 74 nous ont renvoyé le questionnaire avec les réponses relatives à leurs actions.

Il faut rappeler que ces 74 ONG n'ont pas toutes répondu à chacune des questions de l'enquête.

Les ONG du Grand Duché du Luxembourg qui n'ont que neuf volontaires au total ne sont incluses dans le traitement du questionnaire que pour quelques questions. Un tableau présentant la situation globale de ce pays se trouve en annexe de ce document.

La Grèce n'apparaît pas dans cette étude, dans la mesure, où, à notre connaissance, il n'y existe pas encore d'ONG spécialisée dans l'envoi de volontaires dans les pays du tiers-monde.

sont non gouvernementales et confessionnelles, 4 sont gouvernementales et para-gouvernementales, il s'agit, pour cette dernière catégorie, d'organisations créées et/ou financées, totalement ou en grande partie, par les Etats et bénéficiant parfois, parmi leur personnel d'encadrement, d'un nombre plus ou moins important de fonctionnaires d'Etat détachés à cet effet. Comme le tableau ci-dessous le fait ressortir, c'est notamment le cas du DED (Deutscher Entwicklungsdienst) en Allemagne, de l'A.F.V.P. (Association française des volontaires du progrès) en France, de l'A.P.S.O. (Agency for Personal Service Overseas) en Irlande, du S.N.V. (Stichting Nederlandse Vrijwilligers) aux Pays-Bas et du M.S. (Mellenfolkeigt Samvirke) au Danemark.

Pays	D	B	DK	F	GB	IRL	I	NL	TOTAL
Les organisations sont de type :									
Gouvernemental	1								1
Para gouvernemental				1		1		1	3
Non gouvernemental et non confessionnel	2	5	1	5	7	2	9	5	36
Non gouvernemental et confessionnel	2	3		5	4	3	10	7	34
TOTAL	5	8	1	11	11	6	19	13	74

N.B. : D = Allemagne ; B = Belgique ; DK = Danemark ; F = France ; GB = Grande-Bretagne ; IRL = Irlande ; I = Italie ; NL = Pays-Bas.

(1) E. Pisani, *la main et l'outil*. Paris. Robert Lattoni 1984

Le M.S., tout en ayant un statut d'ONG, est financé à 90 % par le gouvernement danois.

Pour certaines questions de cette enquête, nous ferons ressortir les données relatives à ces cinq organisations (y compris le M.S.).

3. a) On sait que, depuis plusieurs années, une collaboration existe entre les ONG européennes de volontariat et

les gouvernements de leurs pays. Ces derniers non seulement reconnaissent l'importance et la spécificité des actions menées par les ONG, ils vont jusqu'à accorder des subventions aux ONG et réalisent avec elles des cofinancements pour un certain nombre d'opérations de développement.

Le tableau ci-après indique, par pays, le nombre d'ONG qui bénéficient de l'appui financier des gouvernements de leur pays et ceux qui n'en bénéficient pas.

Pays	D	B	DK	F	GB	IRL	I	NL	TOTAL
Oui	5	5	1	10	3	4	16	6	50
Non		3		1	8	2	3	7	24
TOTAL	5	8	1	11	11	6	19	13	74

Remarquons que dans la majorité des cas, les ONG, ne sont pas subventionnées pour leur fonctionnement au titre de leurs activités en matière d'envoi de volontaires. Ceci leur pose de sérieux problèmes financiers.

3. b) Pour les ONG qui reçoivent une subvention de la part de leur gouvernement, voici la part, par tranches en pourcentage, que représente cette subvention dans le budget global des 45 organisations qui ont répondu à cette question.

Pays	D	B	DK	F	GB	IRL	I	NL	TOTAL
Pourcentage									
0 à 10%		2		3		1		1	7
10 à 20 %				2		1	1		4
20 à 30%	1	1		1		1		2	6
30 à 40%	2						2	1	5
40 à 50%							7		7
50 à 60 %				1			2		3
60 à 70%		1		1					2
70 à 80 %					1		1		2
80 à 90%			1		2		2		5
90 à 100%	1					1		2	4
TOTAL	4	4	1	8	3	4	15	6	45

Il apparaît que la majorité des ONG conservent une large autonomie financière par rapport au gouvernement de leur pays.

4. a) L'envoi de volontaires dans le tiers-monde constitue-t-elle la seule activité pour les ONG enquêtées ?

Pays	D	B	DK	F	GB	IRL	I	NL	TOTAL
Oui	1	1		2	3	1	2	1	11
Non	4	7	1	9	8	5	17	12	63
TOTAL	5	8	1	11	11	6	19	13	74

On le voit, la grande majorité d'ONG européennes de volontariat situent l'envoi de volontaires dans le tiers-monde dans une action globale embrassant l'information et la sensibilisation de l'opinion publique de leur pays (éducation au développement), l'appui financier à des actions de

développement dans le tiers-monde, etc...

b) Le tableau ci-après indique, pour les 44 ONG qui ont d'autres activités, la part que représente, par tranches en pourcentage, l'envoi de volontaires dans le tiers-monde par rapport à l'ensemble de leurs activités :

Pays Pourcentage	D	B	DK	F	SB	IRL	1	NL	TOTAL
de 0 à 25%	1	4		1		1	3	6	16
de 25 à 50%	1			2	1	1	8	3	16
de 50 à 75%	1	1		2	1		3	8	
de 75 à 100%	1				1		2		4
TOTAL	4	5		5	3	2	16	9	44

L'information et la sensibilisation de l'opinion publique s'avère être une activité importante pour la majorité d'ONG européennes de volontariat (45). Voici, pour ces organisa-

tions, la part que représente cette activité dans l'ensemble de leur travail.

Pays Pourcentage	D	B	DK	F	GB	IRL	I	NL	TOTAL
de 0 à 25%	4	3		4	2		12	6	31
de 25 à 50%		2		2	1	1	4	2	12
de 50 à 75 %						1	1		2
de 75 à 100%									0
TOTAL	4	5		6	3	2	17	8	45

Pour 32 ONG, le financement des projets est également une activité. Son importance en pourcentage se présente

de la façon suivante :

Pays Pourcentage	D	B	DK	F	GB	IRL	I	NL	TOTAL
de 0 à 25%	2	1		1	1		7	1	13
de 25 à 50%	1	1					3	4	9
de 50 à 75 %				2			1	1	4
de 75 à 100 %		2				1		3	6
TOTAL	3	4		3	1	1	11	9	32

Il faut toutefois noter qu'un certain nombre d'ONG, en plus des activités évoquées ci-dessus, c'est-à-dire l'envoi des volontaires dans le tiers-monde, l'information et la sensibilisation de l'opinion publique en Europe, le financement

des projets dans les pays du tiers-monde, entreprennent d'autres types d'actions. Voici, par pays, le nombre de ces organisations (27) et la part, en pourcentage, qu'elles consacrent à ces autres activités.

Pays Pourcentage	D	B	DK	F	GB	IRL	1	NL	TOTAL
de 0 à 25%	1	3		1			5	4	14
de 25 à 50 %	1	1		1	1	2	2	3	11
de 50 à 75%							1		1
de 75 à 100%							1		1
TOTAL	2	4		2	1	2	9	7	27

Les principales activités évoquées par les organisations sont les suivantes :

- organisation des campagnes de presse et des manifestations diverses en vue d'exercer des pressions politiques;
- l'aide d'urgence;

- l'accueil et la formation des étrangers (immigrés) et l'organisation d'actions diverses en faveur des enfants étrangers en Europe;
- la recherche;
- l'envoi de matériel divers et des médicaments, les soins médicaux aux missionnaires en congé en Europe;

- la récupération et le recyclage de vêtements et de papiers usagés, de métaux ferreux, etc...

5. a) Les organisations font des activités avec des **volontaires de retour** :

- OUI .....	55
- NON .. ..	19
<b>TOTAL .....</b>	<b>74</b>

b) Les activités que mènent les ONG avec des volontaires de retour sont, dans l'ordre d'importance :

- l'information et la formation d'autres volontaires avant leur départ outre-mer;
- les relations publiques = rencontres, conférences, médias...
- l'éducation au développement;
- le bilan et l'évaluation de leur coopération outre-mer;
- la participation au travail de l'organisation, en tant que membres actifs dans leur pays d'origine (séminaires, animation des centres régionaux);
- la participation à des cours de réinsertion professionnelle et militante...

6. a) Les organisations proposent, à leur retour du tiers-monde, des sessions de recyclage professionnel aux volontaires :

- OUI .....	11
- NON .. ..	63
<b>TOTAL .....</b>	<b>74</b>

b) Ces sessions organisées en vue de permettre une remise à niveau des volontaires de retour dans leur profession et leur donner le maximum de chances pour leur réinsertion professionnelle, concernent surtout les carrières de la santé (4 organisations), l'enseignement (1 organisation), l'agriculture (1 organisation), les carrières techniques (1 organisation).

7. Les critères de sélection de volontaires pratiqués par les organismes privilégient dans l'ordre:

- 1° La qualification et la compétence professionnelles.
- 2° Les qualités humaines dont le respect de l'autre et la capacité de vivre en groupe et dans un milieu culturel, politique, économique, différent.
- 3° L'expérience militante dans les groupes et les organisations (associations).
- 4° L'expérience préalable du tiers-monde.
- 5° L'âge et la forme physique et psychique.

Tous les volontaires concernés dans cette enquête ont une qualification et/ou une compétence professionnelle attestées et confirmées.

8. a) La grande majorité d'ONG européennes de volontariat, à savoir 69 sur 74, ont le souci de faire le point et d'évaluer leur pratique d'envoi de volontaires.

b) Ces évaluations sont :

- des auto-évaluations pour 46 organisations;
- des évaluations conjointes avec les partenaires du tiers-monde pour 44 organisations;
- d'autres types d'évaluation sont pratiqués par 11 organisations, notamment le recours à des consultants et évaluateurs extérieurs; des évaluations conjointes avec le

B.I.T. (Bureau international du travail) et les Volontaires des Nations Unies; des évaluations au niveau des structures nationales de concertation des ONG, etc...

c) Si l'auto-évaluation et l'évaluation conjointe apparaissent être les types d'évaluation que privilégient les ONG, ces évaluations se font sous forme

- de rapports écrits pour 49 organisations;
- de rapports oraux pour 50 organisations, notamment lors des missions et des rencontres avec les partenaires responsables des projets de développement et les volontaires outre-mer, des rencontres avec les volontaires à leur retour dans le pays d'origine, etc...

9. Sur un total de 69 organisations qui se sont prononcées sur la question, 30 envisagent favorablement la possibilité d'un échange de volontaires originaires des pays du tiers-monde qui seraient envoyés dans les pays du Nord contre 39 organismes qui ne voient pas (encore) de possibilités pour concrétiser un tel échange. Quelques-uns n'en voient ni l'utilité, ni la nécessité.

H y a lieu de faire remarquer que plus de la moitié des ONG qui ont participé à cette enquête reconnaissent que les échanges de partenaires et de cadres du Sud vers le Nord sont, d'une façon générale, fort souhaitables. Mais il demeure la question de savoir quelles formes leur donner.

D'où l'idée plusieurs fois émise de creuser et d'approfondir cette question dans l'avenir.

Parmi les organismes qui voient des possibilités pour un échange de volontaires du Sud vers le Nord, voici les formes et les domaines de concrétisation évoqués :

- l'information, la sensibilisation et l'éducation au développement de l'opinion publique européenne. Cette action vient nettement en tête parmi les réponses des organismes;
- la formation, notamment des futurs volontaires européens en partance pour le tiers-monde, plus particulièrement pour l'apprentissage des langues;
- l'étude des projets et l'élaboration des programmes;
- les équipes d'animation des ONG;
- l'enseignement, par l'échange de professeurs dans certaines matières;
- l'élaboration de technologies appropriées et la production du matériel pédagogique;
- les Eglises: par l'échange de pasteurs et d'animateurs pastoraux d'une Eglise à une autre.

Plusieurs ONG soulignent le rôle important qu'aurait ce mouvement d'échange dans la dynamisation du partenariat, notamment l'échange interculturel accru (plusieurs fois évoqué), l'échange d'expériences et une meilleure connaissance mutuelle qu'il permettrait...

Les organismes qui ne voient pas des possibilités pour un échange de volontaires du Sud vers le Nord invoquent les raisons suivantes :

- budget limité (plusieurs fois évoqué)
- problèmes pratiques et administratifs (cartes de séjour, couverture sociale...)
- - le chômage en Europe
- L'Europe ne manque pas de personnel qualifié
- les cadres du Sud sont bien plus utiles dans leurs pays d'origine
- le Nord ne peut pas être défini comme région en voie de développement.

Une organisation reconnaît l'éventualité d'un tel échange dans le domaine spirituel et culturel mais ceci, affirme-t-elle, n'est pas un travail de développement !

Un autre organisme évoque le cas des étudiants du Sud qui ne sont pas motivés pour rentrer dans leur pays après leurs études; tandis qu'un troisième relève le fait qu'il soit

### Informations concernant les volontaires et les projets

10. Si, pour la presque totalité des ONG, il faut habituellement une période allant de 6 à 12 mois à un candidat volontaire avant son départ, les étapes par lesquelles passent les candidats à la coopération dans le processus de sélection et de formation, sont généralement les suivantes :

- constitution d'un dossier par le candidat: ce dossier, dans beaucoup d'ONG, permet non seulement de connaître les motivations de départ et les engagements de solidarité actuels du candidat, mais également d'obtenir des références humaines et professionnelles sur le candidat et ce de la part de personnes qui le connaissent,
- L'entretien, pouvant intervenir pour certaines ONG avant la constitution du dossier, et se traduisant parfois sous forme de test psychologique.
- Enfin la participation aux stages de formation.

On constate toutefois que l'un des soucis primordiaux exprimés par les candidats désireux de partir en coopération dans le tiers-monde concerne la protection sociale (sécurité sociale et chômage).

11. Les principaux thèmes abordés au cours des sessions de formation des volontaires sont, pour la presque totalité des organismes :

- l'initiation à la culture et à l'histoire du pays de destination du coopérant volontaire et aux problèmes de communication et de relations dans un milieu culturel différent (y compris la langue);
- une formation aux réalités économiques et politiques de ce pays et aux rapports Nord-Sud (coopération);
- l'approche spécifique du pays (monographies)...
- les conseils pratiques sur la vie outre-mer;
- un certain nombre d'organismes insistent sur l'aspect professionnel : initiation aux méthodologies appropriées pour les enseignants, les animateurs ruraux... incitation, et obligations quelques fois à suivre une formation en médecine tropicale auprès des institutions spécialisées pour les infirmiers et les médecins, etc.;
- plusieurs organisations citent, comme thème important, la sensibilisation des futurs volontaires sur les possibilités d'engagements de solidarité en Europe (groupes, mouvements, associations...).

Il est à signaler que la plupart des organisations confessionnelles insistent sur le thème de la foi et des relations inter-Eglises et de l'articulation entre la foi et le développement.

Il apparaît également que cette formation dispensée aux candidats volontaires ne vise pas uniquement une accumulation intellectuelle de connaissances sur les peuples du tiers-monde et leurs relations avec les peuples du Nord, mais elle vise surtout à l'implication personnelle des futurs volontaires et de leurs groupes de vie dans la problématique globale du développement et du maldéveloppement, au

implanté dans un milieu sous-évolué dans le Sud.

Encore une fois, plus de la moitié des organismes qu'ils soient actuellement favorables ou non, sont d'accord qu'il faut étudier le problème, même si pour le moment on ne voit pas la possibilité d'actualiser et de concrétiser cet échange.

Nord comme au Sud, et de la solidarité à promouvoir entre les peuples de ces régions.

Dans cette perspective, le volontaire est appelé à être un témoin privilégié, d'une part de sa communauté d'origine auprès de sa communauté d'accueil dans le tiers-monde pendant son séjour en coopération; et d'autre part de sa communauté d'accueil dans le tiers-monde auprès de sa communauté d'origine quand il revient dans son pays.

Le volontaire est appelé ainsi à contribuer à une meilleure connaissance entre les peuples du Sud et du Nord, notamment en faisant tomber les mythes qui se véhiculent dans le Sud sur le Nord et ceux qui ont cours dans le Nord sur le Sud. C'est le chemin de la solidarité.

Le départ d'un volontaire en coopération outre-mer est certes une réponse à une demande formulée par des partenaires dans le tiers-monde. Mais on tient à faire prendre conscience aux candidats volontaires que ce départ n'est jamais un acte gratuit pour eux-mêmes. Aussi doivent-ils être au clair avec leurs propres besoins et ceux, si possible, de leurs groupes de vie ici.

Il est également important qu'ils soient conscients qu'en partant en coopération ils cherchent à satisfaire ces besoins.

A partir de ce moment, il est possible pour eux de formuler une demande d'aide à la communauté d'accueil afin de satisfaire ces besoins.

Autrement dit, le temps de coopération dans le tiers-monde serait ainsi un moment privilégié pour la satisfaction des besoins de deux communautés (du Sud et du Nord) et de leurs demandes réciproques.

Nombre de volontaires en activité dans le tiers-monde, au 1<sup>er</sup> janvier 1984, par pays de la C.E.E.

ALLEMAGNE	1.377
BELGIQUE	984
DANEMARK	343
FRANCE	1.522
GRANDE-BRETAGNE	1.321
IRLANDE	762
ITALIE	985
LUXEMBOURG	9
PAYS-BAS	1.220
TOTAL	8.523

12. Le nombre de volontaires, recrutés et affectés par les organisations et en activité dans un pays du tiers-monde, était :

- au 1<sup>er</sup> janvier 1979, de 5.619

et

- au 1<sup>er</sup> janvier 1984, de 8.523.

Ces données comprennent, outre les renseignements fournis par les 74 ONG qui ont répondu au questionnaire, ceux qui nous sont parvenus à travers 2 fédérations: la FOCSIV italienne et INTERCODEV de Belgique.

Sur les 8.523 volontaires en activité dans des pays du tiers-monde au 1<sup>er</sup> janvier 1984, voici la part que représentent les organismes para-gouvernementaux :

	volontaires
- D.E.D. (Deutscher Entwicklungsdienst), Allemagne :	836
- A.F.V.P. (Association française des volontaires du progrès), France :	600
- O.N.V. (Organisation of Netherlands Volunteers), Pays-Bas :	493
- M.S. (Mellemfolkeligt Samvirke), Danemark :	343
- A.P.-S.O. (Agency for Personal Service Overseas), Irlande :	303
Total :	2.575

Les représentations graphiques qui suivent (voir page suivante) montrent l'évolution de 1979 à 1984, du nombre

Allemagne	Belgique	Danemark	France	Gde Bretagne	Irlande	Italie	Pays-Bas
33,06	31,25	33	26,6	30,6	26,6	30,5	32

Il faut noter qu'un certain nombre de volontaires ont de 40 à 60 ans.

15. a) la durée du contrat de coopération est en moyenne de 2,3 ans sur le plan de la C.E.E.

La durée du contrat de coopération se présente comme suit dans chacun des pays d'envoi :

Pays	Durée moyenne
Allemagne	2,8 ans
Belgique	2,33 ans
Danemark	2 ans
France	2,15 ans
Grande-Bretagne	2 ans
Irlande	2,16 ans
Italie	2,19 ans
Pays-Bas	3,25 ans

La représentation graphique de la page suivante fait apparaître que la grande majorité d'ONG de volontariat ont un contrat de coopération d'une durée minimum de 2 à 3 ans.

b) Au 1<sup>er</sup> janvier 1984, le pourcentage de volontaires ayant prolongé leur contrat de coopération est de 20,6 %.

Plusieurs organisations soulignent que ce nombre connaîtrait une forte croissance si les volontaires jouissaient d'une couverture sociale complète tant pendant leur séjour outre-mer qu'à leur retour dans le pays d'origine.

72 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 2/1986

d'organisations par rapport au nombre de volontaires envoyés.

Il y apparaît une nette diminution (de 0 à 4) d'ONG qui n'ont que 5 volontaires au maximum et une augmentation rapide d'ONG qui ont entre 5 et 20 volontaires (de 14 en 1979 à plus de 22 en 1984); et d'ONG qui ont plus de 50 volontaires car elles passent de 13 en 1979 à 22 en 1984.

13. Les 8.523 volontaires en activité outre-mer au 1<sup>er</sup> janvier 1984 sont répartis comme suit :

sur le plan de la C.E.E. :			41,8 %
hommes célibataires			
femmes	célibataires	28,4	%
couples		29,7	%

Il faut préciser que pour certains pays l'importance relative du nombre d'hommes résulte de la possibilité qui leur est offerte d'un service national en coopération.

Il faut noter également le nombre important de couples, dont plusieurs avec des enfants à charge.

Ce qui pose de graves problèmes de couverture sociale dans certains pays.

14. L'âge moyen des 8.523 volontaires outre-mer au 1<sup>er</sup> janvier 1984 était de 30 ans.

L'âge moyen de ces mêmes volontaires et à la même date se présente comme suit par pays d'envoi :

16. a) Sur les 8.523 volontaires en activité outre-mer au 1<sup>er</sup> janvier 1984, voici le pourcentage de ceux qui ont une formation :

- secondaire générale	2,8%
- secondaire technico-professionnelle	16,4%
- supérieure universitaire	40,3%
- supérieure technico-professionnelle	40,5%

On le voit, le niveau de formation est pour la majorité d'entre les volontaires un niveau d'études supérieures (plus de 80%).

b) Sur les 8.523 volontaires outre-mer au 1<sup>er</sup> janvier 1984, le pourcentage de ceux qui avaient une expérience professionnelle de six mois minimum était de 82,2%.

La grande majorité d'ONG exigent une expérience professionnelle d'un an minimum.

17. La répartition, en pourcentage, des 8.523 volontaires outre-mer au 1<sup>er</sup> janvier 1984 est :

a) selon les sections d'activités professionnelles :			
éducation - formation professionnelle		32,9	%
santé		27,6	%
secteur agricole et rural		19,4	%
autres		20,1	%

Les autres secteurs d'activité professionnelle sont notamment le secteur technique, l'administration et la gestion, le travail social, l'aide d'urgence et les réfugiés etc...

REMARQUE : Des professions nombreuses sont représentées au niveau de la formation professionnelle du per-

sonnel envoyé par les ONG de volontariat : agronomes, ingénieurs, hydrologues, techniciens en agriculture, vétérinaires, médecins, infirmiers, physiothérapeutes, sage-femmes, professeurs divers, vulgarisateurs pour l'enseignement destiné aux femmes, conseillers pour les coopératives, mécaniciens, menuisiers, personnes travaillant pour le développement des pêcheries, etc...

b) Selon qu'ils travaillent en milieu :

urbain	27,8%
rural	72,2

c) selon qu'ils travaillent dans des structures :

gouvernementales	31,5 %
non gouvernementales	52,8 %
mixtes	15,7 %

18. Le pourcentage des projets sous la responsabilité des

- nationaux	= 83,5 %
- expatriés	= 16,5 %

19. La répartition des volontaires dans les différents pays d'outre-mer fait apparaître la très forte prédominance de l'Afrique. Il faut faire remarquer que plusieurs organisations n'ont fourni de données sur les volontaires que pour les pays où ils ont une forte présence, se contentant de donner des chiffres globaux pour plusieurs autres pays où ils n'ont que peu de volontaires. D'autres ONG n'ont donné qu'une ventilation partielle de leurs volontaires par pays.

Aussi nous n'avons comptabilisé que les chiffres fournis pour chaque pays en particulier.

La répartition des 5906 volontaires par continent et par pays se présente, par conséquent, de la façon suivante :

a) OCEANIE : 94 volontaires

I. Fidji	20
I. Vanuatu	19
Nouvelle Calédonie	14
I. Salomon	10
I. Kiribati	9
Tahiti	8
I. Tuvalu	6
I. Tonga	5
Australie	3

b) ASIE: 814 volontaires

Bangla Desh	118	Chine	16
Papouasie-Nlle Guinée		Pakistan	14
Népal	91	Jordanie	10
Indonésie	89	Liban	8
Thaïlande	77	Turouïe	4
Inde	62	Afghanistan	3
Sri Lanka	54	Hong Kong	3
Yemen	38	Corée du Sud	2
Malaisie	32	Syrie	2
Philippines	27		
Israël	24		
I. Maldives	16		

C) AFRIQUE: 4.306 volontaires

Kenya	370	Mali	48
Tanzanie	348	Madagascar	46
Cameroun	318	Ouganda	38
Zambie	250	Djibouti	36
Burkina	211	Tchad	29
Zaïre	210	Somalie	26
Nigeria	191	Maroc	24
Zimbabwe	180	Afrique du Sud	20
Mozambique	162	Gambie	19
Soudan	148	Guinée Bissau	19
Gabon	139	Egypte	16
Bénin	125	I. Cap vert	16
Côte d'Ivoire	119	I. Comores	13
Ghana	116	Algérie	9
Sénégal	105	Libéria	9
Lesotho	98	I. Seychelles	8
Malawi	94	I. Maurice	7
Niger	91	Réunion	6
République centrafricaine	90	Guinée Equatoriale	5
Rwanda	89	Mauritanie	4
Ethiopie	79	Angola	3
Botswana	76	Guinée (Conakry)	2
Burundi	76	Sao Tome	1
Sierra Leone	73	Swaziland	1
Togo	71	Tunisie	1
Congo	71		

d) AMERIQUE LATINE ET CENTRALE :

692 volontaires			
Brsil	193	Mexique	6
Caraïbes	145	Belize	5
Pérou	91	Surinam	4
Nicaragua	80	Argentine	3
Equateur	66	Guatemala	2
Bolivie	46	Costa Rica	1
Venezuela	15	Panama	1
Honduras	14	Paraguay	1
Chili	10	Uruguay	1
Colombie	8		

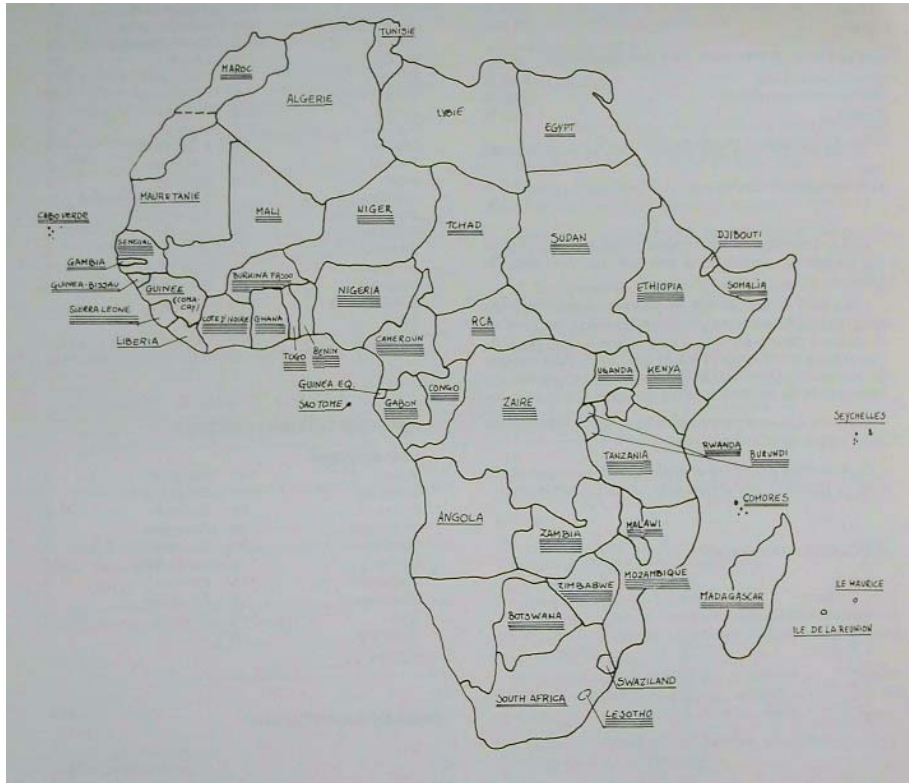
TABLEAU RECAPITULATIF

nombre de volontaires	%	
Océanie	94	1,6
Asie	814	13,8
Afrique	4306	72,9
Amérique centrale et latine	692	11,7
<b>TOTAL</b>	<b>5906</b>	<b>100</b>

A travers la série des cartes géographiques qui suivent, nous avons une représentation du nombre de volontaires européens par continent,

Lés schémas qui suivent font apparaître le nombre de volontaires par tranches selon leur pays d'origine d'une part et selon le continent et le pays d'accueil d'autre part.

Nombre de volontaires européens (par tranches) présents en Afrique

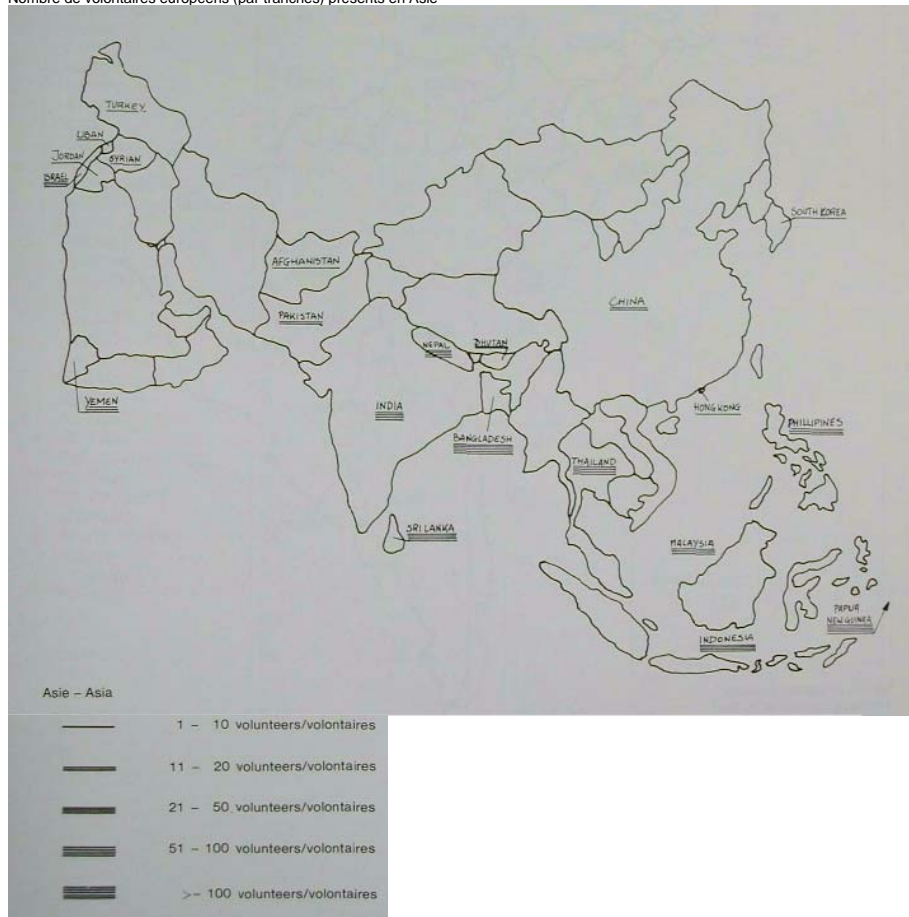


Afrique - Africa

—	1 - 10 volontaires/volontaires
====	11 - 20 volontaires/volontaires
=====	21 - 50 volontaires/volontaires
=====	51 - 100 volontaires/volontaires
=====	> 100 volontaires/volontaires



Nombre de volontaires européens (par tranches) présents en Asie



Nombre de **volontaires européens (par tranches)** présents en Amérique Latine et Centrale



South and Central America  
Amérique Centrale et du Sud

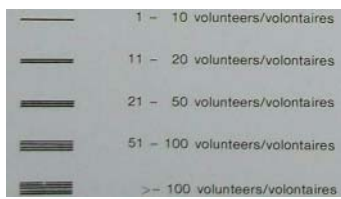


Tableau du nombre de volontaires, par tranche, d'après leur pays d'origine et par pays africain

AFRIQUE-C.E.E.

Nombre de volontaires Pays	1 -10	11-20	21 -50	51-100	+ 100
ALGERIE	NL, F	B			
ANGOLA	NL, IRL				
BENIN	B	I	NL	F,D	
BOTSWANA	GB		D,DK	NL	
BURKINA FASO	NL, I	B	D		F
BURUNDI			B, F		
CAMEROUN	IRL, GB		B, I	NL, D	F
CONGO	B		F		
COTE D'IVOIRE		B, I			F
DJIBOUTI	B, IRL		F		
EGYPTE	B, I, F	GB			
ETHIOPIE	B, I, GB	NL	IRL, D		
GABON	B, I				
GAMBIA	IRL	GB			
GHANA			GB, D	NL	
GUINEE BISSAU	I	B, F, NL			
GUINEE EQUATORIALE	B				
KENYA	B		I, D	IRL, NL, DK	GB
LIBERIA	NL, IRL, GB				
LESOTHO	B, I, F, GB	NL	IRL, DK		
MADAGASCAR	B	I	F		
MALI		B, NL	F		
MALAWI	URL, B, GB		NL	GB	
MAROC	B, D	F			
MAURITANIE	B, F				
MOZAMBIQUE	F	B		INL	
NIGER	B		NL, D	F	
NIGERIA	I		IRL, NL		GB
RWANDA	I, GB		F, D		B
REP. CENTRE AFRIC.	B	I		F	
SENEGAL	B, D	I		F	
SIERRA LEONE	B, I	F, IRL	GB		
SOMALIA	B, NL, F, GB		I		
SOUTH AFRICA	IRL	GB			
SUDAN	I	NL	IRL, D	GB	
TANZANIA	B, F		I	GB, IRL, D, DK	NL
TCHAD	B, I, D		F		
TOGO	B, I		D	F	
TUNISIE	b				
UGANDA	IRL	GB, NL	I		
ZAÏRE		F	I, NL	IRL	B
ZAMBIA	B, I				
ZIMBABWE	F, DK	I	GB, NL, D	IRL	

Tableau du nombre de volontaires, par tranche, d'après leur pays d'origine et par pays latino-américain

AMERIQUE LATINE ET CENTRALE - C.E.E.

Nombre de volontaires Pays	1-10	11-20	21-50	51-100	+ 100
ARGENTINA	NL, B				
BELIZE	GB				
BRASIL	F, GB		D, IRL		
BOLIVIA	NL, I, F		D	B	
COSTA RICA	I, B				
COLOMBIA	NL, F	I, B			
CHILI	NL, IRL	B			
ECUADOR	B, NL, IRL, F, GB		D	I	
REP. DOMINICANA	F, GB	B			
GUATEMALA	B				
HÂITI	NL, I		F, B		
HONDURAS	F, B				
JAMAICA	IRL, GB, B				
MEXICO	F, GB	B			
NICARAGUA	F, GB	NL, B	D		
PANAMA	B				
PARAGUAY					
PERU	IRL, F, GB	D, I, B			
SURINAME	NL, B				
URUGUAY	NL				

Tableau du nombre de volontaires, par tranche, d'après leur pays d'origine et par pays asiatique

ASIE -

C.E.E.

Nombre de volontaires Pays	1-10	11-20	21-50	51-100	+ 100
AFGHANISTAN	NL				
BENGLADESH	NL, F	GB		IRL	
BHUTAN	IRL, GB				
CHINA	IRL	GB			
HONG KONG	GB				
ISRAËL	B		F		
INDIA	B, N, F		GB		
INDONESIA	B, F	NL		GB	
IRAN	B				
JORDAN		GB			
MALESE		D	GB		
NEPAL		D, IRL	NL		
PAKISTAN	B, NL, IRL, GB				
PHILIPPINES	F	GB	B, NL		
NOUVELLE-GUINEE	B, NL		D	GB	
SRI LANKA	NL, IRL, F		GB		
SYRIAN	F				
SOUTH KOREA	F				
THAÏLANDE	NL	B, IRL	D, GB		
TURKIE	F				
YEMEN	GB		D, NL		

## Les politiques et les pratiques du volontariat de la coopération au développement: hier et aujourd'hui

Les questions 20 et 21 de l'enquête avaient trait aux grandes étapes de l'évolution des politiques et des pratiques volontariat de la coopération au développement et aux points d'insistance qui sont actuellement au centre des débats et des activités des organisations européennes de volontariat. Les réponses reçues des organisations européennes ne permettent pas de les traiter séparément. Aussi nous en ferons une synthèse d'ensemble.

Tout d'abord il faut noter que quelques unes des ONG (quatre au total) aujourd'hui engagées dans la coopération volontaire avec le tiers-monde, ont été créées au lendemain de la deuxième guerre mondiale afin de faire face à la situation sociale et économique qui prévalait en Europe en ce moment là. Plus tard elles ont étendu leur action aux régions de l'Europe du sud jusqu'à s'ouvrir aux problèmes du tiers-monde.

Plus de la moitié des organisations qui ont participé à cette enquête ont été créées entre l'année 1959 et 1963.

Ce sont les années de la campagne mondiale contre la faim lancée par la F.A.O. et de l'appel du Pape Jean XXIII adressée aux catholiques du monde entier enfin de se mobiliser pour participer à cette campagne.

Ce sont également les années de la proclamation, par l'organisation des Nations-Unies, de la première décennie du développement et de la conquête de leur indépendance par la plupart des peuples africains.

Voici planté le décor qui permettra l'émergence de nombreux élans de solidarité des peuples d'Europe avec les peuples du tiers-monde et plus particulièrement ceux d'Afrique.

A cette époque, le sous-développement du tiers-monde est perçu essentiellement comme un état de manque par rapport à l'Europe et l'Occident en générale. Travailler pour le développement du tiers-monde consistait à lui permettre de franchir les mêmes étapes que l'Occident, notamment en procédant au transfert de capitaux, de technologies et de cadres, trois facteurs considérés comme déterminants dans le développement de l'Occident.

Par ailleurs le développement sera limité dans son acceptation économique surtout. La coopération ou plutôt l'aide au tiers-monde, fut profondément marquée par ces idées au cours de cette période.

Plus tard, les années 1972-1974, se situeront à une époque charnière en ce qui concerne l'évolution des idées sur le développement, le sous-développement et « l'aide » au tiers-monde. C'est la fin de la première décennie du développement avec ses désillusions et le début de la deuxième. Une évidence s'impose de plus en plus : ce n'est pas par un simple transfert de capitaux, de technologies et de main-d'œuvre qualifiée que les Occidentaux vaincront le sous-développement des peuples du tiers-monde...

*" On ne développe pas les gens... Les gens se développent eux-mêmes... ».*

L'on prend conscience, d'une façon accrue, de l'interdépendance des phénomènes et des responsabilités de l'Occident ; le développement de cette partie du monde a contribué à la formation du sous-développement dans le reste du monde.

L'on commence également à prendre conscience des manifestations du sous-développement en Occident et d'une certaine fragilité des économies occidentales...

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 2/1986 79

Des voix s'élèvent, de plus en plus nombreuses, pour que l'on change le système international qui nous régit, ce système qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres. Les mêmes voix proclament que les causes du mal développement mondial sont à chercher d'abord dans les sociétés industrialisées.

Dans ce contexte, les volontaires de la coopération au développement ne rejoindront les opprimés du tiers-monde que s'ils luttent chez eux d'abord, s'ils travaillent sur leur propre terrain en priorité. Le champ d'action du volontaire se trouve pour ainsi dire prioritairement dans son propre pays. C'est là qu'il doit d'abord apprendre à vivre autrement, à vivre l'effort compromettant pour la justice, à vivre la lutte pour la décolonisation du langage, des mentalités et le changement des structures. Et s'il part ensuite dans le tiers-monde, ce ne sera pas uniquement pour une mission à remplir, mais aussi pour un apprentissage à vivre, afin d'être plus actif encore au retour, être celui qui a vu. qui a senti, qui sait que poids pèse la malédiction de l'oppression et de la misère.

C'est tout le sens des actions d'éducation au développement en Europe qu'entreprennent plusieurs ONG et dont nous avons parlé dans les pages précédentes.

C'est également tout le sens des engagements politiques pris en Europe et dans le tiers-monde, notamment avec les mouvements de libération (en Afrique lusophone dès 1973) pour certains organismes.

*« Le sous-développement est une crise structurelle sur le plan mondial... Les solutions sont aussi à rechercher à ce niveau ».*

*" Le départ d'un volontaire ne peut pas être un acte isolé; il doit avoir un sens tant au tiers-monde qu'ici. Sa tâche dépasse*

*la période de son envoi. Ce qui se passe avant et après est tout aussi important »* affirment d'autres organisations.

C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la promotion, en Europe, des groupes de soutien des volontaires par certaines ONG.

Les étapes de ce parcours des ONG de volontariat dans la dynamique du développement et des relations Sud-Nord peut se résumer ainsi =

*« DE L'AIDE AU TIERS-MONDE A LA COOPERATION ET AU PARTENARIAT ».*

En effet, plusieurs ONG soulignent le passage *« de l'assistance à la solidarité »; « de la charité à la solidarité »; « du caritatif au structurel »; « d'une vision assistantielle à une vision centrée sur des projets s'attaquent aux causes profondes du sous-développement », etc...*

Ainsi la coopération et le partenariat doivent-ils se traduire entre autre par la formation des personnes et surtout des groupes, mouvements, associations travaillant non seulement en direction du tiers-monde, mais aussi œuvrant pour un meilleur développement en Europe ».

### Le partenariat

Plus de la moitié des organisations citant la recherche des relations de partenaires comme étant l'un des points d'insistance qui sont au centre de leur politique et de leurs activités aujourd'hui.

Cette situation n'est probablement pas étrangère au fait qu'un courant de réflexion intensive traverse, depuis l'auto-

nome 1979, les ONG européennes de coopération volontaire. En effet, depuis cette date jusqu'à ce jour, plusieurs rencontres ont eu lieu en Afrique et en Europe sur ce thème du partenariat dans le volontariat de la coopération au développement.

Rassemblant à chaque fois les quatre catégories de personnes suivantes, à savoir des responsables des projets et d'ONG de développement en Afrique, des Africains travaillant avec des volontaires, ces derniers et des responsables d'ONG européennes d'envoi de volontaires, ces rencontres ont permis à chaque fois :

1 ) de faire le point sur les modes de relations qui existent entre les quatre catégories de personnes mentionnées ci-dessus;

2) de préciser les difficultés rencontrées, les exigences et les conditions d'établissement d'autres modes de relations qui puissent se réclamer davantage du partenariat.

Il faut rappeler que jusque là, les ONG européennes de volontariat n'avaient jamais organisé, avec leurs partenaires, en Afrique, des rencontres de l'ampleur de celles qui ont eu lieu à Bobo-Dioulasso au Burkina (décembre 1981) et à Arusha en Tanzanie (janvier 1984).

Le déplacement du lieu géographique de la réflexion des ONG européennes de coopération volontaire fut perçu comme une réponse positive à la tendance que leur reprochent les partenaires du tiers-monde de discuter des problèmes du tiers-monde loin du tiers-monde et sans le tiers-monde.

Aussi, l'invitation qui leur a été faite par les partenaires africains au cours du 7<sup>e</sup> séminaire international sur le service volontaire en octobre 1979 à Strasbourg de se retrouver en Afrique pour discuter de l'actualité du volontariat constituait-elle une invitation à SE DE - CENTRER et à aller contre l'eurocentrisme, cet autre ennemi du partenariat. Elle constituait aussi un refus de la polarisation des sociétés non occidentales par la société occidentale. En effet, le monde n'est plus ni unipolaire, ni davantage bipolaire, il devient de plus en plus MULTIPOLAIRE.

Dans ce sens, on peut affirmer que le combat des populations du tiers-monde en matière de coopération et de partenariat est essentiellement celui de se *mettre en condition d'échange* par rapport aux populations de l'Occident. Le partenariat requiert par conséquent un changement de regard, de langage et de mentalité.

En effet, la façon de parler de l'autre est révélatrice de la façon dont on le considère et dont on se situe par rapport à lui.

Le partenariat nous invite également à *reconsidérer notre conception du développement et du sous-développement*. En effet, il est des conceptions du développement et du sous-développement qui sont génératrices et promotrices des relations de partenariat et d'autres qui ne le sont pas et qui, au contraire, continuent à perpétuer le complexe de supériorité des uns et le complexe d'infériorité des autres. Le développement entendu comme un effort permanent et continu d'une population en vue d'une plus grande et meilleure prise en charge par elle-même de ses besoins, tant matériels qu'affectifs, sociaux et spirituels, est un processus sans fin et jamais complètement achevé, par quelque population que ce soit, au Sud comme au Nord de notre planète. Par conséquent, l'Occident n'a pas le monopole du développement pas plus que le tiers-monde n'aurait le monopole du sous-développement.

Dans cette perspective, ce que l'on appelle l'éducation au développement en Europe ne doit pas se limiter simplement

à une information sur les réalités et les problèmes du tiers-monde afin d'amener les gens à sortir leur portemonnaie... Elle doit aussi prendre en compte l'aspiration à de nouveaux modes de vie et à un autre type de développement qui se fait de plus en plus précise au sein des populations européennes. Et dans ce domaine, certaines actions de développement réalisées dans le tiers-monde peuvent constituer une interpellation et une source de fécondation pour déclencher ici des dynamiques nouvelles.

A partir de ce moment le *développement réciproque et mutuel (le co-développement)* cesse d'être un discours idéologique et mystificateur pour devenir une réalité, aussi balbutiante soit-elle.

A partir de ce moment aussi devient possible la remise en cause de la relation "donateur-receveur". «assistant-assisté"... pour bâtir un nouveau type de rapports où tous les partenaires en présence sont à la fois « *donateurs-demandeurs-receveurs* ».

### **Les projets et le rôle des volontaires**

L'analyse et l'action des ONG de volontariat ont connu une grande mutation dans ces domaines : les blocages au développement ne se réduisent plus à une simple question de retard technique. Les problèmes de la culture et du pouvoir, la capacité d'une population à lutter contre toutes les formes d'exploitation, de manipulation et d'oppression dont elle est l'objet pour récupérer une part du pouvoir de décision sur son propre développement, apparaissent aux ONG largement aussi déterminants.

Aussi dans l'ensemble, l'idée que les ONG de volontariat ont du rôle du volontaire a-t-il considérablement évolué ces 15 dernières années. Le temps n'est plus où le volontaire était envoyé dans le cadre d'un projet totalement conçu en dehors de la population concernée pour apporter le savoir et les techniques qui devaient permettre aux intéressés de combler leur retard par rapport à l'Europe.

Dans cette perspective, les ONG souhaitent que les projets dans lesquels elles envoient des volontaires soient de plus en plus élaborés et maîtrisés par les populations concernées.

C'est la raison pour laquelle elles cherchent désormais à travailler avec des partenaires locaux, le volontaire mettant à la disposition des populations sa compétence technique mais aussi sa situation d'intervenant extérieur, susceptible de ce fait d'aider une communauté à prendre du recul par rapport à sa situation et donc à mieux l'analyser et à mieux la maîtriser.

Plusieurs ONG indiquent leur préférence pour des projets ou programmes de développement à caractère multidisciplinaire permettant une meilleure intégration des actions sectorielles (santé, agriculture, etc...).

Les ONG engagées dans le secteur sanitaire rappellent, comme thèmes d'actualité dans leur pratique : les soins de santé primaires; la recherche d'équilibre entre activités curatives, préventives et éducatives; la stratégie des médicaments essentiels, etc...

Quelques ONG insistent sur l'appui aux ONG locales, groupements associatifs, organisations paysannes ou citadines.

### **Le statut et la protection sociale du volontaire**

Afin de pouvoir assurer un personnel qualifié et expérimenté professionnellement qui correspond aux exigences

de leurs partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les ONG soulignent l'importance d'assurer une protection sociale adéquate aux volontaires.

Il y a lieu de rappeler ici que le volontaire part dans le tiers-monde dans un but non lucratif. Cependant, compte tenu du contexte social et économique qui prévaut actuellement en Europe, il s'avère indispensable de lui assurer, pendant le temps de sa coopération au loin et surtout à son retour dans le pays d'origine, une protection sociale aussi complète que possible.

En général, cette protection est assurée aux volontaires envoyés par leurs gouvernements, tandis qu'elle n'est que partiellement ou pas du tout (dans certains pays) assurée aux volontaires partant par l'intermédiaire des organismes non gouvernementaux.

L'expérience de certains pays (et c'est le cas de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne Fédérale) montre qu'une meilleure protection sociale des volontaires a une incidence réelle sur l'amélioration de la qualité de la coopération volontaire, plus précisément en ce qui concerne l'âge, la durée et l'expérience professionnelle.

## Conclusion

Ce rapport n'avait d'autre objectif que de permettre de mieux appréhender l'action des ONG européennes (C.E.E.) de volontariat et celle des volontaires qu'elles envoient en appui aux actions de développement qui réalisent leurs partenaires dans les divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Ce travail comporte certes des limites et des lacunes, inhérentes d'ailleurs à toute entreprise de ce genre. Certaines personnes seront déçues de ne pouvoir y trouver entre autres le point de vue des partenaires dans le tiers-monde. Aussi, nous pensons que le présent travail est appelé à être complété.

Nous espérons néanmoins que ce document pourra s'avérer de quelque utilité dans les relations entre les ONG de volontariat et les services de la Commission des Communautés Européennes et le Parlement européen, sans oublier les gouvernements de chacun des pays de la Communauté et des pays A.C.P.

Monsieur Jacques Delors, Président de la Commission des Communautés européennes, n'a-t-il pas déclaré récemment :

*" Nous avons des choses à dire et nous devons pouvoir les dire. Pour cela, il nous faut des hommes et des femmes capables d'exprimer nos émotions, notre conception de la vie, de la société, de l'humanité » (1).*

Ce qui s'inscrit bien dans l'esprit de la nouvelle Convention A.C.P. - C.E.E. privilégiant aussi la coopération culturelle et sociale et prenant en compte les actions de valorisation des ressources humaines.

Car, la « ressource humaine », dit Pissar après Perroux, est bien la ressource, première et dernière, de tout développement: elle est inépuisable. Comme toutes les énergies « nouvelles », il reste à l'explorer et à la mettre en valeur.

(1) Jacques Delors, Interview à l'hebdomadaire - La Vie - n° 2053 du 03 au 09 janvier 1985, pages 18-19

---

## Association pour le Volontariat à l'acte gratuit en Europe

*En collaboration avec le VAMI (volontariat dans les musées) et FEDERAVO (volontariat dans les hôpitaux), l'Association pour le volontariat à l'acte gratuit en Europe a tenu son Congrès européen à Milan. Son président M. Albert Coppe a transmis à l'UAI, en primeur, les conclusions du Congrès:*

- Le Président Albert COPPE a constaté la crise du volontariat en parallèle avec la crise économique de la Société.
- Il a souligné l'importance, pour le volontariat, de rester polyvalent.
- Le volontariat doit rester gratuit, même si les associations ont besoin d'un budget.
- Un problème se pose, prioritaire, l'assurance des volontaires, comme il a été dit dans la Commission: « Le volontariat et sa législation », présidée par le sénateur Maria-Electra MARTINI. Il souhaitait une enquête auprès des divers pays d'Europe.
- L'exonération fiscale existe déjà en FRANCE et en BELGIQUE, en déduction des revenus imposables. Une étude est en cours en ITALIE.
- Il a insisté sur le fait que le volontariat est UN ACTE LIBRE DONC GRATUIT, GRATUIT DONC LIBRE.
- Le volontaire doit toujours être compétent jamais amateur,
- Puis il a fait remarquer qu'en BELGIQUE, un souci du ministère de la Santé, est de maintenir les malades, les invalides et les personnes âgées dans leur environnement familial, et avec l'aide des volontaires, pour lutter contre l'isolement.
- Dans ce cadre, il a constaté également l'immense besoin de volontaires pour aider les professionnels. Le fait même de la présence des volontaires peut aider à créer de nouveaux emplois professionnels.
- Pour montrer le sérieux du travail des bénévoles, il a parlé de l'exemple de GAND, ou des volontaires qui assurent deux demi-journées par semaine doivent s'y engager par écrit.
- Le Président COPPE a proposé :  
que suite à la demande de la vice-présidente du Parlement européen, Madame Luisa CASSAMMAGNAGO, un exemplaire des conclusions, lui soit remis par le comité d'organisation du Congrès européen de MILAN.
- Qu'un autre exemplaire soit remis au secrétariat général du Conseil de l'Europe à STRASBOURG, par le représentant de l'A.V.E.. Madame Germaine PEYTAVIN COUSTE et Monsieur Michel TARLET.

# Au lendemain de Nairobi, les femmes s'interrogent

par Myriam Schreiber\*

« Pour les femmes tous les droits mais rien de moins, pour les hommes tous les droits mais rien de plus. »

Telle est la phrase-clé et le mot d'ordre cité par le secrétaire général des Nations Unies. M. Javier Perez de Cuéllar lors de la séance d'ouverture de la Conférence mondiale de Nairobi réunie pour examiner et évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, 1976-1985. Certes, si on est loin de la réalisation d'un tel idéal, on cons-

tate aujourd'hui que le monde prend pleinement conscience des multiples problèmes qui affectent le développement et le bien être des femmes et des multiples discriminations dont elles sont les victimes. Le mouvement féminin, telle une mer dont le flux et le reflux sont inéluctables et irrésistibles, s'il connaît momentanément un temps d'apaisement, prépare pour l'an 2000 un nouvel élan, celui de la concrétisation. Le secrétaire général, parlant de la femme de demain nous dit : « Je vois se profiler à l'horizon l'image de la

femme du XXI<sup>ème</sup> siècle, elle sera plus éduquée, plus qualifiée, plus apte à connaître et défendre ses droits et à faire face

à ses obligations et ceci aura été possible, dans une large mesure, grâce aux efforts de la communauté des organisations non gouvernementales avec lesquelles le système des

Nations Unies continue à collaborer étroitement ».

L'apport des organisations non gouvernementales auxquelles le secrétaire général rend hommage ne peut être mieux illustré que par le Forum 1985 qui s'est tenu du 10 au

19 juillet au Centre universitaire de Nairobi chevauchant la Conférence des Nations Unies qui eut lieu du 15 au 25 juillet

1985. Les organisateurs du Forum attendaient 7000 participants, il y en eut plus de 14000, sans compter les nombreux visiteurs. Pendant dix jours il y eut plus de 1.128 ateliers de travail portant sur les thèmes principaux de la Conférence - égalité, développement et paix, les thèmes sous-jacents de l'emploi, la santé, l'éducation, les problèmes spécifiques qui affectent les femmes en raison de leur vulnérabilité, de leur marginalisation et de leur isolement.

Le Forum a été le terrain idéal pour l'éclosion de toutes les idées, les initiatives et recommandations dont les déléguées participant à la Conférence se sont inspirées pour élaborer les stratégies. Les organisations non gouvernementales ont participé activement à la Décennie pour la

femme dès sa proclamation, lors de la Conférence mondiale

de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en

1975: environ 80 ONG étaient présentes. En 1980, 110 ONG ont participé à la Conférence de Copenhague, produisant des documents et faisant des déclarations lors des comités et séances plénières. En préparation de la Conférence mondiale de Nairobi, elles ont reproduit et publié le questionnaire établi par le Secrétariat des Nations Unies et envoyé à ce dernier une compilation des réponses obtenues.

Elles ont constitué un Comité de planification des activités des ONG et pris part aux quatre réunions régionales préalables à la Conférence: celle de Tokyo (26-30 mars 1984), d'Arusha (8-12 octobre 1984) de La Havane (10-23

novembre 1984) et de Bagdad (3-6 décembre 1984).

Enfin, la consultation de Vienne du 22 au 25 octobre a rassemblé plus de 91 ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont mis l'accent sur les questions qui ont fait l'objet des débats ultérieurs lors du Forum 85.

La conférence mondiale pour l'examen et l'évaluation des

résultats obtenus en faveur de la femme au cours de cette

décennie s'est tenue au Centre Kenyatta à Nairobi, du 15

au 27 juillet, 1985. 157 gouvernements y étaient représentés,

ainsi que de nombreuses délégations intergouvernementales, des agences spécialisées, des représentants des mouvements de libération et plus de 600 représentants

des organisations non gouvernementales accréditées auprès de l'ECOSOC.

Plus de 1.400 journalistes étaient venus des quatre coins

du monde pour retransmettre les échos de cette Conférence qui fut commentée dans la presse, à la radio et à la

télévision. Lors des réunions plénières, les progrès et les obstacles rencontrés durant la Décennie ont été passés en

revue et évalués. Les comités se sont attachés à la formulation de stratégies à long terme en faveur de la femme

d'ici

l'an 2000. Les trois premiers chapitres traitent des thèmes

majeurs de la Décennie: égalité, développement et paix, chacun de ceux-ci étant examiné sous les angles successifs

des obstacles à surmonter, des stratégies à élaborer et

des démarches à entreprendre sur le plan national et international.



Le quatrième chapitre est consacré aux problèmes spécifiques dont souffrent les femmes victimes de conditions politiques, économiques, sociales ou familiales difficiles. Le dernier chapitre traite de la coopération internationale et régionale favorable à l'amélioration du statut féminin.

Face aux grands thèmes abordés, quelques observations générales s'imposent:

On constate en premier lieu l'interdépendance des objectifs et l'on voit combien il est difficile de les dissocier l'un de l'autre. Comme l'a indiquée une participante du Forum, « *lorsque vous parlez de développement, vous parlez également d'égalité et de paix. Sans égalité pour les femmes, seulement une moitié du monde peut contribuer à son développement. Sans la paix et le désarmement, il ne reste plus de ressources pour fournir aux femmes une éducation adéquate ou tes soins de santé indispensables à son épanouissement* ».

Seconde constatation : les priorités que les femmes accordent à leurs revendications diffèrent selon qu'elles appartiennent à des pays industrialisés ou à des pays en voie de développement. Comme l'a très bien souligné une journaliste du quotidien « *Le Soir* » de Bruxelles, parlant de la Conférence. Les femmes du tiers-monde sont plus militantes et animées de soucis plus concrets. Pour elles, à l'inverse des occidentales, européens et américaines, la libération des femmes n'est pas dissociable des grands problèmes de l'heure tandis que les femmes des pays industrialisés s'attachent à la concrétisation de mesures juridiques, économiques ou sociales déjà proclamées par les textes mais non appliquées « *de facto* ».

Pour les femmes d'Asie, le problème le plus grave est la quasi impossibilité de trouver du travail, ce qui les force à la prostitution.

En Afrique, ravagée par la famine, priorité doit être donnée à la production alimentaire, en Amérique latine se pose le problème d'une pauvreté aiguë, de l'exode rural, de la concentration urbaine et du déficit budgétaire de l'Etat.

Les grands objectifs communs restent l'aspiration à la paix, l'élimination des préjugés et stéréotypes sur le partage des rôles masculins et féminins, la mise à l'écart de la vie politique et du pouvoir de décision. Comme l'a dit le Dr Halfdan Mahler, directeur de l'OMS : « *Même les femmes des pays industrialisés qui mènent le train des droits de la femme, restent sous-payées, surexploitées et privées de participation à la prise de décision à haut niveau. Combien de hauts fonctionnaires sont-ils des femmes ? Combien de femmes sont-elles ministres ?* » Pour répondre partiellement à cette question, des statistiques récentes indiquent qu'au sein du secrétariat des Nations Unies il y a de zéro à 3 % de femmes qui occupent des postes de direction. Comme l'ont indiqué les conclusions de la Conférence de Copenhague, conclusions hélas toujours actuelles, « *les femmes constituent la moitié de la population du monde, elles effectuent les deux-tiers du travail mondial, elles constituent 35 % de la population active mais elles ne perçoivent qu'un dixième du revenu mondial et ne possèdent aujourd'hui qu'un centième de la propriété mondiale* ».

Cependant, comme l'a souligné également le Dr Mahler, les femmes elles-mêmes n'ont souvent pas une idée claire

de leurs droits essentiels, de leur potentiel ni de leurs besoins. « *Il n'est pas rare que les femmes hésitent à payer le lourd tribut social que leur coûterait leur propre affirmation* ».

La plupart des stratégies font appel aux gouvernements et aux organisations pour qu'ils prennent des mesures en faveur des femmes mais rares sont les stratégies qui demandent à la femme elle-même une action. Je pense à l'adage « *Aide-toi, le ciel t'aidera* ».

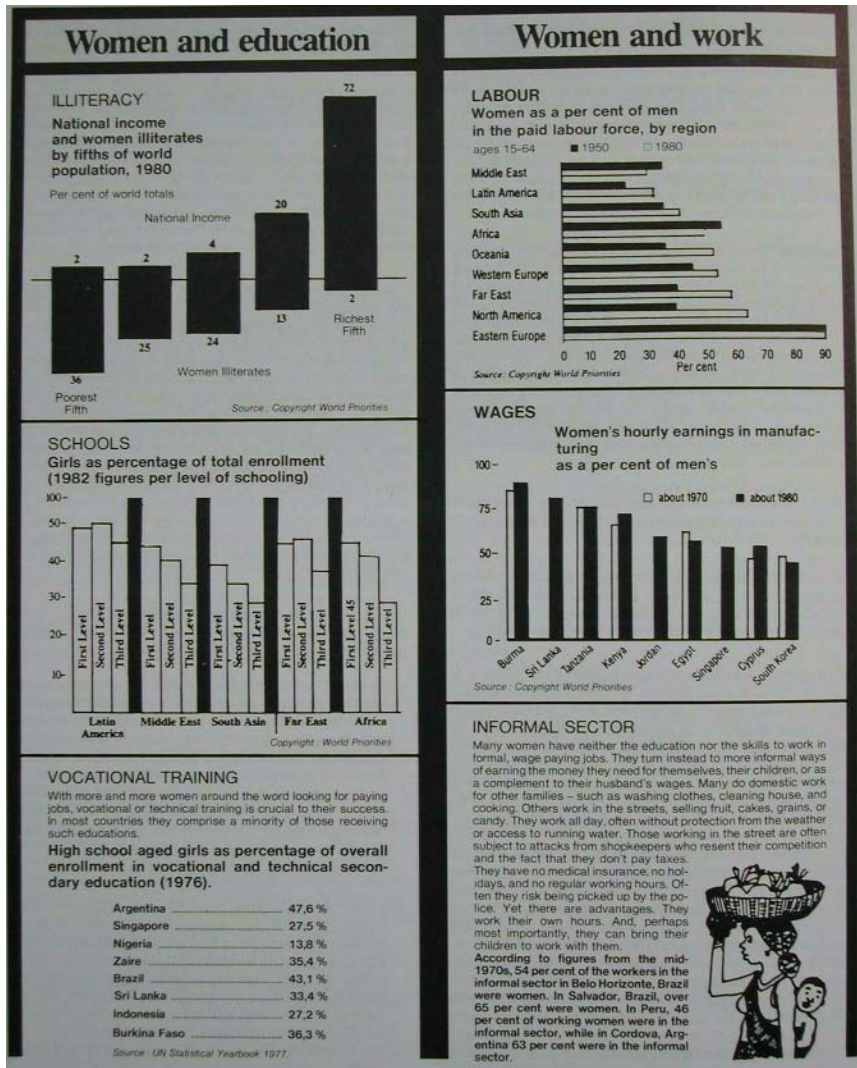
Je crois qu'il ne suffit pas de clamer l'état d'infériorité dans lequel les femmes sont maintenues mais qu'il faut les inciter à s'unir se solidariser, à acquérir une formation professionnelle et politique. Qu'il faut dire et redire aux femmes de tous bords que les actes de la vie publique touchent à leur vie personnelle et familiale et que seul l'intérêt constant et durable qu'elles apporteront à ces questions leur permettra d'agir en temps utile et de façon effective pour l'établissement et la reconnaissance de leurs droits.

Je voudrais enfin marquer l'attention toute spéciale qui a été accordée par les membres de la Conférence, sous l'impulsion des organisations non gouvernementales, aux problèmes qui affectent plus particulièrement les femmes en raison des conditions actuelles et du climat social et moral dans lequel nous vivons. Il s'agit des femmes dont la pauvreté s'accroît, ce que l'on appelle « *la féminisation de la pauvreté* », les femmes privées de leurs moyens d'existence traditionnels, les femmes chefs de famille, les jeunes femmes, les femmes âgées, les femmes victimes des conflits armés et des interventions étrangères, les femmes déplacées et réfugiées, les femmes vivant sous l'occupation ou sous un régime d'apartheid, les femmes appartenant à des minorités ethniques ou raciales, les femmes soumises à toutes formes de violence domestiques ou extérieures, les femmes victimes du trafic international et de la prostitution involontaire.

En contrepoint des éléments négatifs mentionnés plus haut, il convient de saluer deux réalisations concrètes et d'importance qui ont marqué la décennie :

- 1) Un fonds de contributions volontaires a été créé par les Nations Unies pour contribuer au financement de projets visant à aider les femmes et en particulier les plus pauvres d'entre-elles tant en milieu rural qu'urbain ainsi que des programmes dans les pays les moins avancés. Ce Fonds, devenu opérationnel en 1978, a déjà contribué au financement de plus de 300 projets. En 1985 ce Fonds a été rebaptisé « *Fonds de développement des Nations Unies pour la femme* » et est administré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- 2) En 1979 l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes. Convention qui, à ce jour, a été ratifiée par plus de 70 gouvernements. Cette Convention demande notamment aux Etats d'inclure dans leur législation le principe de l'égalité des hommes et des femmes dans tous les domaines et d'assurer aux femmes une protection contre toutes les formes de discrimination, d'exploitation ou de violence.

# Women in the 1980s: the facts



# Les stratégies 2000

## I L'EGALITE

Fait remarquable, dans leur ensemble, les 372 paragraphes qui constituent les stratégies « 2000 » ont été adoptés par consensus à l'exception toutefois de quelques paragraphes à connotation politique qui furent controversés.

Les stratégies contiennent un nombre considérable d'observations et de recommandations qui touchent à tous les domaines de la condition féminine. Je me limiterai, au cours de cet exposé à en indiquer les points saillants.

Des trois grands thèmes égalité, développement et paix, c'est peut-être dans le domaine de l'égalité des droits que le plus de progrès ont été réalisés. Celle-ci, néanmoins, ne signifie pas simplement l'intégration dans les législations nationales et dans les instruments internationaux. Et si l'égalité des droits est une base indispensable, il reste encore fort à faire pour la transformer en une égalité de fait. Cette inégalité repose, on le sait, sur nombre de préjugés sociaux et culturels qui tendent à maintenir la femme dans un état second d'infériorité et qui s'accompagnent de pratiques discriminatoires à l'échelon familial, local, national et international. Les responsabilités familiales sont considérées comme un domaine essentiellement féminin, les travaux domestiques sont dévalorisés, les femmes ne sont pas instruites de leurs droits et ont difficilement accès à la justice, elles jouissent souvent d'un statut juridique et familial mineur notamment en ce qui concerne le statut de la femme mariée, la nationalité, la succession, la propriété, le contrôle des biens, la liberté de circulation, la garde des enfants et la nationalité des enfants.

Pour remédier à cette situation, les gouvernements sont invités en premier lieu, à ratifier la Convention de 1979. Ils sont priés de mettre en place des mécanismes institutionnels appropriés pour assurer et contrôler la mise en application effective d'un ensemble révisé de lois et de mesures administratives permettant aux femmes agissant individuellement de saisir la justice gratuitement, sans entrave, pour obtenir réparation des préjudices subis du fait de traitements discriminatoires. Les dispositions des codes civils devraient être révisés, des recherches devraient être entreprises pour déterminer les cas dans lesquels le droit coutumier peut aller à rencontre des droits de la femme et dans quelle mesure la confluence du droit coutumier et du droit codifié peut retarder l'application de nouvelles mesures législatives. L'égalité des sexes doit être soulignée et mise en lumière par les médias. Les gouvernements devraient intensifier leurs efforts pour assurer que les femmes participent sur un pied d'égalité avec les hommes aux travaux de tous les organes législatifs nationaux régionaux et locaux. Cette égalité doit se traduire notamment dans trois domaines :

### L'emploi

On constate que les femmes forment un tiers du monde officiel du travail et une grande part du travail informel. Elles sont moins payées, occupent des postes subalternes, sont souvent en chômage et gagnent moins que les trois quarts des salaires accordés aux hommes pour un travail similaire.

Il faut donc adopter une législation qui assure l'égalité des salaires et des garanties de traitement non seulement dans le domaine du travail conventionnel mais aussi dans les secteurs informels tels que la production alimentaire et les entreprises familiales. Il faut supprimer les discriminations à

l'égard des femmes mariées, enceintes ou mères de famille, et faciliter leur retour dans le monde du travail. Il faut éviter l'exploitation du travail à temps partiel et veiller à ce qu'il ne soit pas exclusivement réservé aux femmes, et il faut prévoir la flexibilité des horaires de travail. On doit également supprimer toute discrimination qui s'exercerait à l'égard des mères chefs de famille « sans préjugés de leurs traditions religieuses ou culturelles ».

Enfin, on demande aux syndicats d'incorporer plus effectivement les femmes dans leurs cadres et leurs organes de décision.

### La santé

Les femmes souffrent dans de nombreux pays en voie de développement d'une « anémie alimentaire » due à une alimentation insuffisante. Une des causes en est la préférence donnée à l'enfant mâle en matière d'alimentation et de soins de santé. Un rapport de la Pan-American Health Organization nous indique qu'à la naissance, le taux de mortalité des filles est inférieur à celui des garçons, qu'il est égal à celui-ci au cours des deux premières années mais que lorsque les enfants atteignent l'âge de cinq ans la mortalité des filles atteint le double de celle des garçons. D'autres éléments sont nuisibles au développement des femmes, tels l'absence d'aide professionnelle lors de la naissance de l'enfant et l'absence d'eau propre et potable. On note que pour maintenir une famille de cinq personnes en bonne santé, des femmes doivent faire 15 voyages par jour pour atteindre une source d'eau. Au Burkina Faso, par exemple, certaines femmes se lèvent à l'aube pour atteindre la source, dorment là et retournent le matin à l'aube. Il n'est pas étonnant que, dans ces cas, 8 millions d'enfants succombent chaque année aux maladies infectieuses.

C'est pourquoi les stratégies insistent sur la nécessité d'accroître le rôle des femmes dans le partage des responsabilités des soins de santé et de prendre des mesures préventives dans le cadre d'une infrastructure sanitaire qui donne aux femmes un accès direct à l'eau. Il faut également prévoir entre une alimentation suffisante des mesures de vaccination, du repos pendant les derniers mois de la grossesse et pendant l'allaitement, l'espacement des naissances et la planification de la famille.

### L'éducation

Un rapport des Nations Unies souligne "le désavantage d'être née fille dans un monde qui ne s'attend pas à ce qu'elle réussisse ou peut-être un monde Qui ne désire pas qu'elle réussisse, ou un monde qui par son système scolaire conduit te plus souvent à un échec ". Bien que cette constatation puisse nous paraître exagérée, il n'en reste pas moins vrai que le portrait de la femme dans les médias nous la dépeint comme l'idéal de la femme ménagère ou comme le « sex symbol » désignée pour favoriser tous les fantasmes masculins.

On nous dit qu'en Italie, par exemple, 53 des 100 hommes journalistes recrutés en 1967 sont devenus rédacteurs en chef en 1982. Mais pas une des 100 femmes journalistes engagées à la même période n'a atteint un grade supérieur à celui de rédacteur. Les stratégies insistent pour que les gouvernements accroissent la participation des femmes dans l'élaboration des programmes d'éducation, et intensi-

## Associations féminines

fient les mesures pour diminuer le taux élevé d'analphabétisation. Qu'ils veillent à éliminer les absences et les abandons scolaires. Ces mesures se heurtent malheureusement aux difficultés que rencontrent les filles qui, surchargées de tâches ménagères, ne peuvent bénéficier d'une éducation adéquate.

Les membres de la Conférence recommandent que les

## Le développement

Lorsqu'on aborde le second thème de la Conférence, le développement, on doit constater que la participation effective des femmes au développement a été rendu problématique par la détérioration des conditions économiques, l'endettement, la pauvreté, la poursuite de la croissance démographique, le taux croissant des divorces, la poussée migratoire et l'accroissement de nombreux foyers à la tête desquels se trouve une femme. Alors qu'un nombre croissant de femmes travaillent, ce phénomène social n'a pas été accompagné d'ajustements sociaux permettant d'alléger le fardeau que constituent les soins aux enfants et les travaux domestiques. Ceci est dû à l'exclusion des femmes des instances de décision et à l'absence de volonté politique d'inclure leurs préférences et leurs intérêts dans les

textes scolaires et les programmes soient établis pour éliminer les stéréotypes qui réservent aux garçons le monopole de certaines occupations et de certains jeux et que l'on encourage les filles à s'intéresser à des sujets scientifiques ou techniques. On demande aux gouvernements d'introduire des programmes éducatifs qui assurent le partage des responsabilités familiales.

décisions relatives au progrès et au développement. Il convient donc d'accorder une attention particulière à la restructuration de l'emploi, des systèmes de santé et d'enseignement. Les femmes des régions rurales doivent obtenir l'égalité de l'accès aux terres, au capital et autres ressources productives et au crédit. La Conférence recommande notamment de donner aux femmes un rôle déterminant dans l'organisation et la distribution de l'aide alimentaire et dans les efforts entrepris pour lutter contre la désertification des sols. Elle demande d'organiser des systèmes de transport qui améliorent le sort des femmes auxquelles incombe la tâche de transporter l'eau, le matériel de chauffage et les produits alimentaires.

## La paix

Le maintien de la paix est la troisième préoccupation majeure de la Conférence. Les obstacles aux progrès de l'humanité et plus particulièrement la promotion de la femme tiennent principalement au fait que persistent les tensions internationales, les guerres, les conflits armés et toutes les violations des droits de l'homme. La course aux armements détourne des ressources qui devraient être consacrées au développement et à des objectifs humanitaires. Les femmes participent encore très peu aux activités et à la prise de décisions concernant la paix. Elles sont encore très insuffisamment représentées dans les instances politiques nationales et internationales qui traitent de ces questions. Il faut donc promouvoir l'éducation de tous les citoyens, et en particulier les jeunes, pour lutter contre l'incitation à la haine, aux préjugés raciaux, au chauvinisme, à la discrimination, à l'injustice, à l'abus de pouvoir, aux diverses formes de violence dont souvent les femmes sont les victimes : elles sont battues, mutilées, brûlées, victimes de sévices sexuels, de viol. La violence est un obstacle

majeur à la paix et à la réalisation des objectifs de la décennie. Il faut donc respecter la montée de l'opposition des femmes à la militarisation croissante de la société. Il ne faut pas mésestimer l'influence que peut avoir une action concertée des femmes qui manifestent à maintes reprises leur désir de paix.

Je voudrais enfin insister sur un point important qui a été soulevé lors de la Conférence : c'est celui de l'absence de statistiques qui puissent faire état des contributions jusqu'ici « invisibles et non rémunérées » des femmes dans tous les secteurs de l'économie. La Conférence a recommandé que les Nations Unies soient chargées de réunir et d'analyser ces données car comme on l'a fait remarquer judicieusement : " *même les recommandations les meilleures ne peuvent résoudre les problèmes qui affectent les femmes aujourd'hui si l'on ne peut entreprendre des actions concrètes basées sur la recherche de faits précis et une évaluation plus exacte de la relation entre la position des femmes et les efforts accomplis en faveur du développement*".

## Conclusions

L'analyse globale de la situation des femmes montre clairement que la majorité d'entre elles ne bénéficient pas des avantages du développement, que leur appauvrissement s'accroît -, ce qu'on appelle la *féminisation de la pauvreté* -, qu'elles ne jouissent pas d'un niveau de vie, de santé, d'éducation suffisant qui leur permette de participer aux décisions qui régissent leur destin.

Cependant la Conférence aura eu le plus grand mérite de mobiliser l'attention des femmes sur tous les problèmes qui les concernent et d'avoir formulé un plan d'action. M reste aujourd'hui aux femmes la tâche d'agir individuellement ou solidairement pour aboutir à des résultats concrets. Dans cette action, les organisations non gouvernementales ont joué et joueront un rôle déterminant car elles sont le trait d'union entre la population et les gouvernements. Elles ont été les initiatrices de la plupart des recommandations reprises dans les stratégies. Elles incitent les femmes à l'union

86 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 2/1986

à la solidarité, à une meilleure compréhension des événements nationaux et internationaux. Elles expriment leur soutien aux femmes qui sont soumises à toutes formes d'oppression et à celles qui luttent pour leur indépendance; elles incitent les femmes à s'initier davantage à l'action de l'Organisation des Nations Unies et à se rendre compte qu'elles peuvent infléchir cette action par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales ayant statut consultatif.

Le secrétaire général des Nations Unies en conclusion de son discours d'introduction à la Conférence de Nairobi nous a rappelé manifestement que l'avenir de la race humaine dépend de nous tous et manifestement de la participation des hommes et des femmes. La Conférence de Nairobi, qui met fin à la Décennie de la femme 1976-1985, apparaît cependant comme l'aube d'une ère nouvelle, elle n'est en fait qu'un commencement !

## P.S. Points de vue

### NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD !

Le 27 juillet 1985 à l'aube, la Conférence mondiale des Nations Unies à Nairobi adoptait par consensus le texte global final des stratégies à long terme pour l'an 2000. C'était un succès qui n'avait pas de précédents. Cependant, les 372 paragraphes que comportait le texte furent votés séparément et nombre de résolutions n'emportèrent pas l'accord de tous les Etats. Ceci plus particulièrement en raison de divergences de vues entre les pays dits « nantis » et les pays en voie de développement. Les points controversés touchaient, notamment, au sionisme, au colonialisme, à l'occupation de territoires, aux méthodes du développement et aux obstacles opposés à l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Maureen Reagan, la fille du président des Etats-Unis, qui conduisait la délégation américaine, a déclaré à l'ouverture des débats, que son gouvernement « ne s'est jamais élevé, ni hier, ni aujourd'hui, contre toute discussion portant sur le problème de l'apartheid, ni celui de la situation des femmes palestiniennes ». Indiquant sa préoccupation première de limiter les débats aux questions qui, selon elle, doivent intéresser les femmes, elle a déclaré : « Nous voulons que l'on se souvienne de cette réunion comme de la Conférence des femmes, par les femmes, pour les femmes ».

La délégation américaine a vu dans les stratégies le reflet de deux tendances fondamentalement divergentes. Il y avait, d'une part, les délégations qui s'intéressaient aux problèmes spécifiques des femmes et travaillaient sans relâche à l'élaboration d'un document qui exposerait ces problèmes et s'efforceraient de les résoudre concrètement. D'autre part des délégations qui ont préféré utiliser la conférence pour continuer à s'occuper de questions politiques complètement distinctes... Pour les premières, la délégation américaine n'éprouvait que respect et admiration. Quant aux autres, en revanche, elles n'avaient rien épargné pour dénigrer leur cause et nuire à la conférence elle-même.

A l'inverse, marquant un point de vue tout à fait opposé, Margaret Papandreou (Grèce) était d'avis que « toutes les questions débattues à cette conférence que ce soit le droit au salaire égal pour travail égal, que ce soit le contrôle des naissances, ou que ce soit l'élimination des stéréotypes concernant les femmes dans la presse ou autres moyens d'information, le mouvement des femmes était un mouvement politique,

une révolution sociale s'adressant à tous les problèmes qui affectent la vie des femmes de tous les jours ».

Dans une éthique plus spécifique dont on ne peut nier l'importance ni l'impact, le représentant du Saint-Siège a insisté particulièrement sur la reconnaissance de la famille comme cellule de base naturelle de la société, « même si ce choix signifie qu'il faudra pour la défendre s'armer de beaucoup de courage et de patience ».

On ne saurait envisager l'avenir de l'humanité avec espoir que si la famille garde une place importante dans la réflexion sur le devenir des femmes-ainsi que sur celui des hommes. Pareille réflexion permettrait d'envisager sereinement l'avenir de l'humanité, car si l'homme et la femme s'engagent réciproquement à accomplir leurs devoirs de parents et si la femme s'engage dans une relation d'amour envers son époux qui est aussi le père de ses enfants, les conditions les plus essentielles à la stabilité de la vie familiale se trouvent réunies et l'une des contributions irremplaçables des femmes à la société se trouve par la même reconue.

Bien que ces objectifs ne soient pas incompatibles avec la présence des femmes dans les différents secteurs de la vie publique ni avec la contribution qu'elles apportent par ailleurs à la société, le nécessaire partage des responsabilités qu'il faut réaffirmer au sien de la famille et dans une perspective qui la transcende doit apporter satisfaction aux deux partenaires, à la famille et à la société. La participation d'un plus grand nombre de femmes à la vie sociale n'est pas en soi suffisante. Les femmes ne sont pas simplement « des ressources humaines » à utiliser, alors qu'il ne faut pas répéter les stéréotypes habituels en raison de leur caractère discriminatoire, la solution de rechange ne peut être une uniformisation de tous les êtres humains... La contribution originale des femmes et leurs qualités particulières n'apparaissent pas suffisamment dans les stratégies. De ce fait, le texte ne fait pas ressortir la diversité et la richesse de l'humanité.

Je voudrais enfin indiquer l'opinion émise par Madame Kuini Bavadra, représentant le Fiji, qui, dans une perspective culturelle différente, nous a déclaré: «On ne peut accepter dans ce forum qu'un concept d'égalité, limité dans sa définition et son application lorsqu'il s'adresse aux sociétés plus traditionnelles.-. Il est possible pour les femmes d'atteindre l'échelon le plus élevé de leur profession sans nécessairement avoir à abandonner le respect profond qu'elles ont pour les valeurs traditionnelles et les institutions de leur pays ».

M.S

# The Role and Status of Women in Development NGOs

Survey by Bindi Shah\* and Anne Clarke\*

## Background to the survey

The International Coalition for Development Action links together organisations in 20 industrialised countries.

ICDA's primary aim is to alert public opinion to North-South issues and to press (or change in the policy and practice of Northern

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 2/1986 87

governments in international relations.

Increasingly analysis of key development issues is focusing on the central role played by women in the development process. However, the issue is still considered marginal by many non-governmental organisations (NGOs) - both those involved primarily in

## Women's Associations

development projects and those focusing on education and political action.

ICDA's work on women in development was initiated in response to concern at the lack of women's perspective in the work of development NGOs and the consequent shortfalls in both their analysis and methodology. Initial investigations suggested that a major reason for this situation might be the poor representation of women in decision-making positions within NGOs. It was decided to carry out a survey to investigate this hypothesis and to assess the importance attached to a women's perspective by development NGOs.

### Methodology

Considering the diversity of national situations it was decided to establish contact people in each target country to act as coordinators. Contact people were first of all asked to comment on a draft questionnaire and were then asked to distribute the final questionnaire to a range of organisations in their country. These were to include both development education groups, non-governmental development agencies and organisations involved in both education and project work.

### The questionnaire

Recognising the diversity of organisations which would receive the questionnaire, it was decided to include a series of initial questions which serve to build up a profile of the organization - its size, constituency and priorities.

The second section requested a breakdown of the staff composition as well as the composition of committees and the controlling body or board. Also included were questions on staffing policy and the flexibility of working conditions. The final section aimed to assess the women's perspec-

tive in the organisation's education programmes and development projects, both in terms of policy and practice,

### Response rate

To date 127 responses have been received from 14 countries.

Table 1 gives a breakdown of response by country.

Country	No of completed questionnaires
Australia	0
Austria	1
Belgium	1
Britain	19
Canada	24
Denmark	5
Finland	21
France	1
Germany	1
Ireland	9
Italy	1
Luxembourg	0
Netherlands	13
New Zealand	14
Norway	7
Spain	0
Sweden	0
Switzerland	10
United States	0

Replies are still expected from both Australia and the United States.

## Analysis of the survey

Although further responses are expected, it was decided to carry out an initial analysis.

First of all the responses to certain questions were graded to facilitate analysis.

An overall positive, moderate or negative grade was given according to the breakdown of staff composition (question 1 in the staffing section). An organisation with 50 % or more women in non-secretarial positions was given a positive grade, one with 25 %-49 % a moderate grade and one with less than 25 % a negative grade.

Similar criteria were used to grade the composition of the controlling body/board, the committees, and the Annual General Meeting (questions 5, 6, 7 in the staffing section).

Questions on staffing policy and flexibility of working conditions (questions 2, 3, 4 in the staffing section) were coded as positive, moderate or negative.

Questions 1 and 2 on the women's perspective in education programmes were combined and graded from 0 to 4 with 4 denoting a good women's perspective.

Questions 1 to 5 on the women's perspective in development projects were combined and graded from 0-10 with 10

\*International Coalition for Development Action (ICDA), Brussels.

denoting good participation of women in the formulation, implementation and evaluation of projects.

### General profile of organisations

#### Basic groupings

The responding organisations were grouped into three basic categories :

- those involved in development education 27 %
- those involved in development projects 9 %
- those involved in both education and projects 64 %

The majority of organisations which responded to the survey are therefore dealing with both development education and development projects. Only the small proportion of 9 % deal exclusively with projects,

#### Priorities

Respondents were asked to indicate which topics were of high, medium and low priority to their organisation. The overall rank order of priorities is indicated in the list below and the variation according to type of organisation is shown on the next page.

## Women's Associations

No. of			Development project groups		
Subject	Organi- sations	Rank	Subject	No. orgs	Rank
Dev aid, dev. cooperation	79	1	Dev. aid, dev. cooperation	7	1
Women in dev.	61	2	Rural dev.	6	2
Apartheid, racism	59	3	Human rights	6	2
Human rights	59	3	Women in dev.	5	4
Food, hunger	58	5	Apartheid, racism	5	4
Rural dev.	58	5	Liberation struggles	5	4
Water, basic needs	46	7	Unemployment	4	7
Least dev. countries	43	8	Health, pharmaceuticals	4	7
Health, pharmaceuticals	40	9	Food, hunger	4	7
Disarmament, dev.	38	10	Water, basic needs	4	7
Unemployment	36	11	Population, cities	4	7
Liberation struggles	36	11	Least developed	3	12
Transnational corporations	30	13	Workers rights	3	12
Workers rights, conditions	29	14	Environment, dev.	2	14
Population, cities	20	15	Disarmament, dev.	2	14
ECDC	18	16	Seeds, genetic resources	1	16
Trade, protectionism	18	16	Technology, biotechnology	1	16
Environment, dev.	17	18	Energy, minerals	1	16
Arms Trade	17	18	Transnationals	16	
Technology, biotechnology	15	20			
Money and finance	13	21			
Commodities	10	22			
Seeds, plant genetic resources	10	22			
Industrial Restructuring	8	24			
Pesticides, fertilisers	7	25			
Energy, minerals	6	26			
Conversion	6	26			

### Priorities

#### Development education groups

Subject	No. orgs.	Rank
Apartheid, racism	17	1
Women in dev.	16	2
Dev. aid, dev. coop.	16	2
Human Rights	15	4
Disarmament, dev.	13	5
Food, hunger	12	6
Transnational	11	7
Trade, protectionism	10	8
Money, finance	9	9
Unemployment	9	9
Workers rights	8	11
Liberation struggles	8	11
Arms trade	6	13
Rural dev.	6	13
Health, pharmaceuticals	5	15
Commodities	5	15
Industrial Restructuring	5	15
Least developed	4	18
Environment, dev.	4	18
ECDC	4	18
Technology, biotechnology	4	18
Population, cities	3	22
Pesticides, fertilisers	3	22
Conversion	2	24
Energy, minerals	2	24
Seeds, genetic resources	2	24
Water, basic needs	2	24

#### Education and project groups

Subject	No. orgs.	Rank
Dev. aid, dev. cooperation	56	1
Rural dev.	46	2
Food, hunger	42	3
Women in dev.	40	4
Water, basic needs	40	4
Human Rights	38	6
Apartheid	37	7
Least developed	36	8
Health, pharmaceuticals	31	9
Unemployment	23	10
Disarmament, dev.	23	10
Liberation struggles	23	10
Transnationals	18	13
Workers rights	18	13
ECDC	14	15
Population, cities	13	16
Environment, dev.	11	17
Arms trade	11	17
Technology, biotechnology	10	19
Trade, protectionism	8	20
Seeds, genetic resources	7	22
Commodities	5	23
Pesticides, fertilisers	4	24
Money, finance	4	24
Conversion	4	24
Energy, minerals	3	26
Industrial Restructuring	3	26

#### Types of Project Supported

Respondents were asked to tick those project to which they give support.

The order of priority of types of project is as follows

## Women's Associations

Type of Project	No. Of organisations
Education and raising public awareness	60
Socio-economic development	47
Solidarity against oppression & exploitation	35
Feminist	20
Cultural support	19
Other	12

### Staffing structure

The first question on staffing structure asked for a breakdown of the staff according to job function and according to the three categories : male; female with children under 12; female without children or with children over 12.

Unfortunately, this question was not thoroughly completed by some organisations and the definitions of job function were found to be inappropriate by others. It was therefore impossible to carry out a detailed analysis. However, it was decided to grade organisations' staffing structure as good, moderate or poor according to the percentage of women in non-secretarial/clerical positions. good : 50% or over of women on staff

moderate : 25 %-49 % of women on staff  
bad : less than 25 % of women on staff

The overall analysis shows that :

56 % had good representation of women on the staff  
27 % had moderate representation of women on the staff  
17 % had bad representation of women on the staff

### Representation of women on the staff

Since the optimum situation is that all organisations have 50 % more women on the staff, there is still a long way to go in campaigning for better women's representation. However, in relation to the situation generally this is perhaps better than might have been expected.

A breakdown of women's representation on the staff according to type of organisation is given in table 2 on the following page.

Table 2  
Representation of Women on the staff

Type of Organisation	Good	Moderate	Bad
Development education groups	68%	23%	8%
Development project groups	40%	33%	27%
Education and project groups	54%	27%	19%

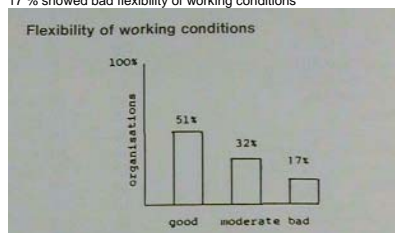
The table suggests that organisations dealing exclusively with development projects tend to have a lower representation of women on the staff than those dealing with development education or with both types of activity.

### Flexibility of working conditions

Questions three and four in the section on staffing asked about facilities for flexible work hours, part-time working, job

sharing and maternal/paternal leave. It was included to help assess whether NGOs have working conditions favourable to those with parental responsibilities.

The overall analysis show that :  
51 % showed good flexibility of working conditions  
32 % showed moderate flexibility of working conditions  
17 % showed bad flexibility of working conditions



A breakdown of flexibility of working conditions according to type of organisation is given in Table 3 below.

Table 3 Flexibility of Working Conditions

Type of organisation	Good	Moderate	Bad
Development education groups	61 %	28 %	11 %
Development project groups	33 %	40 %	27 %
Education and project groups	49 %	32 %	19 %

The table suggests that NGOs involved exclusively in project work tend to have less flexible working conditions. This may of course be accounted for to a certain extent by the constraints of field staff working overseas.

### Correlation between staff structure and flexibility of working conditions

Assuming that more flexible working conditions might tend to increase the proportion of women on the staff, a correlation was carried out to assess this hypothesis.

Table 4

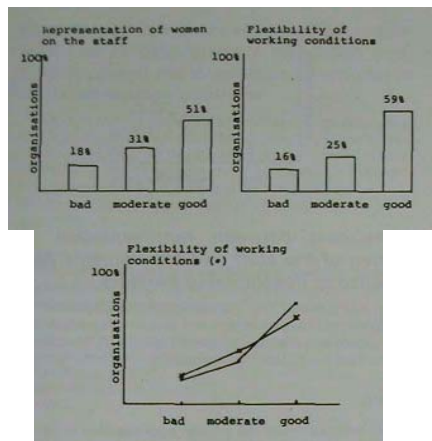
Relationship between representation of women on the staff and flexibility of working conditions

Representation of women on the staff	Flexibility of working conditions		
good	41	15	5
moderate	20	10	7
bad	10	5	6
Total number of organisations	: 119		

If graphs are drawn showing the flexibility of working conditions and the representation of women on the staff, it is evident that there is considerable correlation between the two factors.



## Women's Associations



These results suggest that one way in which organisations could try to increase the representation of women on the staff is to ensure flexible working conditions. Of course there is no indication that this is the most effective method of achieving a more equal male/female balance. The will to do so is likely to be a far stronger determining factor.

### Composition of board, committees and annual general meeting

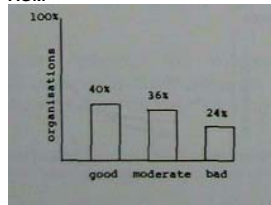
A series of questions were asked to establish the representation of women on the decision-making bodies of development NGOs. Responses to these questions were graded as good representation, moderate representation or poor representation according to the following criteria,  
 good : 50 % or over of women  
 moderate : 25 %-49 % of women  
 bad : less than 25 % of women

The grades for each question were combined to give an overall grade for each organisation.

Overall analysis of the results show that :

- 40 % of development NGOs have a good representation of women on the board, committees and AGM
- 36 % of development NGOs have moderate representation of women on the board, committees and AGM
- 24 % of development NGOs have poor representation of women on the board, committees and AGM.

### Representation of women on the board, committees and AGM



These results suggest that representation of women on the decision-making bodies of development NGOs is poorer than representation on the staff. There is clearly a great deal of change needed before the ideal situation is reached where all development NGOs have 50 % or more women in decision-making roles. Of particular concern is the figure of 24 % for organisations which have a women's representation on the decision-making bodies of less than 25 %.

A breakdown of the results according to type of organisation is given in Table 5 below.

Table 5

#### Representation of women on decision-making bodies

Type of organisation	good	moderate	bad
Development education groups	35%	38%	26%
Development project groups	57%	7%	36%
Education and project groups	39%	42%	19%

These poor figures are even more disturbing when one remembers that the Programme of Action for the UN decade for Women emphasized the importance of increasing women's participation in political life and in decision-making and planning at all levels in society.

### Priority given to

#### the issue of women in development

Respondents were asked to indicate whether particular issues were of low, medium or high priority to their organisation. One of these issues was women in development.

Overall analysis shows that :

- 58 % of development NGOs consider women in development a high priority area
- 32 % of development NGOs consider women in development a medium priority area
- 10 % of development NGOs consider women in development a low priority area

The breakdown according to type of organisation is given in Table 6 below.

Table 6

#### Priority given to the issue of women in development

Type of organisation	high	medium	low
Development education groups	55%	24%	21%
Development project groups	56%	22%	22%
Education and project groups	58%	36%	43%

### Women's perspective in

#### development education programmes

As indicated in the previous section, 56 % of NGOs consider women in development an area of high priority. However, it is of more interest to know the extent to which this concern is translated into action. In order to assess this a series of questions were asked in order to establish the

**Women's Associations**

women's perspective in the organisation's development education programmes and project work.

Overall analysis shows that :

30 % of development education groups have a good women's perspective in their development education programmes

39 % of groups involved in both education and project work have a good women's perspective in their development education programmes

Overall analysis also shows that :

25 % of development project groups have a good women's perspective in their project work

33 % of groups involved in both education and project work have a good women's perspective in their project work.

Comparison of these figure with those for priority to the issue of women in development (58 % gave it high priority) suggests that many more organisations state a priority for the issue than translate this into action when it comes to development education or projects.

**Correlation between representation of women on the staff and the women's perspective in development education**

One might expect that the proportion of women on the staff would have an impact on the women's perspective in an organisation's development education projects. A correlation was carried out to test this hypothesis.

Table 7

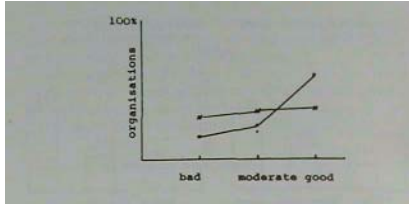
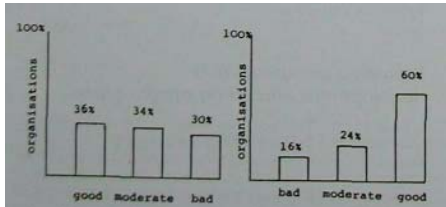
Relationship between the women's perspective in development education projects and the representation of women on the staff

Women's perspective in education programmes

Representation of women on the staff

	good	moderate	bad
good	29	10	4
moderate	25	11	4
bad	16	8	11

If graphs are plotted showing the women's perspective in development education programmes and the representation of women on the staff, there seems to be only a limited correlation between the two.



**Correlation between representation of women of the staff and the women's perspective in development projects**

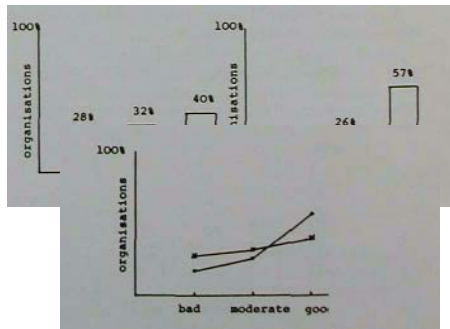
One might expect that the representation of women on the staff would have an impact on the women's perspective in an organisation's development projects. A correlation was carried out to test this hypothesis.

Table 8

Relationship between the women's perspective in development projects and the representation of women on the staff

	Women's perspective in development projects		
Representation of women on the staff	good	moderate	bad
good	17	10	2
moderate	11	5	7
bad	13	4	3

If graphs are plotted showing the women's perspective in development projects and the representation of women on the staff there seems to be only a limited correlation between the two.



**Correlation between the women's perspective in development education programmes and the proportion of women in decision-making positions**

Since, in most organisations, the board, committees and AGM carry ultimate responsibility for directing overall policy, one might expect that the representation of women in decision-making positions would have an impact on the women's perspective in an organisation's development education programmes. A correlation was carried out to test this hypothesis.

Table 8

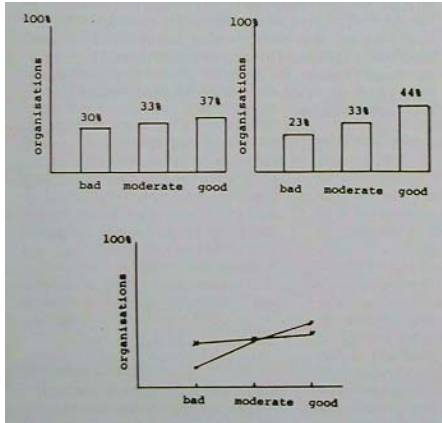
Relationship between the women's perspective in development education projects and the proportion of women in decision-making positions

If graphs are plotted of the women's perspective in development education programmes and the proportion of women in decision-making positions, there seems to be fairly close correlation between them.

Representation of women in decision-making positions	Women's perspective in education programmes		
	good	moderate	bad
good	28	12	4
moderate	15	13	11
bad	9	14	13

development education programmes and the proportion of women on decision-making bodies, there seems to be fairly close correlation between them.

**Correlation between the women's perspective in development projects and the proportion of women on decision-making bodies**



**spective in development projects and the proportion of women on decision-making bodies**

One might similarly expect that the proportion of women on decision-making bodies would have an impact on the

women's perspective in an organisation's development projects. A correlation was carried out to test this hypothesis.

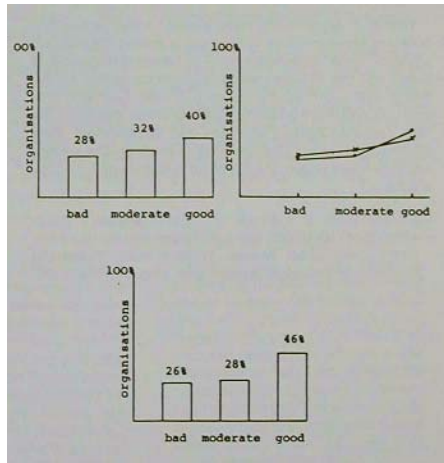
Table 9

Relationship between the women's perspective in development projects and the proportion of women on decision-making bodies

Proportion of women on decision-making bodies	Women's perspective in projects		
	good	moderate	bad
good	17	8	5
moderate	12	7	5
bad	5	6	9

If graphs are plotted of the women's perspective in development projects and the proportion of women on decision-making bodies, there seems to be fairly close correlation between them, (see following page).

It seems therefore that the proportion of women on the decision-making bodies has a greater influence on the women's perspective in an organisation's education programmes and development projects than the proportion of



women on the staff.

Two factors may in part account for this. Firstly that it is the decision-making bodies - the board, the committees and the Annual General Meeting - that determine policy guidelines such as the degree to which projects and programmes should have a women's perspective. Secondly that within the staff of development NGOs even those women in non-clerical posts do not tend to hold as much power as their male colleagues.

### **Concluding remarks**

The majority of development NGOs have realised the importance of making women more central to development. Fifty-six per cent of respondents rated women in development as a high priority area of concern. However, most NGOs have not moved beyond this stage of recognition and taken concrete action to increase women's participation at all levels and to introduce a women's perspective in their work.

Significantly, even a high proportion of women on the staff and decision-making bodies does not guarantee women's perspective in the organisation's work. This raises the question about the relative power wielded by women and men within the organisations.

It would seem that much work still has to be done to raise the role and status of women in development NGOs and to ensure women have greater power to influence the policy and practice of their organisations.

#### **Suggestions for action**

Women in some NGOs have already taken action and achieved some measure of success in raising the role and status of women in development. The following respondents falling into this category were selected for further study: War on Want (Britain), Interpares (Canada), Comiamh (Ireland), NOVIB (Netherlands), CORSO (New Zealand), the New Zealand Coalition for Trade and Development (New Zealand), Swissaid (Switzerland). Based on the experiences of these NGOs, the following suggestions for action are made:

- Establishment of a formal or informal women's group within the NGO. NOVIB has gone further and set up an Action Secretariat for Women. While in many cases the presence of individual women with strong political and

feminist beliefs provided the catalyst for action, the formation of such groups or committees presents a more consolidated base for change.

The tasks of such a group should be threefold:

- Support and evaluation of the status of women working within the NGO;
- Ensuring a women's perspective in development education, establishment of project criteria and support for projects effecting women in a positive way. The channels for action are research, investigation of women's issues within the context of development, formation of contacts and links with women in the Third World and the home country;
- Changing attitudes and conscientization of other members of the NGO - women as well as men - and of the general public. The channels for action are conferences, seminars, public talks, educational and audio-visual materials.
- A wider network of women working in development NGOs should be formed to share experiences, devise strategies for change, and, perhaps most importantly, to provide a sense of support and solidarity.

The seven development NGOs mentioned above have been successful in changing attitudes and introducing a women's perspective in development education and projects. Nevertheless, for most it has been a long uphill struggle. Despite recognition of the central role of women in development, many still regard the issue as marginal. Structures have also been difficult to alter. Old roles and attitudes have been internalised to such an extent that they are slow to change. However, the important fact is that women working within these NGOs have initiated an ongoing process to bring about change.

# This Language Business

This language business began relatively midly less than a decade ago, though one can always hark back to earlier precedents. There was, for example, the suffragette who encouraged a nervous new recruit by saying, « *Trust in God; she will protect you* ».

Exception was taken to the designation of women as Miss or Mrs., thus indicating their marital status, whereas Mr. was applied to all men. This gave rise to Ms., pronounced MIZ. This has never been entirely popular but the seal of approval must surely have been given to it by the 1984 presidential election campaign in the USA, Walter Mondale's running mate being Ms. Géraldine Ferraro.

Another not entirely popular innovation is the use of the word person rather than man or woman. It seems to be useful for advertisements for salespersons, etc., thus (in the U.K.) avoiding falling foul of the Sex Discrimination Act, but it is disliked in some contexts, such as taking the Chair at meetings. The use of the word Chair rather than Chairman, Chairwoman or Chairperson, while not entirely satisfactory, is perhaps satisfactory as perhaps the best compromise available and the term can be looked upon as symbolic of the office, in the same way as throne. I do not myself share the dislike of many of my friends for the word person, as it has an honourable history in the British women's movement, dating back to John Stuart Mill's amendment to the 1867 Reform Bill.

## Included or not

However, these matters are on the fringe of what we now call sexist writing, with male precedence built into the structure of language. The masculine is the norm, with the feminine form usually being shown by the addition of some prefix or suffix, e.g. woman, baron-ess. The use of the term *man* for both humanity in general and for the male of the species is cause

for complaint and gives rise to imprecision. A woman often has to consider whether she is included in a statement or not, while a man has no such problem. There has been some slight progress in the modern tendency to say men and women, *he or she*, etc.

rather than just to use the masculine form. This uses more words and puts the masculine before the feminine, but at least shows an awareness that women must also be considered. It is unfortunate that the English language has no pronoun meaning he or she, in the same way that sibling means brother or sister. Dale Spender in *Man Made Language* (Routledge, 1980, pp. 149/50) points out that in colloquial speech and also in 18th century usage, the word *they* is often used as a substitute. While this is plural and what we need, strictly speaking, is a singular pronoun, shall we perhaps permit ourselves to be less strict? We may now split our infinitives with impunity and take other liberties with the language, which is, of course, a living growing thing.

## « Masculine takes precedence »

Feminist writers now very generally refer to women and men, she and he, her and him, and although one receives a « culture shock » at first, it is surprising how quickly one gets used to it. On reading John Rowan's book on humanist psychology, *Ordinary Ecstasy* (Routledge, 1986), I was surprised to find that the feminine pronouns were used to refer to a person of either sex. The matter is important because the use of language both affects and reflects our mental attitudes. We think in our native language, languages other than English have their problems and I hope someone more qualified than myself will discuss them. I would just mention that my Harrap's French Grammar states, « Note that with a subject of mixed gender, masculine takes precedence ».

That the objection to sexist phraseology is taken seriously is shown by certain editors and publishers in both

## By Constance Rover

the UK and USA asking their authors or contributors to avoid sexist writing and being prepared to give advice on how to do so.

Opponents of this trend make out that feminists want to change all words with the syllable man in it. This, of course, is ridiculous, as many words derive from the Latin *manus*, hand, e.g. manual, manipulate. We ignore etymology at our peril and I do not like the occasional use by certain feminists of the word *herstory* in place of *history*, although I realise it is only done to combat the idea of history as « the story of our great men ».

Without going to such extremes, we can surely do our bit by referring to women and men, she *and he*, sister *delegates* rather than *fraternal delegates*, etc. We are not trying to go from one extreme to the other, for there will be plenty of the conventional usage around for a long time to come, but we are trying to « break the mould », as the fashionable phrase has it.

Another aspect of this language business is the different way in which men and women use, or are alleged to use, language (Women talk, men speak). In the past, part of this difference has been due to education. The educated man had a grounding in the classics, whereas very few women had the opportunity of learning Latin and Greek. Early women writers were looked down upon, as their work lacked classical allusions.

It is generally felt that there is a difference in the way in which men and women express themselves, both in speech and writing, though there is no agreement as to the nature of the difference nor of the reason, or reasons, for it. It seems obvious, however, that some of the difference must stem from the different lifestyles. Women in public life tend to feel that they express themselves more simply and directly than their male colleagues and that this is a good thing. Men, having in mind, perhaps, women

who have not had to submit themselves to the discipline of expressing themselves in public, feel that women talk in an unstructured manner. There is room for endless argument and disagreement on the subject and what is needed is more research. As with so many sex differences, we do not know if anything innate is involved or whether the differences are the result

of cultural factors. Modern technology is now used to analyse speech patterns and authenticate literary and historical manuscripts where there is a doubt about their authorship or origin. Similar techniques could be applied to representative samples of the speech of men and women taken from the various social classes within nations. This opens up a formidable field

of research, which would have to be dealt with by the academics and technologists but we can all do our bit in trying to obviate « sexist » modes of speaking and writing. There is now a general avoidance of expressions which affect the dignity of people of any race or colour. Let us see that the same principle is applied to women. (International Women's News)

*L'universalité le monde,*

*La notion d'universalité est aujourd'hui au cœur de nombreux débats et travaux partout dans autant que les concepts qu'elle recouvre ou qui en dérivent : ta décolonisation, la paix, en question le développement, le multilatéralisme.*

*Nous présentons dans les pages qui suivent quelques extraits de documents présentés par des experts de renommée internationale au colloque organisé en décembre dernier à Genève sur le thème « L'universalité est-elle menacée ? ». Réuni par l'Office des Nations Unies avec le concours d'organisations non gouvernementales à l'occasion du 40ème anniversaire de l'Organisation mondiale, le colloque a tenté de définir le rôle actuel du multilatéralisme et de percevoir ses potentialités.*

# Progrès et développement dans l'idéologie des Nations Unies

par Pierre de Senarclens\*

## Résumé

La conception du développement inscrite dans la Charte des Nations Unies est d'essence libérale. Elle est indissociable d'une vision du progrès qui propose, dans le prolongement du mouvement impérialiste, le déploiement universel de la civilisation occidentale, de son ordre économique, social et culturel.

Initialement, la stratégie de développement des Nations Unies se confond, d'une part avec le projet de reconstruction des économies dévastées par la guerre, d'autre part avec un projet d'assistance technique qui devrait favoriser la modernisation des pays « arriérés ». Le développement est l'affaire des « experts ». On s'efforce de nier sa dimension politique. La *Première décennie du développement* marque l'apogée de cette conception technocratique.

On voit toutefois émerger dans les années 1960 une contestation du modèle de développement néo classique. La création de la CNUCED marque l'affirmation d'une prise en compte des déterminants structurels du « sous-développement ». La *Première stratégie*, sans rompre avec les finalités du développement telles qu'elles ont été énoncées à l'origine des Nations Unies, associe à ce projet toute une série de nouveaux buts politiques. La notion de développement tend des lors à perdre de sa rigueur conceptuelle. Ce désordre est particulièrement manifeste à l'issue des revendications du NOEI et finit par s'exprimer dans l'inco-

hérence des stratégies et projets de développement proposés par le système des Nations Unies.

L'évolution de la société internationale rend désormais invraisemblable et peu souhaitable la redéfinition d'une conception globale du développement qui serait valable pour tous les pays du monde. Les Nations Unies, pas plus que les anciennes métropoles, n'ont le droit de définir une conception et une pratique du développement qui soient universellement applicables. Les Nations Unies ne peuvent donc prétendre instaurer un ordre en matière de développement, et son cadre institutionnel doit en conséquence être adapté à une vocation plus modeste fondée sur la conceptualisation de stratégies précises et différenciées. Au lieu de rechercher un impossible consensus dans un discours éthéré à vocation synchrétique, les Nations Unies devraient s'efforcer de retrouver une capacité de conceptualiser et d'analyser la réalité internationale dans toute sa diversité, afin d'offrir aux gouvernements et aux opinions des choix de stratégie possible.

## Conclusions

Comme nous avons tenté de le rappeler, le développement constitue un objectif d'essence politique. Or par définition la politique est une réalité sociale de nature conflictuelle, car il n'est pas d'accord durable entre les hommes sur la répartition des biens et valeurs, sur le gouvernement de la Cité. La politique est donc nécessairement un domaine où s'affirment des divergences d'intérêts et d'opinions, des

\*Professeur à l'Université de Lausanne  
96 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 2/1986

ambitions pour la conquête du pouvoir, des affrontements entre classes ou groupes sociaux. En 1945, dans l'euphorie de la victoire, on a cru qu'il serait possible d'atteindre un large consensus international sur - des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ».

Comme nous l'avons vu, la Guerre froide a immédiatement brouillé cette vision utopique. L'émergence du « tiers-monde » sur la scène internationale a par la suite renforcé l'hétérogénéité politique et culturelle de la société internationale. Aujourd'hui, plus que jamais, il semble difficile de trouver un accord général sur l'organisation de la vie en société, sur la nature et les fonctions d'un bon gouvernement.

Les idéaux universalistes des Nations Unies dans le domaine du développement, comme dans ceux de la paix, des droits de l'homme, et du droit des peuples sont donc de nature politique. Il n'est donc pas possible de les définir avec précision et surtout d'explicitier leurs stratégies de mise en œuvre sans aborder l'ensemble des questions relatives à l'organisation de la vie publique et au gouvernement de la collectivité. Imaginer une convergence de vues en ces domaines, c'est rêver la fin du politique et se bercer d'illusions redoutables, comme en témoigne l'histoire tragique de notre siècle.

Si l'Organisation mondiale peut définir les principes et les normes de la coopération internationale, elle n'est pas en mesure d'établir la loi positive et d'en assurer l'exécution. C'est pourquoi, dans le domaine du développement comme dans celui de la paix ou des droits de l'homme, le gouvernement de chaque Etat revendique une pleine souveraineté nationale et s'efforce de définir de manière autonome ses objectifs et les moyens de les atteindre. En conséquence, l'Organisation des Nations Unies reste en marge des principales négociations sur la guerre et la paix, et l'essentiel des mécanismes de coopération économique internationale lui échappe.

Pièce maîtresse de l'universalité des Nations Unies, l'idée de développement traverse incontestablement aujourd'hui une phase difficile. Comme nous l'avons suggéré, ce phénomène procède en premier lieu d'une crise idéologique et politique. Le mythe du progrès, qui inspira jadis l'idée de développement, n'a plus la même audience. Le projet consistant à propager dans l'ensemble de la société internationale l'idéal du « Welfare state » s'est en partie effrité, les valeurs de modernité qui lui étaient associées se sont vu contestées par l'émergence ou la résurgence de conceptions politiques, religieuses, culturelles et sociales nouvelles qui proposent d'autres repères, d'autres représentations de la communauté étatique. Les philosophies dominantes de l'histoire, - qui étaient aussi des philosophies d'histoire dominante-, ont perdu une partie de leur force d'attraction. Les sociétés qu'elles inspiraient s'interrogent sur le devenir de leur civilisation matérielle, sur le sens de leur modernité. Si la domination de leur système économique n'a jamais été aussi grande, en revanche leur prépondérance culturelle et politique est ébréchée. Leur phase d'expansion qu'une certaine idéologie du développement tendait à légitimer, est manifestement terminée, sans qu'apparaissent clairement des pôles de pouvoir économique, politique, culturelle capables de prendre le relais.

La notion de développement a donc pris un sens divers. Cet élargissement conceptuel a coïncidé avec des divergences grandissantes sur les politiques à mettre en œuvre dans le cadre de ce processus. Par ailleurs, les transformations économiques et politiques de la société internationale ont soulevé de nouveaux défis, imposé de nouvelles urgen-

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 2/1986 97

ces. Cette réalité a contribué à l'effritement de l'idéologie du développement qui avait inspiré le système des Nations Unies, jusqu'au début des années 1970 tout au moins. On ne reconstruira pas une unité de doctrine en matière de développement dans un paradigme perdu. Toutefois si l'idéologie originelle du développement s'est transformée, est-il légitime pour autant d'annoncer l'abandon du paradigme qui l'avait inspirée ? Si l'on assimile l'universalité à l'utopie d'un consensus idéologique et politique mondial, celle que proposent les Nations Unies est plus que menacée. Et il faut s'en réjouir. Si au contraire, on comprend cette notion comme un accord très général, et de type même purement formel, sur certains idéaux politiques, économiques et sociaux à vocation transculturelle tels que la paix, le développement, les droits de l'homme, alors les principes inscrits de la Charte gardent leur actualité. En effet, la très grande majorité des peuples et de leurs gouvernements continuent de revendiquer une forme élémentaire de développement en affirmant leur aspiration à de meilleurs conditions de vie, qui impliquent presque partout, la création d'environnements économiques et sociaux plus favorables à la protection de la dignité de l'homme. En d'autres termes les principes qui ont inspiré la Charte des Nations Unies à cet égard restent valables, et ils sont très largement reconnus comme tels. Ils demeurent une référence importante des peuples du monde, comme le prouve la multiplication dans l'ensemble de la société internationale d'ONGs qui se donnent pour vocation la défense rigoureuse de ces principes, ou comme le manifeste aussi l'importance des campagnes internationales de solidarité dans certains domaines humanitaires.

Le fait que les résolutions et les programmes d'action des Nations Unies ne parviennent plus à traduire correctement cette universalité milite en faveur de la réforme du système mis en place en 1945. Reste donc à esquisser les grandes lignes de ce projet.

On s'accorde assez généralement pour admettre que la réforme du système implique tout à la fois 1) une redéfinition du cadre conceptuel; 2) des changements structurels; 3) une amélioration de la productivité des secrétariats. Examinons ces différents aspects à la lumière des considérations qui précèdent.

1) L'évolution de la société internationale rend désormais invraisemblable et peu souhaitable la redéfinition d'une conception globale du développement qui serait valable pour tous les pays du monde. Pas plus que les anciennes métropoles, les Nations Unies ne peuvent s'arranger aujourd'hui le droit de définir une conception et une pratique du développement qui soit universellement applicable. Cette réalité a naturellement des conséquences institutionnelles. Les Nations Unies ne peuvent prétendre instaurer un ordre en matière de développement, et son cadre institutionnel doit en conséquence être adapté à une vocation plus modeste fondée sur la conceptualisation de stratégies plus précises et différenciées. En conséquence, les Nations Unies devraient perdre l'habitude de rechercher un impossible consensus dans un discours éthéré à vocation synchrétique. Elles devraient au contraire s'efforcer de retrouver une capacité de conceptualiser et d'analyser la réalité internationale dans toute sa diversité, afin d'offrir aux gouvernements et aux opinions des choix de stratégie possible. Elles devraient donc apprendre à servir un monde déchiré par des antagonismes idéologiques et politiques, plutôt qu'à vivre des vapeurs hypocrites de cet univers conflictuel.

2) On pourrait envisager avec un peu de réalisme et beaucoup d'espérance la création d'un organe intergouver-

## L'universalité en question

nement restreint, dont la vocation serait de stimuler la coopération multilatérale en favorisant la définition de problématiques économiques mondiales et les structures de leur négociation. Cet organe devrait être assisté d'un secrétariat de haut niveau, à vocation interdisciplinaire, capable de fournir des études et des suggestions sur les domaines de négociation, comme le suggère M. Maurice Bertrand dans sa « contribution à une réflexion sur la réforme des Nations Unies ». On ne pourrait sans doute pas lui confier la mission de rechercher une coopération économique mondiale, mais celle, plus modeste, de favoriser la solution des quelques problèmes susceptibles d'être gérés en commun. Il fonctionnera difficilement tant que subsisteront les profonds clivages idéologiques et politiques de la société internationale, en particulier ceux qui séparent le monde occidental des pays socialistes et que l'URSS et ses alliés refuseront de participer de manière significative à la recherche sur une base multilatérale de solutions concrètes aux problèmes posés par la misère de certaines régions du monde.

La difficulté de définir un projet de développement cohérent, faute de consensus idéologique et politique au sein de la société internationale, n'interdit pas d'envisager une pluralité de projets, chacun adapté aux circonstances de régimes en vigueur. Ainsi pourrait-on prévoir la création d'agences régionales de développement capables de concevoir et de mettre en œuvre par des mesures opérationnelles des politiques économiques cohérentes et adaptées aux différents environnements de la société internationale. Ces organisations régionales de développement devraient pouvoir contrôler les capacités opérationnelles en matière de développement de l'actuel système des Nations Unies, laissant aux agences spécialisées le rôle de conceptualiser et d'analyser les problématiques relevant de leur domaine spécifique.

Ces propositions, qui vont une fois encore dans le sens de celles contenues dans le rapport Bertrand, impliqueraient une refonte institutionnelle du système tendant à redonner cohérence et consistance aux différents aspects du développement en les situant dans leurs dimensions politiques. Elles impliqueraient la mise en place de nouvelles structures institutionnelles sur les débris fragmentés de l'actuel système qui est né de l'illusion fonctionnaliste.

On doit toutefois être conscient des problèmes politiques posés par ce type de conception. La notion de cohérence n'est pas la clef des problèmes posés par l'action des Nations Unies en matière de développement. Elle risque même de les compliquer. En effet, si une notion de développement fondée sur l'intégration des différents aspects économiques, sociaux et culturels du processus constitue en principe un progrès conceptuel par rapport à une perspective de type essentiellement économique, elle renforce aussi la dimension politique des stratégies de mise en œuvre, puisqu'elle exige une planification plus complexe et un degré d'intervention encore plus élevé. On peut bien regretter la multitude d'agences qui s'abattent sur certains pays du « tiers-monde » au titre du développement ou de l'aide humanitaire. Il faut cependant être conscient des risques de recolonisation posés par l'existence d'une seule institution responsable de tous les projets d'aide.

Par ailleurs, comment éviter que les agences régionales n'en viennent à approfondir encore les vices de fonctionnement et la corruption politique qui menacent certaines des structures régionales actuelles ? Comment maintenir le cap sur les idéaux de la Charte en matière de droits de l'homme ou de développement social ? Il faudrait certainement veiller à ce que la régionalisation des structures n'entraîne pas une parcellisation des conceptions idéologiques des Nations Unies et une confusion croissante de leurs pratiques bureaucratiques.

3) Reste le problème de la réforme des secrétariats. C'est peut-être actuellement le plus grave. La dérive institutionnelle du système des Nations Unies, en particulier la crise de certaines agences spécialisées telles l'UNESCO, est largement la conséquence de lourdes carences de direction et de gestion. Il faut donc créer de nouveaux systèmes de recrutement et des mécanismes de contrôle mieux adaptés aux contraintes que posent l'orientation de l'administration de secrétariats hétérogènes. Cette réforme devrait souvent porter autant sur une redéfinition des mandats de ces agences que sur une réforme de leurs mécanismes constitutionnels. On ne peut pas espérer revaloriser la fonction conceptuelle des Nations Unies et de leurs agences spécialisées sans atteindre au préalable un renouvellement des secrétariats, et la définition de nouvelles procédures de gestion et de direction.

# L'idée et la possibilité

d'une réforme par Maurice Bertrand\*

*La thèse de ce rapport est qu'une réflexion approfondie sur la réforme du Système des Nations Unies est aujourd'hui indispensable et qu'elle doit conduire à concevoir une Organisation mondiale de troisième génération.*

La thèse qui sera soutenue dans ce rapport dit essentiellement :

- que 40 ans après leur création, il est non seulement souhaitable mais tout à fait possible aujourd'hui d'entreprendre une réflexion approfondie en vue d'une réforme de

*l'ONU et de son système d'organisations.*

- qu'il est nécessaire que cette réflexion remette en question les conceptions qui sont à la base de l'institution.
- qu'elle doit donc s'orienter, après les deux essais inachevés de la SDN et de l'ONU, vers une Organisation mondiale de troisième génération, réellement adaptée aux besoins du monde moderne.

\* Inspecteur au Corps commun d'inspection des Nations Unies, Genève  
Auteur de « Refaire l'ONU », un programme pour la paix. Zed, Genève 1986.  
98 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 2/1986



Cette thèse ne prétend pas que l'Organisation actuelle ait échoué. Au contraire, l'idée de réforme est non seulement compatible avec la reconnaissance du rôle historique joué par l'ONU, mais elle implique une affirmation de son importance et de son utilité présentes. Elle dit seulement qu'il est possible de réfléchir à la mise au point d'un système qui soit plus utile encore dans le contexte politique actuel.

Cette thèse ne signifie pas non plus que l'on puisse ignorer les difficultés extrêmes d'une telle entreprise. Il est tout à fait exact que les tentatives faites jusqu'ici pour modifier la Charte de l'ONU n'ont pas réussi et qu'il existe un accord tacite entre les gouvernements pour ne pas tenter de recommencer. D'autre part, les Etats membres qui critiquent le plus vivement la gestion des organisations du Système (voir note) ne se sont pas toujours montrés enthousiastes pour soutenir les diverses propositions de réforme interne qui leur ont été soumises.

C'est une vérité d'expérience qu'il est difficile de faire accepter et appliquer aux Nations Unies et dans les agences spécialisées des modifications des structures, des politiques ou des méthodes. Obtenir un consensus des Etats Membres sur une recommandation technique n'est pas chose aisée, et même quand des résolutions unanimement adoptées décident de changer les régies ou les pratiques en vigueur, les résistances des secrétariats arrivent bien souvent à vider ces décisions de leur contenu. L'auteur du présent rapport en a fait maintes fois l'expérience (1).

Cette situation, toutefois, est en train d'évoluer. D'une part les critiques relatives à la « mauvaise gestion » de l'ONU et quelques-unes des organisations de son Système ont atteint la dimension d'un phénomène politique. Elles se développent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ONU, proviennent essentiellement des gouvernements des pays riches occidentaux ou socialistes, et surtout s'accompagnent depuis deux ans environ de mesures de rigueur financière (2) ou de menaces de retrait (3). De leur côté, les pays membres du Groupe des 77 s'interrogent, après l'échec des « négociations globales », sur les moyens qui permettraient de sortir d'une situation sans issue. Toute se passe comme si le Nord et le Sud recherchaient un nouveau type de dialogue et examinaient si la gestion et la conception du rôle des organisations mondiales pouvaient en fournir l'occasion.

D'autre part, dans un très grand nombre de pays riches ou pauvres, les sentiments de frustration se développent. L'espoir de voir les organisations mondiales contribuer davantage à la paix et à la réduction des armements reste très profond dans l'inconscient collectif; certaines situations de sous-développement ou de violation des droits de l'homme apparaissent de plus en plus scandaleuses à une opinion mieux informée. Les critiques au sujet de « l'inefficacité » sont faites en fonction d'une vision idéale, quelquefois naïve, mais en tout cas exigeante, du rôle possible de

### Note

L'expression « Système des Nations Unies » est généralement utilisée dans deux sens différents :

- le premier désignant toutes les organisations, y compris les organisations « financières » qui sont représentées au Comité administratif de coordination (CAC) qui réunit les chefs d'agences sous la présidence du secrétaire général des Nations Unies;
- le deuxième désignant seulement les organisations non financières.

En fait, le Système au sens large comprend trois types d'organisations à vocation mondiale ou quasi mondiale dont les fonctions et les types d'activité sont sensiblement différents, soit :

- (a) Les organisations à vocation générale, l'ONU elle-même et quelques grandes agences qui, bien que chargées en principe d'un secteur économique ou social déterminé, tendent en définitive à traiter de tous les aspects des problèmes économiques et sociaux. On peut ranger dans ce groupe :
  - l'ONU, qui constitue à elle seule un système complexe comprenant notamment l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en cours de transformation en agence spécialisée, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), les grands Programmes opérationnels et humanitaires comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et une trentaine de Fonds, Instituts, Centres ou Conseils, ayant une individualité juridique distincte;
  - l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation interna-

tionale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS);

- (b) Les organisations « fonctionnelles » ou « Techniques », qui ont essentiellement pour objet d'établir des règles et d'assurer la coopération de services nationaux dans des domaines d'intérêt commun tels que les postes, les télécommunications ou les transports. On peut ranger dans cette catégorie : l'Union postale universelle (UPU), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Sauf exception, tous les pays, y compris l'URSS et les pays socialistes sont membres de ces organisations.

(c) Les organisations « financières » - dites aussi Organisations de « Betton Woods » (désignant le lieu de négociations où la plupart d'entre elles sont nées). L'URSS n'en est pas membre; elles utilisent un système de vote pondéré, n'acceptent pas les régies communes adoptées par toutes les autres agences pour la gestion et la rémunération de leur personnel et leur objet est essentiellement de fournir un cadre pour les relations monétaires et commerciales, et accessoirement d'accorder des prêts pour le développement. Ce sont: le Fonds monétaire international (FMI), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) ou Banque mondiale, et ses filiales : l'Association internationale de développement (AID) et la Société financière internationale (SFI). Enfin, le FIDA, Fonds international de développement agricole, créé en 1974, ressemble aux organisations financières par ses fonctions.

Dans ce rapport, l'expression « Système des Nations Unies » (et quelquefois « Organisation mondiale ») désigne les organisations classées en (a) et (b) ci-dessus.

## L'universalité en question

L'Organisation dans ses divers domaines d'activité.

La conclusion logique de ce genre de frustrations et de critiques est bien l'idée d'une réforme. Si l'opinion publique s'avait qu'une réforme capable d'améliorer les performances de l'Organisation sur le plan de la paix, du développement et des droits de l'homme était possible, la pression qu'elle exercerait sur les gouvernements serait telle qu'ils abandonneraient leur réserve actuelle au sujet des possibilités de changement. Il s'agirait d'ailleurs d'un tout autre exercice que les tentatives de réforme partielle du passé qui n'avaient été proposées par quelques pays que pour améliorer la place qui leur est faite au sein de l'Organisation. L'échec de tentatives de ce genre (par exemple pour trouver au Japon ou à l'Allemagne Fédérale un siège de membre permanent au Conseil de sécurité) ne peut être invoqué comme une preuve qu'une refonte d'ensemble de la Charte afin de créer une Organisation totalement nouvelles soit vouée *a fortiori* au même sort.

Sans doute faudrait-il, pour que l'on commence à considérer sérieusement un changement aussi fondamental, que *l'environnement politique du problème soit transformé*. Pré-tendre que la crise actuelle et l'évolution de l'opinion puissent conduire à la mise en chantier d'une réforme d'ensem-

ble peut paraître aujourd'hui utopique. Les critiques actuelles révèlent cependant une prise de conscience du caractère contradictoire, incertain, non adapté aux problèmes actuels du rôle joué par les organisations mondiales (cf. crise de l'UNESCO). La remise en question de la conception même de l'ONU a déjà commencé. Elle se situe non pas dans le sens d'un « renforcement » illusoire des pouvoirs de l'Organisation mais au contraire dans celui d'un plus grand réalisme. En, l'espoir n'a pas diminué qu'un développement de la concertation entre tous les pays puisse permettre de faire prévaloir des solutions pacifiques et raisonnables. Tout se passe donc comme si l'opinion, lasse des formules creuses et des ambitions exagérées, manifestait, maladroitement peut-être mais clairement, le besoin d'une Organisation mondiale plus efficace et remplissant des fonctions utiles. Le problème se situe donc en réalité sur un plan pragmatique tout à fait à l'opposé à l'utopie.

Une réponse technique précise à de tels espoirs n'existe pas encore. La volonté de changement ne pourra se développer que si des idées claires se dégagent sur le contenu d'une réforme possible. Une réflexion sur ce point ne peut être que collective, ce qui signifie que chacun peut et doit apporter sa contribution. L'objet de ce rapport est précisément de contribuer à cette réflexion.

## L'identification et la discussion de quelques problèmes mondiaux

L'Organisation mondiale utilise encore une autre méthode d'approche des problèmes mondiaux: celle de l'identification de problèmes relativement précis dont elle souligne l'importance pour tous les pays, quel que soit leur niveau de richesse et leur régime politique; par exemple sur des sujets identifiés dans le cadre du nouvel ordre économique international : établissement d'un code de conduite pour les sociétés transnationales ou recherche de mécanismes de stabilisation des prix des matières premières (Fonds commun notamment); ou sur des sujets entrant plus particulièrement dans les préoccupations des pays industrialisés : croissance de la population mondiale ou problèmes d'environnement.

Le Système des Nations Unies ne dispose pas de critères précis pour définir des problèmes qui ont une chance d'être pris au sérieux par l'ensemble de la communauté internationale. L'identification des problèmes qui doivent faire l'objet de « grandes conférences », par exemple, se fait surtout en fonction de la table des matières sectorielle existante: industrialisation, science et technologie, réforme agraire, population, femmes, environnement, ressources en eau, etc. Mais très souvent les sujets choisis ne représentent pas des problèmes réellement nouveaux ou ne sont que des moyens répétitifs d'insister sur les revendications du Groupe des 77 (accroissement de l'aide des pays industrialisés, etc.). Aussi les grandes conférences de ce genre débouchent-elles souvent sur des « programmes d'action » qui ne correspondent, en dépit de leur titre, à rien de précis et ne contribuent à aucun changement dans les attitudes respectives des participants.

Les rares cas où les problèmes identifiés ont eu une influence sur le consensus existant sont dus à l'importance et à la qualité du travail intellectuel investi dans le sujet et à la reconnaissance de risques réels pour la communauté internationale tout entière : ainsi, par exemple, les progrès

faits en matière d'environnement ou de population, la croissance de la population mondiale dans le tiers-monde étant ressentie par les pays industrialisés comme un danger de déstabilisation politique, et dans les pays en développement comme un obstacle à leur développement. Ces débuts de changements positifs sur quelques problèmes se traduisent par une modification des perceptions de phénomènes qui n'avaient pas, avant les efforts de recherche et de négociations, été éclairés sous le même jour. Il y a donc là une voie possible de modification effective du type de consensus mondial.

### Conclusion

Ce rapport n'est pas un constat d'échec. L'auteur espère avoir montré que l'ONU et son Système ont réussi, en construisant pour la première fois dans l'histoire un début « d'espace politique mondial » à démontrer qu'une Organisation mondiale était indispensable. Il ne faut pas contradictoire d'affirmer en même temps qu'il faut moderniser l'institution actuelle, en la réformant en profondeur pour mieux répondre aux espoirs que continuent de mettre en elle une grande partie des peuples des Nations Unies.

La thèse qui est ici soutenue peut être ainsi résumée :

1. Une réforme de l'ONU et de son Système est urgente et, contrairement à des préjugés tenaces, il est possible de l'envisager sérieusement.
2. Il est temps de commencer une réflexion approfondie et ambitieuse en vue de la définition d'une Organisation mondiale de troisième génération. La mise au point d'une réforme sera longue et exigera de difficiles recherches et négociations.
3. Les structures du Système actuel reposent sur trois idées fausses - soit parce qu'elles l'étaient à l'origine, soit parce qu'elles le sont devenues - concernant la pos-

sibilité du « maintien de la paix » grâce à une institution, du développement des pays pauvres par une approche sectorielle et de la négociation entre 159 Etats sans définition préalable de structures de négociations acceptées.

4. Dans le contexte politique actuel, il est irréaliste de croire que des Etats souverains peuvent gérer en commun des activités en dehors des domaines limités où existe un large consensus. Le rôle fondamental d'une Organisation mondiale ne peut être que la recherche ardue d'un meilleur ou d'un autre consensus afin de permettre une progression dans le sens des idéaux lointains énoncés par la Charte.
5. Dans le contexte actuel, une réforme ne peut pas s'orienter vers la modification des structures du maintien de la paix ou plus généralement de l'ONU politique. Les résultats positifs obtenus à l'aide d'un outil inadapté ont déjà un caractère paradoxal. On doit continuer à encourager, comme le fait le Secrétaire général dans un récent rapport, les Etats Membres à en tirer un meilleur parti. Mais on ne peut aujourd'hui proposer d'autres structures capables de faire mieux que le Conseil de sécurité.
6. En revanche la réforme devrait s'orienter vers la transformation des structures d'appui au développement et l'institution d'un véritable forum économique mondial. Il devrait s'agir de construire une « ONU économique », à côté de l'ONU politique.
7. Le premier volet devrait être une reconversion totale à l'échelle du Système de toutes les structures s'occupant de développement pour constituer des Agences ou Entreprises régionales ou sous-régionales de développement. On pourrait espérer que la dynamique créée par une transformation aussi radicale que cette partie du Système conduirait à un réexamen des autres structures intergouvernementales régionales ou sous-régionales. Il serait évidemment souhaitable que la Banque mondiale considère la possibilité de s'associer à la réflexion et à la réforme et que la concertation entre les autres systèmes d'aide - multilatéraux ou bilatéraux - se développe à cette occasion.
8. Le deuxième volet d'une réforme devrait permettre la constitution d'un véritable forum mondial traitant essentiellement des problèmes économiques. Les pays en développement ne devraient pas continuer à être tenus à l'écart des tables de discussion et de négociation où se traitent réellement les problèmes économiques et financiers. Cette situation est préjudiciable à la communauté internationale tout entière. Il faudrait songer à remplacer le double forum actuel du Conseil économique et social et de la CNUCED par un conseil restreint, du type et celui prévu par la Charte originelle qui indiquait 18 membres pour le Conseil économique et social. Les calculs montrent que, si ce « Conseil de sécurité économique » avait 23 membres, les principaux grands Etats et les principales régions du monde pourraient y être représentés. Les secrétariats de l'ONU et des grandes Agences devraient pouvoir être réorganisés sous l'autorité d'une ou de plusieurs « Commissions » composées de personnalités indépendantes.

La thèse ainsi proposée n'a d'autre but que de tenter de contribuer à une réflexion à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies. Pour en faire comprendre l'exigence, l'auteur a été conduit à formuler des jugements critiques dont la sévérité pourra quelquefois surprendre ou choquer.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 2/1986 101

L'éclairage ainsi apporté devrait au contraire aider à mieux comprendre les qualités de compétence, d'analyse, de persévérance et de dévouement de tous ceux qui, en dépit d'un Climat politique souvent difficile ou défavorable, malgré l'inadaptation des structures dans lesquelles ils travaillaient, malgré les contraintes internes résultant des défauts bureaucratiques, ont pu obtenir des résultats positifs. Le bilan ne pouvait en être fait ici que sommairement. Dans les secrétariats comme dans les délégations, ce sont les efforts individuels de personnalités, dont bien peu sont connues, qui ont permis, à partir d'idées utopiques, de faire entrer dans la réalité politique l'Organisation mondiale. L'auteur voudrait dire ici combien il a pu lui-même apprécier les efforts et le courage d'un grand nombre d'acteurs, restés anonymes et discrets, qui ont obtenu dans de nombreux domaines, aussi bien dans les sièges que sur le terrain, des résultats utiles. La thèse de ce rapport est que ces mêmes hommes et femmes auraient pu (et pourraient à l'avenir) obtenir bien davantage s'ils avaient travaillé (ou s'il était possible de les faire travailler demain) dans des structures mieux adaptées.

La responsabilité de ceux qui ont les moyens de contribuer à une réforme d'ensemble est ainsi mise en question. L'auteur ne croit pas à la thèse aujourd'hui répandue que c'est par calcul machiavélique que les Etats - et en particulier les plus grands - maintiennent l'ONU dans une situation d'incapacité et d'impuissance. Il pense plutôt que de nombreux malentendus existent au sujet du rôle possible d'une Organisation mondiale et que la confusion intellectuelle qui règne à ce sujet et en elle-même un phénomène politique dont les effets nocifs pourraient être atténués par la réflexion et la clarification.

La gravité et l'urgence des problèmes justifient que les recherches s'orientent dans des directions jusqu'ici peu explorées. Proposer d'inventer et de mettre en place des structures entièrement nouvelles au moins sur le plan du développement et sur celui du système de négociation au niveau mondial pourra paraître à quelques-uns audacieux ou utopique, à d'autres insuffisant. L'auteur a voulu ici se limiter au Système des Nations Unies à caractère universel, sans inclure les organisations de Bretton Woods. Il est toutefois évident que la construction d'une « ONU économique » ne pourra se faire sans elles. Il est souhaitable que la réflexion s'élargisse dans ce sens.

La recherche devrait pouvoir continuer et se développer à l'intérieur comme à l'extérieur du Système. Les difficultés extrêmes d'une telle entreprise ne peuvent être minimisées. Un certain climat politique est indispensable pour qu'elle puisse être commencée. Mais l'environnement politique d'un problème est conditionné par la manière dont ce problème est conçu. Le profond besoin de paix qui a abouti à la création de l'ONU n'a pas aujourd'hui diminué. Il est possible en revanche d'explorer d'autres chemins que ceux que l'on a pris il y a 40 ans.

(1) Un rapport en préparation suit l'examen des résultats obtenus par le Corps commun d'inspection en matière de politique de personnel et de planification, programmation, exposera les diverses méthodes utilisées par les secrétariats pour retarder ou ne pas mettre en œuvre les décisions des Organes intergouvernementaux. Des exemples peuvent être trouvés des maintenant dans le rapport JIU/REP/84/11 sur les concours à l'ONU.

(2) Application par les Etats occidentaux - gros contributeurs - aux budgets ordinaires des organisations de la doctrine de la « croissance zéro » à ces budgets: réduction des contributions volontaires pour les activités opérationnelles.

(3) Retrait des Etats-Unis de l'UNESCO au 1<sup>er</sup> janvier 1985; menaces de retrait Ou même à la CNUCED, etc.

# Reflections on an International Development Strategy

by Havelock R. Brewster\*

## Development processes

International development strategy logically assumes some understanding and agreement on the essential processes by which development takes place. For the South our understanding of those processes now needs to be revised and amplified. With respect to the North, it has not so far been considered essential to assimilate the dynamics of its growth processes into the shaping of international development strategy. This requires urgent consideration.

In the Prebischian model, although the economic development of the South depends critically on economic growth in the North, the latter is treated as exogenous to the system. The sharp and sustained downturn in economic growth in the North in the 1980s produced a sudden awakening in the South, that infinite economic growth in the North could not be taken for granted. The connection between the North's performance, including intra-North relations, and the export and debt-servicing prospects of the South has however been increasingly appreciated in international deliberations. These concerns, however, give rise to wider issues in considering the possibility and eventual design of international development strategy. The limited understanding of and agreement on the process of development and growth in the South and North are obviously a critical factor inhibiting the development of a workable and credible international development strategy.

## The South

In the South, as we have seen, more explicit recognition of the contents of the notion of development is called for in terms of objectives, priorities and policies. In the meantime, the traditional North-South engine-of-growth relationship has been undergoing significant change since the early 1960s and more so since the oil price increase of 1973. Arthur Lewis had found a more or less constant elasticity of export growth in the South to national income growth in the North over the period 1873 to 1913 and 1953 to 1973 (1). It seems to have gone unnoticed, however, that since 1973 the South's export growth seems to have become significantly more dependent on income growth in the North. The reasons for this may be the weakening of the internal sources of growth in Southern countries and stagnation or retrogression in intra-South trade.

At the same time, the South's national income growth seems to have become on the whole less responsive to its growth of exports. This may be due to increased leakages from Southern economies, particularly payments for higher-priced imports and debt-servicing, and the weakening of the inter-industry structures of these economies. It is noteworthy in this connection that for all regions of the South the

\* This paper was prepared at the request of the Director-General of the United Nations Office at Geneva. It contains the personal views of the author and these should not be attributed to the UNCTAD secretariat of which he is a staff member.

elasticity of income growth with respect to the growth of its exports is now less than unity (2). The attainment of the South's growth aspirations would therefore continue to require in the North the sustained growth of output at implausibly high rates (3).

Even more noteworthy is the finding of an extremely variable export/growth relationship across the countries of the South (4). Among the other factors affecting this relationship that evidently must be brought into the picture are the structure of the economy, its economic and social policies, and the nature of its relations with the international economic system.

Thus one of the important contributions to be made in constructing an international development strategy for the future is a better understanding of and a more satisfactory specification of the process of development in the South. In doing so greater analytic differentiation of experience in the South will be necessary. Equally useful will be the extension of the process variables from exclusive concentration on exports to internal structures and policies and their connections with the international economic system. It will also be desirable to bring directly into the analytic system the South as an engine of its own growth (and of world growth).

## The North

The United Nations system has not yet come to grips with the implications of northern growth processes for development in the South and for the world economy as a whole. The current practice is to discuss the consequences for the South of given alternative growth scenarios in the North and to locate the cure for intra-North imbalances and high levels of unemployment in anomalies or discrepancies between national macroeconomic policies (5). This suggests the need for effective forms of intra-North « co-ordination » of macroeconomic policies.

Wider ranging discussion pose these anomalies in the context of « challenges of an encompassing and systemic nature » requiring the management of complex interactions. As Albert Bressand puts it " *the time has come to realize that the international economy can no longer be defined as, and limited to, the intersection of national economies. Rather, it is now the national economies which must be looked upon as the extension of a global and integrated system with a logic of its own* »... « We called for a world economy. Now we have it. The time has come to learn how to make productive use of it, lest we become victims of our own creation (6). He at least had the courage to admit that « *our first duty is to acknowledge how little we know* ».

Nor have the governments of the North sought to increase their knowledge either of the contemporary determinants of national economic growth or of the requirements of the North's economy. With regard to national economic growth there is a tendency for the tripartite partners, the United States, Western Europe and Japan, to blame each other, virtually uniquely, for their national economic shortcomings.

Yet the question of anomalies at the national level certainly arises and their contribution to resolving international macroeconomic discrepancies remains unexplored. For example, despite the very large increases in national income in Northern countries over the last twenty years the Keynesian « widening gap » between income and consumption and thus an increasing saving rate have not emerged. Moreover, technological progress, improvements in the efficiency of the use of resources and structural shifts in the composition of output have radically altered the relationship between growth in output and growth in employment. In other words the real factors « held in suspension » by Keynes are no longer in suspension. Is it then that the degree of microeconomic fine-tuning and cross-policy sterilization required to resolve macroeconomic contradictions are now beyond the capacity of the governments of the capitalist North ? Is it impossible in these systems of government to administer supply-side policies so as to maximize saving/investment gains whilst minimizing consumption/employment losses ? Similarly, are they incapable of administering demand-creation policies so that increases in expenditure could be channeled to those components of consumption which simultaneously maximize gains in employment and minimize price increases ?

With respect to the management of northeconomy discrepancies of a kind also appear which seem to defeat the capacity of intra-North «coordination» mechanisms to resolve international macroeconomic contradictions. These discrepancies go beyond those supposedly apparent in purely financial and monetary variables. For example, after a period of approximation in the characteristics of Northern economies, quite large structural differences have been emerging between them, particularly as regards the rate of saving/investment, technological innovation, the growth and flexibility of the labour force, labour productivity increases and export capability. These differences weaken the mutually reinforcing effect of their individual economies. Desirable as policy synchronization in the North might be, it could hardly get to grips with differences that are embedded not in instruments of fiscal and monetary policy and their use but in the structural, institutional and ideological characteristics of the individual national economies of the North. Macroeconomic management by governments of the capitalist North has certainly become more constrained now than in the immediate post-war era. This has created doubts not only about what are desirable and feasible economic goals but about what the state can do within existing conceptions of government. Paradoxically, the tremendous increase over the last twenty years in government outlays as a percentage of GDP seems to have reduced rather than increased the flexibility of managing macroeconomic policy in that the scope for increasing or reducing government outlays as well as for changing their composition have become more narrow and subject to tighter parliamentary control. The relatively new features also include a considerably altered balance of power between labour and capital with the consequential creation of wage-price rigidities; a much enlarged capacity on the part of transnational enterprise to determine output and price, comparative advantage, the location of economic activity and the conditions of access to markets, the development of an immense private international capital market largely beyond the knowledge and outside the control of governments, a tremendous expansion in the volume and range of speculative activity, and political developments in the East-West situation which have necessitated public resource commitments with consequent

tial offsetting rigidities in over-all budgetary policy and therefore in the capacity of governments to manipulate fiscal and monetary policy uniquely in the interest of global economic growth and stability. Neglect of the « real » factors underlying financial and monetary variables is likely then to lead us to false expectations about the extent of their role in attaining the Northern goals of growth, employment, and external balance and in contributing effectively to Southern development.

#### Interdependency policy

The evidence of interdependence in the world economy is by now, if it ever was, undeniable (7). How this fact is to be used is a matter of policy. It comes out in the issue of North-South structural adjustment (8) and in the complex relationships between northeconomy monetary/fiscal management, international trade and the debt problem of developing countries (9). In both instances the question of trade policy arises and in the latter case an important question of the consistency of the overall objectives of international development strategy needs to be addressed.

The issue that trade policy raises for international development strategy is that it depends to a good extent on the dynamics of intra-North trade. The processes involved seem to be determined these days less by naturally endowed than by deliberately contrived comparative advantage(10), secured through systematic State-assisted investment in research, technological innovation, plant and equipment, training, commercialization and planning for the future. As Bressand has put it in connection with the export success of Japan. « *the problem... is only addressed in trade terms because this is the analytic framework Anglo-Saxon economists are accustomed to. But in reality the Japanese challenge is of an « industrial » nature* » (11).

Thus the very concept of « free trade » and the notion of « barriers » to it become increasingly meaningless (12). A number of factors herald the era of managed trade expansion and vitiate the logic of inter-State comparative advantage as an optimizing principle. Anticipatory pricing, subsidies to ease capacity reduction and make possible the attainment of scale economies, flexible exchange rates and the technological leap-frogging effect of voluntary export restraints, and so on cast doubt on the meaning of « protectionism » and its immediate association with « inefficient » practices. Inter-State inter-sectoral trade agreements, joint ventures, co-production arrangements, etc., create new definitions of economic space in which the identification of inter-country comparative advantage becomes an irrelevance. Feedbacks between trade, money and finance and the struggle for industrial supremacy create different optimizing objectives for trade.

Regrettably the Leutwiler report offers little guidance on these matters (13). It stands in stark contrast to the view that " the traditional choice between free trade and protection has become almost irrelevant to the dynamic of structural change in the world economy. Free trade is almost a sideshow. The central issues of international trade policy now concern the relative speed at which economies are evolving to higher value-added production (14). Thus for the South the interesting question arising is : if free trade is a sideshow and protectionism irrelevant, and if comparative advantage is being delinked from human and material endowment and is questionable as an optimizing principle in an increasingly unified economic space, and if the resources, skills and government supports are not available in Southern countries to match the North in deliberately orchestrating

structural change, what kind of trade policy for development should be envisioned ?

Development strategy traditionally paid little attention to the complex behavioural interrelationships between the trade sector and the financial/monetary sector. Within recent time, as shown above, this has been appreciated, particularly in regard to the debt problem - though at the cost of neglecting the « real » factors (not just trade) underlying and determining the financial and monetary variables. What must now be brought out in the context of interdependence policy is the need for consistency of objectives in international development strategy. The experience of the 1970s illustrates the point. Some of the larger and more developed Southern countries attained annual growth rates in the 1970s as high as 8 to 12 per cent in real terms, despite the large increases in oil prices. This was achieved to a good extent through petrodollar borrowing. Moreover, in the 1980s substantially increased financial resources came to be needed and were made available to maintain the solvency of these heavily indebted countries that had in the first place benefitted from liberal lending policies. The rest of the South was not so fortunate. And in the North, growth rates sunk below 3 per cent, a rate altogether inconsistent with the assumptions of international development strategy.

Thus in the South and in the North and as between the North and the South the assumed relationships were far out of alignment. What this example underlines is the weakness of a concept of interdependence that is tightly drawn in terms of the trade and development relationship but leaves loose the international allocation of financial resources, a function that is crucial to ensuring that in the first place that relationship holds together. How then is this contradiction in interdependency policy to be resolved ?

### An organizing framework

The rationale of the United Nations is intergovernmental negotiations : to seek and find common ground between conflicting parties - against the backdrop of commonly held moral principles. Negotiations may also take place on anticipated issues. The organization is not needed merely for economic research which probably could better take place elsewhere. But research must inform negotiations. The term « problem assimilation » may be preferable to research since it identifies and embraces the whole range of useful pre-negotiation functions : from problem recognition and information gathering to research, deliberation and publication. Beyond and often flowing from negotiations, the United Nations operates certain common services which may be referred to as the « functional sectors ». Reflection on all three areas are called for.

### Negotiation and problem-assimilation

In the economics field, setting aside the Bretton Woods institutions and the specialized agencies, the main inter-governmental bodies involved are UNCTAD and the Economic and Social Council (ECOSOC) of the General Assembly. The negotiation function nominally has fallen mainly to UNCTAD since its founding in 1964.

From the start it was a disputed function. Back in 1964 the British minister (Edward Heath) came directly to the point ; « *The Conference will most speedily achieve its purpose if it guides and stimulates the work of existing bodies. These have the practical experience. They are used to translating broad ideas into workable plans* ». By contrast, the Bra-

zilian minister (João Augusto de Aracijo Castro) saw the Conference as a « *challenge to build a world commensurate with our responsibilities and our faith in justice and in the dignity of man* ». And U. Thant, the then United Nations Secretary-General saw the Conference as « *designed for action* ». These differing visions of the role UNCTAD have persisted to the present day. What can be drawn out of the experience of these twenty years of UNCTAD's existence : I venture to list them as follows :

- « Language » which « resolves » unresolved substantive differences, such as the mandate itself of UNCTAD, is ultimately worthless.
- The scope for negotiation in UNCTAD vis-à-vis the responsibilities of other bodies, particularly the Bretton Woods institutions, has never been clarified but in practice has not amounted to much.
- Negotiations in the true sense (setting aside certain issues in the commodities area) have not been taking place in UNCTAD. A lot of time and resources has been wasted on the symbolism of negotiations : groupings, spokesmen, « decisions », « resolutions », etc. The charade reaches its apogee of absurdity in the four-yearly « ministerial » Conferences.
- Negotiations and the problem-assimilation function cannot be integrated within a single inter-governmental format. Their styles and requirements are very different and the « mix » in UNCTAD has not served well the purposes of either. Governments have had trouble distinguishing, for purposes of an appropriate response, specific negotiating propositions from the exploration of ideas and the sifting of possibilities. And the secretariat has had trouble in interpreting the ambivalent requirements of governments.
- Possibly reflecting the original differences in its conception, UNCTAD has not been equipped with the proper apparatus either for negotiations or for problem-assimilation. The style of business, the participation, the political status and intellectual quality of the participants, the appropriateness of the inputs, the purposes aimed at and expectations aroused are all wrong from the standpoint of both functions.

The economic negotiating function of the United Nations requires first of all some clarification of the mandate. This could come as a matter of practice rather than of premeditated design. At one extreme, this obviously cannot be so narrow as to supersede the specific responsibilities of the Boards of the Bretton Woods institutions and the specialized agencies. At the other, it cannot be so wide and vague as to make the mandate meaningless, as more or less has been the case up to this point. If one might pick a couple of illustrative examples of where the right balance was achieved they might be the debt relief issue and the Substantial New Programme of Action for the least developed countries, both undertaken in UNCTAD and both undertaken in UNCTAD and both representing at the time gaps in institutional responsibilities. Other possibilities for inclusion are the cross-policy issues and those arising in the operation of the functional sectors as a whole. Negotiations would also require a limited but representative, democratic forum, a substantial upgrading of the status of delegates and a much more politicized environment. Obviously, the possibilities of such a forum are not unrelated to the mandate given to it.

In organizational terms, there is at one extreme the idea put forward by the Trilateral Commission that « fostering an effective working consensus among the advanced trilateral countries will be 3 positive contribution to renovating the international order in the interest of all (15) albeit with some " outer ring » peripheral participation by the South. At the other extreme is the continuation of the present situation put into the *ad hoc* format of « Global Negotiations ». Neither of these options for obvious reasons is politically appealing or operationally feasible. Yet another idea that might usefully be discussed as the basis for a new system of international economic negotiations is that of an appropriately structured « Economic Security Council » put forward by Maurice Bertrand (16).

A conception and organization of the negotiation function along the lines discussed above could contribute to removing certain constraints experienced in open-ended negotiations. For example, the idea of devising cost-benefit related policy-packages responding separately to different groups of countries and requiring different negotiating coalitions may give way in such a collectively responsible forum to the negotiation of non-discriminatory international policies which respond differentially to the needs and capacities of different groups of countries. South unity would thereby be preserved within a framework of representative management.

Such a forum might also be the place where the South meets the North in regard to intra-North policies which seriously impact on Southern interests. In regard to some such issues, for example monetary/fiscal policies and its relation to external balance and trade and the debt problem of developing countries the North/South divide would probably be bridged and encouraging first steps taken towards the management of world economy in the proper sense. Presently, although such a need seems to be acknowledged, there are no convenient institutional arrangements through which it could be met.

Likewise, the function of problem-assimilation needs to be organized in a radically different way. If it is to flourish and to contribute creatively to the process of negotiations it would have to be physically separated from the negotiation function. The deliberative machinery would have to be intellectually refreshed, enlivened and liberated from the sensitivities of political parties in power and the insecurities of incumbent heads of agencies. The inputs would need to be more profound and diverse. For example, it should become possible to examine development experience and problems in more concrete terms, to review the major proposals and reports of the Bretton Woods institutions, and to put forward detailed innovative proposals. The contributors of inputs would need to be more diverse and to be identified. This means too that large bureaucracies would not be needed for this function and that maximum use should be made of the research community all over the world.

The perspectives given above on negotiations and problem-assimilation imply some reorganization of the functions of UNCTAD and ECOSOC with some consequential restructuring of the UNCTAD secretariat, the Department of Economic and Social Affairs, and the Office of the Director-General for Development and International Economic Cooperation.(17) Since these organs have their own vested interests the Secretary-General would have to take the matter in hand himself, beginning with independent study of the matter.

### The functional sectors

The functional sectors of the United Nations in the economic fields have multiplied rapidly over the years. They include institutions devoted to such problems as agriculture and food, industry, labour, population, health, education, housing, transportation, energy, the environment, technical assistance, finance, trade and so on. The sectoral system thus constitutes a powerful vehicle for the execution, revision, disregard or replacement of international development policy and strategy. Bertrand has put his finger on some of the critical shortcomings of this system and its is unnecessary to restate them here (18). We merely need to point for present purposes to their doctrinal incoherence, functional disintegration, remote, cost ineffective operations, erratic priorities, and lack of overall accountability.

International development strategy has more or less assumed this system to be technical, value-free, objective if not efficient; fully supportive of its policy efforts. The time has come to examine all these assumptions; to place the sectoral system as a whole under close scrutiny. The matter is beyond coordination, let alone the ineffective ex post coordination carried out in the United Nations system. In particular, the coordination mechanisms do not recognize or are powerless to deal with the question of priorities in the allocation of resources to the functional sectors. Nor have they attempted seriously cost-benefit appraisal in a system the budget of which now exceeds S 7,000 million a year (19). In this system, the scientific principles of economics so dear to the North lie in suspension. Again, it is the Secretary-General who must take the initiative.

### Conclusion

As Kenneth Dadzie said some years ago « any a priori view of what is « realistic » however couched in technical paraphernalia, is still a political judgment » (20). To separate that judgement from the purpose we hold to is to court indifference and slide into pantomime.

- (1) W. Arthur Lewis. - The slowing down of the engine of growth \* *The American Economic Review*, September 1980.
- (2) The trends identified in this and the previous paragraph are based on the author's estimates of the relevant (log-linear) elasticity coefficient for the periods 1960-1973 and 1973-1980.
- (3) Assar Lindbeck. *The international economic environment and industrialization possibilities in developing countries*. Institute for International Economic Studies. Reprint series No. 236. Stockholm, 1984.
- (4) Reinaldo Gonçalves and Jürgen Richtering. *Intercountry comparisons of export performance and output growth*. UNCTAD, Geneva, January 1985 (mimeo.).
- (5) For example, UNCTAD. *Trade and Development Report*. 1985. Geneva. September 1985.
- (6) Albert Bressand. - Mastering the - world economy -. *Foreign Affairs*. Spring 1983, Vol. 61, no. 4.
- (7) See the Brandt report, op. cit.
- (8) Assar Lindbeck, op. cit.
- (9) UNCTAD (September 1985). *Op. cit.*
- (10) C. Fred Bergsten and William R. Cline (ed.). *Trade policy in the 1980s*. Institute for International Economics, Washington D.C., 1983.
- (11) Albert Bressand (1983) op.cit
- (12) Robert B Reich - beyond free trade -. *Foreign Affairs*, 1983.
- (13) *Trade policies for a better future - Proposals for action*. GATT. Geneva. February 1985.
- (14) Robert B. Reich (1983), op.cit.
- (15) Richard N. Cooper, Karl Kasac, Masataka Kosaka. *Towards a renovated international system*, the Trilateral Commission. New York, 1977. (Emphasis added by the author).
- (16) Maurice Bertrand, op.cit.
- (17) See also Diego Cordovez. - Institutional elements of a new diplomacy for development - *CEPAL Review*, Santiago, Chile, August 1984, Mo. 23
- (18) Maurice Bertrand, op.cit.
- (19) *Including the budget of the World Bank*.
- (20) Kenneth Dadzie. - Key elements in development strategy - in *Khadja Hag*, op. cit.

## l'action des associations privées dans le développement rural des pays du tiers-monde

par Vladimir Hercik

« *La révolution aux pieds nus* », par Bertrand Schneider

« *L'action de ces associations renforce l'esprit de coopération et de solidarité entre les villageois et contribue à créer chez eux un nouveau sens de dignité et à prendre conscience de leurs droits civiques en tant que membres des communautés rurales* ».

Un ouvrage intéressant sur ce sujet vient d'être publié sous les auspices du Club de Rome, sous le titre « *La révolution aux pieds nus* ». (1) Signé par M. Bernard SCHNEIDER, secrétaire général du Club de Rome, le livre est le fruit d'un travail collectif mené à bien entre septembre 1983 et janvier 1985 par une équipe d'enquêteurs ayant visité et examiné quelque 93 projets de développement rural dans 19 pays du tiers-monde (2). Le choix des pays a été établi en tenant compte de la diversité géographique et culturelle, de l'organisation socio-politique, des données climatiques et du type d'agriculture.

Les données analysées et vérifiées par l'équipe tendent à étayer la thèse qu'une des conditions capitales du progrès social et économique des pays en développement est le développement des communautés rurales qui représentent la majorité de la population de ces pays car elles comptent quelque deux milliards de paysans; que les politiques de développement des 20 dernières années n'ont pas perçu l'importance de ce problème; qu'une contribution significative au développement rural est fournie actuellement dans différentes parties du monde, par des mouvements authentiques de paysans, mouvements nés d'initiatives privées dont les adhérents sont décidés à prendre en main leur développement.

(1), 1985, A. FAYARD, 344 p.  
(2), Afrique : Cameroun, Burkine Faso, Togo, Mali, Zaïre, Egypte, Kenya, Nigeria.  
Asie : Bangladesh, Inde, Indonésie, Philippines.  
Thaïlande  
Amérique Latine : Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Mexique, Pérou.

### Aspects professionnels et sociaux du développement rural

La majorité des 2 milliards de paysans des pays en développement vivent dans des conditions de pauvreté, luttant péniblement pour leur survie matérielle et pour bénéficier d'un minimum d'hygiène et d'éducation.

Les organisations « du Nord », c'est à dire les OING et leurs branches des pays occidentaux, ont eu le mérite de promouvoir la création des associations rurales dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et de coopérer avec ces associations dans la mise en oeuvre des projets concrets visant l'amélioration des techniques agricoles, de la santé et de la formation.

Mais c'est la croissance et la prolifération des groupes autochtones de paysans qui constitue actuellement une tendance prépondérante dans l'évolution du milieu rural dans les pays du tiers-monde. C'est dans les pays de l'Amérique latine que le mouvement est le plus vigoureux, le Pérou étant en tête, avec quelque 400 organisations paysannes. A titre d'exemple citons le nombre d'associations paysannes dans d'autres pays : Inde : près de 7000; Indonésie : 277; Nigeria : 650; Kenya : 370; Cameroun : 112. Le nombre d'associations est en constante progression, car elles se constituent très souvent d'une façon non formelle, sans statut précis. Cependant, la motivation de l'action associative dans le milieu rural est invariablement la réalisation des tâches pratiques d'intérêt communautaire.

Les 93 projets répertoriés dans 19 pays par les enquêteurs du Club de Rome constituent, de l'avis des auteurs, « *une représentation proche de l'ensemble des projets ONG dans le développement rural* ». Ces projets, généralement de dimensions modestes (« microprojets »), ont pour objet l'amélioration des techniques d'agriculture, d'élevage, d'habitat, d'hygiène, de formation. La réalisation des tâches en commun favorise une coopération et un esprit d'entraide entre les familles et les groupes.

Une solidarité d'une nature plus profonde et plus dynamique est en voie de naître lorsque les paysans pauvres prennent conscience de l'injustice de leur condition vis-à-vis des propriétaires de la terre et des organismes étatiques. Cette prise de conscience conduit souvent à une action juridique menée collectivement, par les paysans pour défendre leur droit à la terre, droit dénié fréquemment aux familles exploitant cette terre depuis des générations.

Dans le même ordre d'idées des syndicats paysans financent parfois des avocats pour défendre les paysans individuels dans les conflits qui les opposent aux propriétaires ou services administratifs.

Dans nombre de pays d'Asie (Bangladesh, Inde, Thaïlande) et d'Amérique latine (Brésil, Pérou) le recours des associations paysannes devant les tribunaux devient l'expression de la dignité humaine des paysans pauvres et exploités. Cette revendication exaspérée de justice est un aspect concret de la lutte pour l'application des droits de l'homme en milieu rural.



Etant donné le caractère contagieux du phénomène et les masses de paysans intéressés il est permis de penser que ce réveil d'une conscience civique des paysans contribuera à la longue à une démocratisation des communautés rurales.

#### **Les ONG « du Nord » et « du Sud »**

Les auteurs reconnaissent aux ONG et à leurs branches occidentales le mérite historique d'avoir été à l'origine de certaines activités dans les milieux ruraux des pays en développement. Ils constatent que parmi ces organisations les associations d'inspiration religieuse (catholiques et protestantes) ont joué un rôle de pionniers pratiquant au départ l'aide matérielle et découvrant progressivement d'autres besoins de la population. L'attitude des organisations occidentales à l'égard des populations rurales des pays en développement a été marquée généralement par un paternalisme et dans certains cas révélait un colonialisme culturel ignorant et contrariant les traditions locales. Les auteurs affirment que ces attitudes criticables ont presque entièrement disparu et que les ONG du Nord ont mûri dans leur compréhension des cultures non européennes et qu'elles maintiennent des relations harmonieuses avec les associations des pays en développement. Il convient de noter que les associations paysannes, loin de considérer toute assistance technique apportée par des associations occidentales comme une intrusion indésirable dans leur manière de vivre traditionnelle accueillent avec appréciation les enseignements qui leur sont offerts par leurs amis occidentaux en ce qui concerne, p. ex., les techniques de coopératives ou l'organisation du crédit agricole.

Cependant, une franche hostilité des associations locales à l'égard des associations étrangères persiste dans certains pays d'Amérique latine (Bolivie, Equateur) où certaines organisations des Etats-Unis d'inspiration protestante sont considérées comme indésirables.

D'une manière générale, les organisations " du Sud » assument leur indépendance vis-à-vis des organisations « du Nord » tout en poursuivant leur rapports de coopération avec ces dernières. Elles prennent de plus en plus l'initiative de nouveaux projets et se chargent de leur gestion. La prolifération de nouvelles associations paysannes, en réponse aux problèmes contemporains des popula-

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 2/1986 107

tions rurales, pose le problème de relations avec des associations communautaires traditionnelles, notamment en Afrique. Les rapports avec les pouvoirs publics se heurtent dans beaucoup de pays en développement à l'absence de traditions et de pratiques démocratiques. La coopération avec les organisations intergouvernementales de financement est freinée par des procédures bureaucratiques difficilement compatibles avec le style d'improvisation et d'élasticité des projets proposés par des associations rurales. Heureusement, depuis 1978 certains pays occidentaux (Danemark, France, Allemagne Fédérale, Pays-Bas, Suède, Suisse, Etats-Unis) ont décidé de financer directement des projets d'associations des pays en développement.

Au terme de leur enquête les auteurs de l'ouvrage affirment que « *l'une des préoccupations majeures des ONG du Nord est la participation des villageois aux projets de développement* ». Cette préoccupation rejoint les aspirations de millions de villageois dans les pays en développement et des efforts de leurs associations visant l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'importance sociale et la magnitude des tâches relatives au développement rural sont telles qu'une coopération constante et approfondie entre les ONG du Nord et du Sud s'impose dans ce domaine.

#### **Le rôle des gouvernements**

L'action gouvernementale est capable soit de favoriser soit de freiner le développement rural. Les auteurs de l'ouvrage soulignent que la politique de développement des gouvernements concernés au cours des 20 dernières années a généralement négligé le secteur rural au profit du secteur industriel. Les intérêts des paysans dans le plupart des pays en développement ont souffert et souffrent toujours du fait de l'ajournement des réformes agraires, des prix agricoles insuffisants et de la fiscalité excessive. Le développement rural est souvent compromis par la décision du gouvernement de favoriser des cultures destinées à l'exportation au détriment des cultures vivrières nécessaires à la population villageoise.

Le développement rural fondé sur de petits projets gérés par des associations paysannes suppose de la part des autorités l'aménagement du territoire qui prévoit la création de communications et de contacts entre les villages et les grandes villes.

L'attitude des gouvernements à l'égard des associations responsables des projets ruraux varie considérablement d'un pays à l'autre. En certains pays elle est positive et libérale (Burkina Faso, Togo, Cameroun, Sénégal, Kenya, Bangladesh, Inde). Les gouvernements de Zaïre et du Nigeria se montrent méfiants. Dans certains pays l'attitude du gouvernement est libérale à l'égard des associations étrangères, mais les associations locales sont traitées avec méfiance (Mali, Philippines, Thaïlande, Mexique). Compte tenu de la force numérique de la population paysanne et de la contribution actuelle et potentielle de cette population au développement rural il serait dans l'intérêt de ce développement que les associations paysannes soient consultées par les autorités sur toutes nouvelles mesures envisagées dans ce domaine.

L'un des mérites de la « *Révolution aux pieds nus* » est la mise en lumière de la place qui revient de justice au « développement rural » dans le processus global du développement des pays du tiers-monde. Les auteurs montrent d'une manière convaincante que l'importance de développement rural a été sérieusement négligée dans les politiques de développement des 10 dernières années où l'on n'a pas tenu suffisamment compte du fait que deux milliards de paysans vivent dans les régions rurales.

Le phénomène principal dont traite l'ouvrage est la croissance et la prolifération actuelles dans les pays en développement des associations paysannes engagées dans des projets visant l'amélioration des conditions de la vie dans les villages. L'action de ces associations renforce l'esprit de coopération et de solidarité entre les villageois et contribue à créer chez eux un nouveau sens de dignité et à prendre conscience de leurs droits civiques en tant que membres des communautés rurales.

L'importance géographique et sociale de l'action des associations paysannes autorise les auteurs à la caractériser comme « Révolution - - qualifiée « aux pieds nus » en raison de la pauvreté de moyens et d'une certaine fragilité de ces associations, les auteurs estiment, en conclusion, que les associations paysannes dans les différents pays du tiers-monde

(suite p. 108)

# ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE

## NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

### NGOs and the Commonwealth

Noting the continuing vigour of the unofficial Commonwealth, Heads of Government called for efforts to strengthen links between official agencies and NGOs at all levels. They also asked the Secretary-General to consider means for promoting further co-operation with and between NGOs. Leaders expressed appreciation of the role of the unofficial Commonwealth in contributing to economic and social progress in their countries and to the links between countries and peoples which are important to the Commonwealth's future.

The summit, in commending the work of the Commonwealth Foundation, due to mark its twentieth anniversary in 1986, noted the increase in Commonwealth professional associations and the launch of new activities and expressed particular satisfaction that it was increasingly concerned with NGOs and grassroots move-

ments which gave expression to local priorities. Leaders welcomed the Foundation's decision to create a network of national liaison units to improve interaction between the official and unofficial Commonwealth. They agreed on new targets for the Foundation's income to permit it to maintain its level of operations.

### Farmers sponsor volunteers

The National Farmers Union (NFU), a British non-governmental organisation representing farmers and growers in England and Wales, is sponsoring its first volunteers to assist farmers in developing countries.

The first ten volunteers are going to Commonwealth countries Kenya, Tanzania, Uganda, The Gambia, Tuvalu, Nigeria and Papua New Guinea. Two more are going to Nepal and Thailand. All agricultural specialists, they were chosen for

their assignments by Voluntary Service Overseas (VSO). VSO aims to assist developing countries by providing skilled and experienced people to work in areas where such skills are in short supply. It is the first time the British farming industry has taken up the VSO call to sponsor volunteers in the Third World. Each volunteer, costing the NFU £500 a year, is to be supported for a two-year period: some have already left for their assignments. Each is to work on a specific agricultural area or project, working with a local counterpart, imparting relevant knowledge and skills.

In Tuvalu for example, a crop extension officer will work at the agricultural centre at Vaitupi. He will be assisting commercial coconut cropping through replanting schemes for copra production and encouraging the development of vegetable plots to supplement the local diet of rice and fish.

(suite de la p. 107)

pourraient se charger de la totalité des besoins relatifs au développement rural, à condition que le financement nécessaire leur soit fourni par les gouvernements et les organismes internationaux de financement. Malgré une vive appréciation pour le dynamisme et les réalisations des associations paysannes il nous sem-

ble que la suggestion n'est pas réaliste.

Malgré de rares exceptions, les associations paysannes - d'origine relativement récente mais croissant constamment en nombre dans les pays du tiers-monde - tiennent à maintenir leur coopération avec les organisations internationales non gouvernementales et leurs branches

occidentales. Cette coopération est souhaitable d'abord en raison de l'aide matérielle et technique que les organisations « du Nord » sont en mesure d'apporter à celles « du Sud ». Plus profondément, elle est justifiée pour consolider l'universalité du phénomène associatif, tout en respectant les caractéristiques socio-culturelles de différents pays du globe.

## Démocratie

\* Les associations privées - soutien ou menace pour la démocratie parlementaire ?\* - tel est le thème d'un forum européen organisé par le Conseil de l'Europe, en coopération avec les Organisations Internationales non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'Organisation, en novembre 1986 à Strasbourg. Il s'agira d'analyser au moyen d'études de cas concrets l'influence que les associations privées exercent sur la vie publique, la pratique administrative et la législation.

Comme les discussions se baseront sur des études de cas précises (une trentaine sous forme écrite, 6 à 8 en présentation orale), ce forum permettra :

- un échange de " know how » à tout niveau et dans les domaines les plus divers,
- une analyse des stratégies d'action en faveur ou à rencontre des intérêts d'une société démocratique pluraliste.
- la rédaction d'un document de discussion à l'intention des députés

européens participant à la prochaine " Conférence de Strasbourg " sur la démocratie parlementaire en 1987 dont l'un des thèmes principaux sera le problème de la participation.

Adresse postale : BP 431 R6-67006 Strasbourg Cedex - Téléphone : Strasbourg (88) 61.49.61  
Adresse télégraphique : EUROPA Strasbourg - Téléx : Strasbourg 870943.

## The World Bank and Typhoon Daling

The Fifth World Bank-NGO Committee meeting was held in Manila on July 1-3, 1985. During this period, typhoon Daling's cyclonic winds had just barreled through the provinces north of Manila. Local NGOs could not ignore the impact of Daling upon their projects as torrential rains flooded newly planted rice fields and washed away village infrastructure. In contrast, the World Bank-NGO meeting came and went: a non-event in the life of Third World NGOs.

Why, after five years of regular meetings that winged the committee from Washington, D.C. to Tunis to Manila's Sliasis Hotel (home of Asia's Playboy Club) - has nothing more interesting than the classic *ridiculus mus* been produced for the enlightenment of the NGO world ?

Perhaps, as in any process that is prolonged deliberately or not, enlightenment is not the real goal. Prolonged discussions seem to be rationalized before the obvious realization dawns that the Bank's placement of the NGO issue in the powerless International Relations Department long ago indicated the Bank's reticence to accord importance to this issue. Could the real aim be to use pliant NGOs to win legislative support for IDA funding that re-

quires some NGO participation in Bank operations ?

Perhaps, a long-drawn dialogue need not be the mark of stolidity for a committee blissfully sidetracked into debating global economic issues, basic human needs strategies, the value of participatory research and withal, the spread of nuclear weaponry. To the core NGO issue - of grant facilities and structured mechanisms for indentifying and funding Third World NGO projects - was reserved the rapid response of being shelved for the next meeting agenda in yet another city venue.

The fraternal gesture of inserting a few Third World NGOs into once exclusive clubs for First World NGOs has been a recipient of another delaying tactic more suited to the desultoriness of a Fabian Club rather than to the output culture of a serious enterprise. To consider the Tokyo-based OISCA with its phalanx of resource persons among Japanese parliamentarians, and the New York-based decision-makers of International Rice Research Institute (IRRI) as somehow representative of Third World NGOs is to indulge either in tokenism or in narcissism.

One wonders too why the World Bank-NGO Committee bothered to come to the Philippines without learning something of the rich experiences of local development NGOs like NASSA, NCCP, ACES, CCS, OTRADEV, PETA, VICTO, XUES, CFA, KAHAYAG, ASI, AC, TAGCOTEC, to name only a few. Ignorance of these dynamic and people-based groups results in simplistic appraisals compounded by distortions introduced when a few First World personalities attempt to domesticate Third World NGO officials dependent on their funding.

It has been forecasted that more typhoon Dalings are to visit the islands. NGOs would be well advised to focus their attention on protecting the people and their projects from the coming storms - and to forget for now : the World Bank-

And a pity it is, since within the Bank and in the wider NGO family are to be found men and women of goodwill desirous to bring about true cooperation and partnership.

(A.L. Ledesma CENDHERRA, P.O. Box 458, Greenhills, San Juan, Metro Manila, Philippines.)

## New... Plans

## Creations...

## Plans...

## New...

## Creations...

### Machines linguistiques

Pour lutter contre l'hégémonie de l'anglais, les pays d'Europe ont décidé de fabriquer leurs propres machines à traiter le matériel linguistique.

Repondant à l'appel lancé au colloque réuni à Tours (France) le 28 février et le 1<sup>er</sup> mars par 500 chercheurs et industriels. M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a proposé la

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 2/1986 109

création d'un \*\* groupe de coordination au sein du Conseil de l'Europe, chargé de proposer et d'animer des actions » et de « favoriser la mise sur pied d'un réseau européen de coopération scientifique et technique en matière d'informatique linguistique ».

### Christian Peace

Churches and ecumenical organizations had decided in May, 1984, to esta-

blish the Life and Peace Institute, taking its name from the conference at which it was initiated. Eventually statutes were developed and a Permanent Board was established. The Life and Peace Institute office opened in November, 1985.

Life and Peace was created to bring Christian perspectives to bear on situations of conflict by stimulating peace research within a framework of interdiscipli-

nary cooperation, mainly among theology and the social sciences.

The Institute will be continually gathering together information from churches and organizations, in the form of statements, reports, studies, pastoral letters, etc. and will seek out crucial ethical issues in Christian work for peace. Life and peace works in cooperation with other peace research institutes, such as SIPRI and the University of Uppsala Department of Peace and Conflict Research.

A Council of Scholars will assist the Institute by informing of research already done or ongoing in fields relevant to the LPI and by recommending issues which ought to be addressed by the Institute. Dr. Kjell Skjelsbaek of the University of Oslo acts as President of the Council.

Ambassador Olle Dahlén, Stockholm, is President of the Board.

Address: Box 297, 75105 Uppsala, Sweden (Kyrkans Hus, Sysslomansgatan 4).

#### **Development assistance**

During 1985, ICDA helped to establish an International NGO Working Group on Development Assistance. In November 1985 in Geneva, 22 national and international NGOs met to consolidate the working group, check progress to date, clarify objectives, and agree on a joint plan of action. The working group aims to promote the participation of individuals and groups based in developing countries and place a greater emphasis on including women and local populations directly affected by the implementation of specific development projects.

Contact: ICDA, 22 rue des Bollandistes, 1040 Bruxelles.

#### **Seeds**

After the very successful launching of Seeds Action Network in 1985, the next important step will be the consolidation and further strengthening of the network. Regional contact points have been identified, but a solid base is needed for information, especially in developing countries. For example, in Latin America, a permanent contact point has not yet been identified, although dispersed contacts do exist.

During the course of 1986, three regional SAN meetings will be organised in the Third World: one in Africa, one in Latin America, and one in Asia. ICDA will provide substantial input for these meetings which will be organised by the International Genetic Resources programme (IGRP). At least one global Seeds Action Network meeting is also planned for 1986.

ICDA will further intensify its networking campaign in its assigned-regional areas - New Zealand, Australia, and Europe - especially concentrating on countries

where the campaign needs strengthening. ICDA and SAN will continue cooperation with other networks, including the Coalition Against Dangerous Exports (CADE).

#### **WIDE**

At a women in development post-Nairobi strategy meeting held in Amsterdam in November 1985, the «Women in Development Europe» (WIDE) Network was formed. The report on the meeting, to be distributed in February 1986, explains how and why the WIDE network has been established. ICDA and its broader WIDE network will play a central role in the new European grouping, and will service the network with a newsletter similar to the WIDE Newsheet produced in 1985-85.

#### **Post-Nairobi**

At the Nairobi FORUM in July 1985, ICDA hosted 3 workshops on MNCs and Their Impact on Women's Lives. An Alternative Development with Women, and Cooperation for Empowerment. In all three, participants discussed how to effectively bridge the gap between successful initiatives taken by women at the grass-roots level and the relative lack of impact by women in planning and policy making which determines the overall direction of development. ICDA plans to follow-up closely the implementation of workshop goals and the « Forward-looking Strategies » paper produced by the official UN Conference. The establishment of the WIDE Network, as well as contacts made with Third World groups and individuals at the time of the FORUM, will provide ICDA with essential information for lobbying work and campaigning on the issue. An ICDA News Special Report on post-Nairobi strategies and follow-up will be published in the summer of 1986, one year after the FORUM.

#### **Twinning**

Early in 1985 the Greater London Council launched two new organisations for linking London and other local authorities in Britain with Third World partners in programmes of cooperation in the fields of trade and technology. The two organisations are named THIRD WORLD INFORMATION NETWORK (TWIN) and TWIN Trading. Both organisations are non-profit making; the first is a charity, which has the aim of establishing a network of information and technological cooperation between the First and Third worlds; the second is a trading organisation which has the aim of encouraging and facilitating trade exchanges. The two organisations have funding from the GLC for four years under a Trust Deed, after which time they will have to become self-financing. The seven members of TWIN'S and TWIN Trading's staff work together as a team from an office in central London. They all have experience as development workers

in Third World countries and have the support of a wide range of consultants in engineering, trading and finance.

Contact: United Towns, Organization (UTO), 2 rue de Logelbach, F-75017 Paris France.

#### **Forests' survival**

NGOs from the north and the south recently joined hands to work towards ensuring meaningful community forestry schemes and overall sustainable management of forests.

The name of this coalition is « Forests for Survival », formed initially by the Green Belt Movement (Kenya), the Chipko Movement (India), Agapan (Brazil), the National Park Service of Nicaragua, the Natural Resources Defence Council (USA), Friends of the Earth International and Environment Liaison Centre (ELC).

Organisations within coalition « Forests for Survival » will take practical and political, as well as peaceful direct action to achieve these aims.

Contact: ELC, P.O. Box 72461, Nairobi.

#### **Kenya-**

#### **Hazardous exports**

In 1985, ICDA, together with Health Action International (HAI), Pesticide Action Network (PAN), the European Bureau of Consumers' Unions (BEUC), the European Environmental Bureau (EEB), the International Organization of Consumers' Unions (IOCU) and Seeds Action Network (SAN), formed the Coalition Against Dangerous Exports (CADE) to campaign for legislation to control the activities of European firms exporting hazardous products, such as pharmaceuticals and pesticides, to the Third World, and to develop coherent policies on the export of all pharmaceuticals and pesticides that are banned, severely restricted, withdrawn or unregistered in EEC countries. In addition to an ICDA News Special Report published on the issue, an information booklet entitled « Cleared for Export » was distributed to NGOs, press and other interested groups. In 1986, work on this issue will continue to gain importance.

#### **Fibres-ciment**

Récemment créée, la Fédération européenne des producteurs de fibres-ciment (FEFP) a pour but d'encourager et de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la recherche scientifique et des applications techniques et de représenter l'industrie de fibres-ciment auprès des institutions européennes. Le conseil d'administration est composé des personnes suivantes: MM Etienne van der Rest (Belg), Karl Jorgensen (Danemark), Marc Delcour (France), Rudiger Schwarz (AN), Liam O'Mahony (Irlande), Hans Goedman (Pays-Bas), William Burgess (UK).

## Commerce ACP

Au sein du Groupe des Etats ACP des efforts se poursuivent actuellement en vue de la constitution d'une Association des chambres de commerce et d'industrie ACP, dont l'objectif est de promouvoir le commerce interrégional ainsi que les investissements multinationaux dans l'industrie manufacturière.

## Petrochemical Producers

Hundred and twenty delegates from Arab and non-Arab governments and companies attended a seminar held at Manama in February 1986. The formation of an Arab Federation of Petro-chemical Producers was recommended in the final communiqué. A committee made up of the representatives from the Arab Industrial Development Organization and Gulf Cooperation Council, Organization of Arab Petroleum Exporting Countries, General Organization for Industrial Consulting, the seminar's four organizers and Kuwait Petroleum Company, Saudi Basic Industries Corporation and the Gulf Petro-chemical Industries will follow up the seminar's findings until the federation is formed.

## Commodities

On 14 January 1986, the Yemen Arab Republic became the 90th Government to ratify the Agreement establishing the United Nations Common Fund for Commodities. The only requirement still to be met for the entry into force of the Agreement is that the countries having ratified represent two thirds of the Fund's directly contributed capital of S 470 million. At present, the 90 countries account for 57.87 % of the Fund's capital, i.e. 8.80 % short of the required percentage. The Agreement was adopted in 1980 after four years of negotiation under UNCTAD auspices. The Common Fund is an international financial institution designed to bring stability and strength to international commodity markets, particularly in the interests of developing countries. Its first account is intended to contribute to the financing of international buffer stocks and internationally co-ordinated national stocks within the framework of international commodity agreements.

## Asia-Pacific

Daisaku Ikeda, President of Soka Gakkai International, in a booklet recently published entitled " *Toward a global movement for a lasting peace*", is proposing a plan for an « Asia-Pacific Organization for Peace and Culture » (APOPAC), as a liaison point for promoting cooperation among Asian and Pacific nations based on the principles of equality and mutual benefit. He believes such an organization could maintain a loose, indirect relationship with the United Nations, rather than be under its direct supervision. D. Ikeda hopes that this proposed organization

*« will also provide future directions for non-governmental organizations adapted to the new age. Today private initiatives are growing increasingly vigorous, and their importance and influence is greater than ever, but the participation of popular groups and NGO in the United Nations, is, to say the least, not sufficient... I have great hopes that the proposed APOPAC will demand active popular participation, and open new horizons in its linkages with non-governmental organizations, while the NGO for their part will seriously examine the roles they can play ».*

## Enfants

« Action pour les enfants » est un nouveau périodique né de la collaboration entre l'Unicef et le Comité ONG pour l'Unicef. Le numéro inaugural paraît à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Unicef. Le journal ne veut pas nécessairement refléter les vues des organisations qui le patronnent, il se veut ouvert au lecteur qu'il soit responsable d'une organisation ou simple individu, même un enfant. « Il y a ceux d'entre nous qui savent. Des organisations soucieuses et des personnes motivées sont dispersées à travers le globe, s'activant de façon déléguée contre toutes les forces pour combattre l'injustice des enfants nés dans la pauvreté et le désespoir... nous sommes un instrument de cette conspiration internationale compatissante dédiée à la cause des enfants... nous vous invitons, lecteur, à vous joindre à nous, dans cette petite complot d'une vaste conspiration pour promouvoir le bien être des enfants qui souffrent dans le monde ».

## Information Science

The Africa Regional Centre for Information Science (ARCIS) has been established at the University of Ibadan, Nigeria. This Centre is supported by the International Development Research Centre (IDRC) of Canada, Unesco and the Association of Commonwealth Universities Secretariat in London.

The Centre will have links with other relevant disciplines within the University (e.g. computer science, economics, library studies and statistics) and its programmes will be composed of three components : seminar and workshops; higher degrees; and research.

The Curriculum for ARCIS was designed by a group of international experts which met in Ibadan, November 1984 and further discussed by experts from the region at the Curriculum Assessment Conference held at Ibadan, from 26 to 28 June 1985.

Further information is available from: Dr W. Olabode Aiyepoku, ARCIS Project Co-ordinator, Department of Library Studies, University of Ibadan, Nigeria. (Unisist Newsletter)

## Investments guarantee

At their recent Annual Meeting in Seoul, the World Bank's Governors approved the Convention establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA) for transmittal to member governments of the World Bank and the Government of Switzerland and invited these governments to sign the Convention.

The objective of the projected MIGA is the encouragement of the flow of investment to and among developing countries by eliminating, or at least reducing, political risk as a barrier to such investment.

MIGA will provide technical assistance to countries on how to improve investment conditions and will issue guarantees for foreign investments against non-commercial risks. These risks will include : the risk of loss as a result of host government restrictions on currency conversion and transfer (transfer risk); the risk of loss resulting from legislative or administrative actions or omissions of the host government which have the effect of depriving the foreign investor of his ownership or control of, or substantial benefits from, his investment (expropriation risk); the risk of a repudiation or breach of legal commitments by the host government in the cases where the investor has no access to a competent judicial or arbitral forum, or faces unreasonable delays in such a forum, or is unable to enforce a judicial or arbitral decision issued in his favor (repudiation risk); and the risk of armed conflict and civil disturbance.

MIGA is designed as a cooperative institution where developed and developing countries will share financial responsibility and political oversight. MIGA's capital of \$1.082 billion will be subscribed by all members, each in accordance with its economic strength as measured in its allocation of shares of the World Bank's capital.

The MIGA convention will enter into force upon its ratification by twenty countries, provided that these twenty countries include five capital-exporting countries and fifteen capital-importing countries and that the subscriptions of these countries total one-third of MIGA'S authorized capital.

## Transculturel

Les annexes au Moniteur Belge du 25 mars 1986 publient les statuts de l'Association européenne pour l'analyse transculturelle, association internationale régie par la loi belge du 25 octobre 1919. Cette association a pour objet de favoriser la recherche sur les fondements culturels des groupes et des personnes et de promouvoir les échanges interculturels des analystes de groupe. Le président est Jean Claude Rouchy (France), le secrétaire Roger Snackers (Belg). Parmi les membres fondateurs on trouve les nation-

alités italienne, britannique, suisse, allemande et française.

### Handicapés

En juin 1985 à Bruxelles a été créé le Bureau européen de coordination et d'information pour personnes handicapées.

Constitué sous le régime de la loi belge du 25 octobre 1919 cette association a pour de la Communauté européenne, les responsables institutionnels tant nationaux qu'internationaux et les organisations non gouvernementales qui ont pour objet la défense des intérêts des personnes

handicapées. L'assemblée générale a désigné comme président Mme Noëlle Bomedrew Kenyon (UK). Mlle J-F Crahay (Belg) a été élue secrétaire et Mme Anita Loring (UK) trésorière.  
(Square Marie-Louise 32 bte 87. B-1040 Bruxelles).

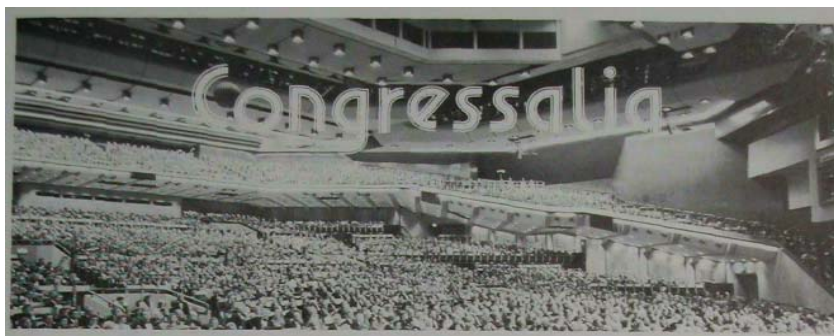
### Golden hints to make your congress a great success

*Since it is now the case that many organizations and people have become interested in arranging congresses and meetings for their members and colleagues, because they seem to be a great success from the scientific and/or economic point of view, it has been thought helpful to list some tips for improvement bases on recent experiences.*

- The registration of participants should take place only at one small table in a narrow corridor, and the identification cards for everybody should be in just one small box. Do not use alphabetical order or divide people into several groups as this might unduly increase the speed of registration.
- To register 2 000 participants by this method should not take more than 1 000 minutes, which is equal to 17 hours. Do not make any estimates like this in advance of the congress.
- Standing in a queue for a few hours only does good to people, mentally as well as physically. They get to know each other. It is also good for them to get some fresh air and sunshine in the queue before sitting in dark lecture halls later in the congress.
- Put the information placards as close to the tables as possible, preferably placing the texts under the table.
- Cancel and change the hotel reservations and close the information desk before the notified time so that newcomers do not receive any message of these operations.
- Do not, before the congress starts, tell the authors of abstracts whether they are allowed to present their papers or not. Nor is it necessary to print a list of papers and give it to the participants. They should come and take a look at lists pinned on the doors of lecture halls just before the morning and afternoon sessions.
- Do not make any advance selection of which papers should be presented orally. It is possible to have 52 papers in four hours in one session, it does not matter if there is just four minutes for each presentation and no time for discussion.
- Organize the commission meetings in rooms without projectors and without blackout facilities. Operators of the projectors should be untrained. If the projector is already in the lecture hall then ensure that the cable is missing.
- The list of participants should only be available to the organizers. Who else could be interested in the other participants? They can be met occasionally by chance in the corridors. The most important thing is, of course, that the organization committee knows the participants.

- When you invite people to a welcome party do not mention in the programme or on the map the exact address of the celebration, otherwise almost all those invited will find the place and this might cause chaos.
  - Serve the food for the banquet on a long self-service table in a narrow place and put the empty plates at both ends of the table. This makes the atmosphere very intimate when at last nobody can move back or forth in the middle of the table.
  - When people are arriving at a party with an entrance fee, enclose them for at least one hour standing within a small fence like cattle. Do not provide any toilets, but give them many drinks. This purgatory is especially good for increasing your guests' ability to withstand stress, and their appetite improves. Trust also that the weather will be good so that no roof is needed.
  - If someone has booked as a participant for symposium number 9 and has paid the requested fees then you should actually book a place for him on excursion number 9 and send the money and reservations to a wrong place. If he still really wants to join symposium 9, then of course he must pay again for it.
  - Instead of employing professional and multilingual secretaries to the staff, let your own and your friends' children make some money at these tasks. They can then shout at the participants to stay in the queue whenever they have made a mistake or caused confusion.
  - Do not worry if somebody complains about your organization. Just spread your hands and say how difficult it was to expect such a problem beforehand. It does not matter what the participants think of the congress. The main thing is that they have paid their fees in Swiss francs. Anyhow you are the person who knows best how everything should be done.
- By following these hints you will give to the participants an endless topic for discussion about which everybody will find themselves in agreement. This topic will be: How to organize a successful scientific meeting. Afterwards you can also be sure that all the participants will remember your congress for ever, and you need not organize any new meetings for the next fifty years. After that time nobody will remember all these great experiences, and you can start again from the beginning.*

MATTI SEPPÄLÄ  
TERRA 96.3. 1984



#### Austria Center Vienna

Le Centre de Conférences est situé dans le Parc du Danube, à 5 km à peine du centre de la ville à côté du Centre International de Vienne (CIV), le palais des Nations Unies à Vienne. Il sera pleinement à la disposition des utilisateurs à partir de mai 1987.

14 salles représentant une superficie globale de 9.500 m<sup>2</sup> offrent un maximum de confort à tous les congressistes. La plus grande a une capacité de 3.000 personnes avec rangées de chaises fixes, avec en plus une galerie pour 500 personnes. Cette salle peut être reliée aux deux salles contiguës et accueillir ainsi 4.200 personnes.

Les salles sont disposées sur trois niveaux et peuvent être réunies par groupes. Plusieurs congrès différents peuvent donc se dérouler parallèlement. Toutes les salles disposent des équipements techniques nécessaires tels qu'installations de traduction

simultanée permettant d'utiliser jusqu'à 9 langues, installation de projections, installation d'audio, circuit de télévision interne, etc. Trois salles sont dotées d'estrades à tribune relevable.

A toutes les salles de conférences sont adjoints des foyers, des salons pour les entretiens particuliers et des bureaux. Le Centre possédera également un bureau de poste et un bureau de presse ainsi que des restaurants, un studio de radiodiffusion et un nombre suffisant de locaux et machines pour la documentation et la diffusion de la documentation. Sur une superficie totale d'environ 6.500 m<sup>2</sup>, il pourra également abriter les expositions prévues dans le cadre des congrès et on pourra y organiser des banquets de 2.000 personnes.

La conception souple des salles tient compte des besoins des grandes conférences de l'ONU aussi bien que de ceux des congrès commer-

ciaux ou autres manifestations. La proximité immédiate du Centre International de Vienne permet de passer directement d'un immeuble à l'autre pour les manifestations des Nations Unies. Le Centre de Congrès est d'un accès facile moyennant le métro. Un raccordement direct au réseau d'autoroutes garantit une connexion routière rapide avec l'aéroport.



#### Le nouveau secrétaire général de l'OMT

La sixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme, a élu à l'unanimité, comme Secrétaire général de l'Organisation, Monsieur Willibald Pahr, ancien Ministre des affaires étrangères d'Autriche.

En effectuant son choix, l'Assemblée a voulu donner un renouveau à l'action de l'Organisation, en faisant appel à un homme dont les capacités et les expériences acquises au cours de sa carrière sont de nature à permettre toutes les hypothèses les plus constructives sur l'action que conduira M. Willibald Pahr, à la tête du Secrétariat général de l'Organisation.

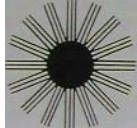
Il est certain que les connaissances de Monsieur Pahr, nouveau Secrétaire général de l'Organisation assureront au Secrétariat une efficacité, un esprit nouveau qui permettront à l'Organisation d'atteindre ses objectifs statutaires et répondre, dans l'immédiat, à toutes les attentes légitimes des Etats Membres et du secteur opérationnel privé,



L'OMT est la seule organisation intergouvernementale dont les activités couvrent tous les secteurs du tourisme à échelle mondiale. Elle réunit comme Membres des Etats, des territoires dépendants et des représentants du secteur opérationnel privé. Elle opère sur un plan universel et au moyen de ses six commissions régionales (Afrique, Amériques, Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud, Europe et Moyen-Orient). Elle offre à ses Etats Membres un mécanisme permanent de consultation, coopération et prise de décisions sur tous les domaines du tourisme.

#### Boy Scouts

50.000 en 1991 - Kim Suk-won, président des Boy Scouts of Korea, a annoncé lors d'une conférence de presse dans son pays que l'association se prépare à accueillir 40-000 à 50.000 scouts au Jamboree mondial de 1991, en Corée.



#### Seoul, Korea

The Asian Association of Convention & Visitor Bureau (AACVB) held its third annual general meeting on April 29-May 3, 1986.

The AACVB was formally launched in February 1983 in Manila as the only convention organization in the Asian region. It was founded by seven member countries in the East and Southeast Asian region - Hong Kong, Indonesia, Korea, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand. These seven members, each with their own charm, character, atmosphere and facilities, deeply felt the need to cooperate together to project a strong, cohesive image of their region and their presence in the international convention market.

Currently, in addition to the seven founding members, AACVB membership now also includes the Osaka Convention Bureau, regional hotels, major convention trade and exhibition centers, the Macau Department of Tourism, and the China International Travel Service (CITS).



#### Singapore

Singapore has won the bid to host the XIII World Congress of Gynecology and Obstetrics in 1991. This prestigious Congress is expected to be attended by at least 8.000 delegates.

At the XI World Congress in Berlin from 15 to 20 September 1985, the Council Members of the International Federation of Gynecology & Obstetrics (FIGO) confirmed that Singapore will be the venue for its triennial conference in 1991. FIGO is a federation with world-wide national societies members. One of its objectives is to promote the development of science and assist in the scientific research work relating to all fields pertaining to gynaecology and obstetrics. FIGO has worldwide membership spanning 86 countries.

The first World Congress took place in Geneva in 1954 under the presidency of Professor H. de Watterville. The main theme of the congress was « prevention in gynaecology and obstetrics ». The subject was of great interest to the World Health Organization (WHO) which agreed to organize a special meeting of the congress in its own building. Since then, the cooperation between FIGO and WHO has continued and FIGO is one of the non-governmental organizations recognised by WHO.

World congresses take place every three years and since 1954, the fol-

lowing cities have been hosts to FIGO congresses :

1958 Montreal (Canada)  
1961 Vienna (Austria)  
1964 Mar del Plata (Argentina)  
1967 Sydney (Australia)  
1970 New York (USA)  
1973 Moscow (USSR)  
1976 Mexico City (Mexico)  
1979 Tokyo (Japan)  
1982 San Francisco (USA)  
1985 Berlin (West Germany)

The 1988 XII Congress will be held in Rio De Janeiro under the presidency of Professor J A Pinotti.



The Hong Kong Tourist Association's Conference & Incentive Travel Department recently produced three calendars for meeting and convention planners who are considering Hong Kong as a venue for such events.

The first is the latest edition of the « Medical Convention Calendar» listing all confirmed medical events to be held in Hong Kong in the next five years. This specialised publication is prepared as a quick reference for international medical meeting planners and it is published twice a year, in January and July.





Meanwhile, the January 1986 edition of - Coming Conferences and Exhibitions in Hong Kong - has been distributed to the local and overseas conference/exhibition trade. Also bi-annual, this calendar contains details of 120 international conferences and exhibitions to be held in Hong Kong in the five years.

Thirdly, the C. & IT. Department has produced a 50-year calendar that closely resembles a mini-record album. On one side of the disc, the rotatable calendar gives the corresponding day of the week for the years 1985-2034 including leap years. On the flip side, the Chinese zodiac brie-

fly describes the fate and fortune of people born under the 12 animal signs. The major Chinese festivals and cultural celebrations in Hong Kong are printed on the inside of the record sleeve; also included is a brief description of different climatic conditions.



« Discussion was the liveliest yet », was the verdict of the IAPCO team who gave their time and expertise to the running of the 12th IAPCO Seminar on Professional Congress Organization, held in Switzerland in January.

So great was the demand for places that 45 instead of the stipulated 40 were accommodated in the lecture room of the Wolfsberg Management Center, training home of the Union Bank of Switzerland, and still there was a long waiting list. But the participants' close proximity and divergence of opinions obviously stimulated ideas. « They carried on talking and arguing right up to the last second of each session », said IAPCO President Christer Carlsson.

Joan Gross, the Seminar's Scientific Programme Chairman, agreed. « This was a most exciting Seminar. Everyone who came had a good knowledge of the industry and their level of questioning was high. They were also critical of the lectures - quite rightly so, as we all learn from each other in this job ».

It's a teaching process which is enhanced by the broad span of backgrounds and experience among discussion leaders and participants. Although specialist professional organizers still form the largest contingent, this seems to get smaller year by year. On the other hand the ranks are swelled by association executives whose responsibilities include meeting planning and by representatives from allied industries - hotel, travel and tourist - who are increasingly aware of the importance of conference delegates and their needs. Personnel from convention bureaux and conference centers also numbered among the students.

### Active '86

*As usual, the beginning of the year was a demanding time for members of (he International*

*Association of Professional Congress Organizers. The 12th IAPCO Seminar on all aspects of international congress management was held in January, followed by the 17th General Assembly in February, and in-between times work has been progressing on a number of projects.*

### IAPCO Seminar - full house

One of the group of « clients » (association staff) was Evert van der Gagg from Holland. Evert is Business Manager of the European Association of Exploration Geophysicists and sets up a number of meetings each year. The Association's annual congress is held in a different location each time... « so that every one has its own charming character, unlike our US sister organization whose meetings are always the same ! »

Evert continues, « Although the final responsibility lies with me I like to use a local PCO who has better contacts with hotels and for social events. As a decision-maker and " user » of PCOs, the Seminar was extremely interesting. My own ideas were quite often reconfirmed but it was nice to know I am on the right track. And I learnt a lot, especially the jargon. It will make my life easier on my travels when I visit conference centres and speak to PCOs ».

There were four officials from the Arab Organization of Administrative Sciences in Amman, Jordan, whose interest in running effective meetings was immediate as this September they are hosting a major congress of Arab States with 2,000 delegates.

The faculty of discussion leaders consisted of four IAPCO members and three guest speakers. Joan Gross (Manager of McGill University Conference Office, Montreal) described the function of the PCO, ways to market a congress, systems of registration and, with Albert Cronheim (Holland Organizing Centre), scientific programmes. Albert also explained basic rules for running meetings, the PCO's advisory role and efficient on-site management.

Lars Christensen (DIS Congress Service, Copenhagen) defined client/PCO responsibilities, suitable social programmes, contracts and the control of finances. Erik Friis (Conferences Advisor, IMF/World Bank, Washington) took the complex subject of multi-language services.

None of the guests was new to the Seminar. Ole Hervit, Danish designer and exhibition specialist, talked on exhibits management and on-site set-up. Geoffrey Smith of the European Federation of Conference Towns and Meeting Planners International of the U.S.A. introduced the conference industry and suggested ways of promoting a destination. Peter Frey of Swissair gave the case of official carriers.

Clem Livingstone of Management Centre Europe tackled communication and the PCO as a service manager, and also assisted with workshops on congress promotion, finance and client interviews. Participants divided into small groups for these workshops which were later evaluated.

In all, 25 countries were represented including speakers from the UK and US. Students came from nearly every European country, plus Canada, Columbia, Costa Rica, Egypt, Greece, Hong Kong, Indonesia and South Africa. The Wolfsberg Management Center has excellent study and recreational amenities and it is planned to hold the Seminar there again next year from January 25 to 31. The inclusive registration fee is 3,200 Swiss francs.

If you would like further details of the IAPCO Seminar, please write to the IAPCO Secretariat, 40 rue Washington, 1050 Brussels, Belgium.

